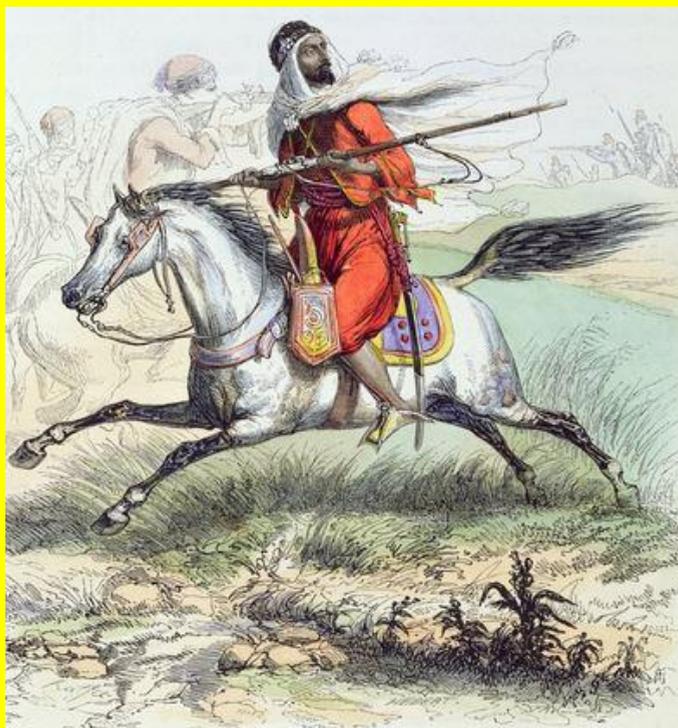


LIVRE LIBRE DE L'ATELIER GLOCAL

MAURIZIO LAZZARATO

# Guerre ou révolution



*Pourquoi la paix n'est pas  
une alternative*



Maurizio Lazzarato

# Guerre ou révolution

*Pourquoi la paix n'est pas une alternative*

Traduit de l'italien par Rosa Llorens

Édité par Fausto Giudice

Éditions The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal  
Collection "erga omnes" n° 11

Janvier 2025

La guerre de Palestine n'a pas commencé le 7 octobre 2023. La guerre d'Ukraine n'a pas commencé le 24 février 2022, ni même le 20 février 2014. Nous sommes tous embarqués, de près ou de loin mais toujours en temps réel, direct, dans une guerre civile mondiale. Toutes les certitudes, toutes les identités, tous les clichés sont ébranlés, tous les abris sont bombardés. Comment agir ? Mais avant cela, comment penser ? La *French-Italian Theory*, autrement dit les théories développées par Foucault, Deleuze, Guattari, Negri, Hardt, Agamben, Rancière et leurs disciples, s'avère à chaque instant incapable d'armer une résistance intellectuelle, psychologique, morale, en un mot politique, qui soit efficace, face aux catastrophes qui nous tombent dessus. Reprenons donc les choses à zéro et relisons quelques classiques. C'est à cet exercice ardu mais stimulant que Maurizio Lazzarato nous invite, dans une trilogie dont voici le premier volet en français, qui sera suivi des deux autres dans les mois qui viennent.

*FG, Tunis, 20 janvier 2025*

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>6</b>
<b>1 La guerre en Ukraine, l'Occident et nous</b>	<b>19</b>
Nouvelle distribution du pouvoir sur le marché mondial	28
L'économie, arme de destruction massive	31
Pourquoi Poutine a envahi l'Ukraine	36
Lénine, guerre et révolution	41
<b>2 Guerre, capitalisme, écologie : pourquoi Bruno Latour ne peut rien y comprendre</b>	<b>46</b>
La première guerre mondiale et la destruction absolue	47
Le soi-disant « néo-libéralisme »	55
La guerre entre puissances et la guerre contre "Gaïa" ont les mêmes origines	58
Post- scriptum : la crise de l'ontologie	62
<b>3 Comment le capitalisme a été pacifié</b>	<b>64</b>
Ce qu'il faut préserver des révolutions	64
La guerre de conquête et d'assujettissement	65
Les guerres civiles et le néolibéralisme	71
L'idéologie comme narration	74
Les révolutions et la guerre	80
Le militarisme et le cycle économique	87
<b>4 Michel Foucault : à propos d'une volte-face sur la guerre civile</b>	<b>98</b>
L'affirmation de la volonté dans le processus de subjectivation	98
Violences et révolution	103

La volonté et le principe stratégique_____	111
Le principe stratégique de la lutte des classes _____	118
La dialectique et la contradiction _____	124
Le refoulement de la guerre d’assujettissement _____	133
<b>5 Mondialisation : machine de guerre, Empire ou impérialisme ? _____</b>	<b>137</b>
L’État et le capital se complètent sans s’identifier _____	137
L’Empire _____	147
L’impérialisme et sa nécessité _____	155
La mondialisation, ou l’accumulation capitaliste à l’échelle mondiale _____	159
L’utopie de l’autonomie du capital mondialisé et la réalité de l’impérialisme _____	162
État et capital _____	166
Le rapport entre l’État et le capital chez les historiens _____	172
Apostille (30 juin 2022) _____	179
<b>Postface Les impasses de la <i>French Theory</i>, la pensée critique occidentale _____</b>	<b>181</b>
Impérialisme _____	183
Monopole _____	188
Qui est souverain ? Profit et stratégie _____	195
Guerre et guerre civile _____	202
<b>Les artisan·es de ce livre.....</b>	<b>208</b>

# Introduction<sup>1</sup>

La guerre en Ukraine a mis en évidence tous les mythes politiques de ce qui reste des mouvements et des théories critiques. Tous deux ont chassé la guerre (et les guerres) du débat politique et théorique en produisant une pacification du capitalisme et de l'État. On discute et on théorise sur la production, le travail, les rapports de pouvoir (de l'homme sur la femme, du blanc sur le racisé, du patron sur le travailleur), mais dans un cadre où les guerres de conquête et d'assujettissement, la guerre civile et la guerre entre États, semblent appartenir au XXe siècle. Les révolutions et les révolutionnaires apparaissent eux aussi enfermés dans un passé qui les rend inutiles et nous empêche d'utiliser leur savoir stratégique sur l'impérialisme et les guerres.

Le résultat de cinquante ans de pacification est l'effacement devant le déclenchement de la guerre entre impérialismes, ballottés que nous sommes par les événements au jour le jour, à la merci de l'opinion, sans un point de vue de classe, parce que, entre-temps, les classes elles aussi avaient disparu, la défaite de la classe ouvrière historique étant confondue avec la fin de la lutte des classes. Au contraire, celle-ci s'est

---

<sup>1</sup> 1 Les deux premiers chapitres ont été publiés en mars 2022 dans «[Machina](#)», la revue en ligne des éditions DeriveApprodi ; les trois suivants ont été écrits en juin 2022. Les citations présentes dans le livre sont tirées des éditions françaises des auteurs cités.

intensifiée, elle fait rage, mais elle n'a été menée que par l'ennemi de classe.

Le problème auquel nous sommes confrontés est un long travail pour réintégrer les guerres et les luttes de classes en tant qu'élément structurel du capitalisme, en essayant de restructurer sur celles-ci un point de vue politique.

Les théories critiques ont toutes développé un nouveau concept de production (désirant, affectif, cognitif, biopolitique, neuronal, pulsionnel) tout en éliminant le fait qu'avant de produire des marchandises, il faut « prendre et diviser » en produisant des classes. La production, le travail, les rapports de pouvoir raciaux et sexuels supposent les guerres de conquête et d'assujettissement qui produisent les femmes, les ouvriers, les colonisés, les racisés, les citoyens qui n'existent pas "naturellement". La guerre civile d'appropriation des corps doit affirmer, en même temps, la division entre propriétaires et non propriétaires, entre celui qui commande et celui qui obéit.

La « paix » qui en résulte est celle que les vainqueurs imposent aux vaincus et c'est la continuation de la guerre d'assujettissement par d'autres moyens (l'économie, la politique, l'hétérosexualité, le racisme, le droit, la citoyenneté). L'accumulation du capital ne fera qu'accentuer les dualismes qui la fondent en créant des différences toujours plus accentuées de revenu, de patrimoine, de pouvoir à l'intérieur des classes de chaque pays, et des inégalités croissantes de pouvoir militaire, politique et de puissance économique entre

États qui conduiront à la guerre entre impérialismes qui est, à son tour, la continuation de la « paix » de la politique, de l'économie, de la biopolitique par d'autres moyens. *La guerre n'est pas l'interruption des luttes de classes, mais leur poursuite sous d'autres formes.*

Très résumé, c'est le cycle politico-économique dont on traitera dans les troisième et quatrième chapitres, en même temps que de la formation des classes : c'est la grande *impasse* des théories critiques contemporaines parce qu'elles effacent le mot d'ordre de Marx, « exproprier les expropriateurs », condition de tout changement radical. On pense que l'on peut imposer « l'intérêt commun », les formes de vie, les vies libérées, la production de subjectivité, les politiques du désir sans passer par le renversement des expropriations originelles.

Le cinquième chapitre aborde le rapport entre accumulation sur le marché mondial, État et guerre impérialiste, dont la confrontation en Ukraine est une parfaite illustration. Lénine nous donne une bonne indication de méthode sur la façon de lire la guerre en cours en disqualifiant le discours répété obsessionnellement de l'agresseur et de l'agressé : « Le philistin ne comprend pas que la guerre est « la continuation de la politique » et se borne donc à dire « l'ennemi attaque », « l'ennemi envahit mon pays », sans se *demander pourquoi* on fait la guerre, avec *quelles classes*, pour *quel but politique* [...]. Et de même que, pour évaluer la guerre, on a eu recours à des phrases absurdes sur l'agression et sur la défense en général, ainsi, pour évaluer la paix, on revient aux mêmes lieux

communs philistins, en oubliant la situation historique concrète et la réalité concrète de la lutte entre les puissances impérialistes ».

La *raison* et le *but* politique sont certainement l'hégémonie du marché mondial que, après la chute du mur, les USA pensaient pouvoir dominer facilement. Les guerres perdues pour exporter la démocratie étaient déjà un signe que tout le monde ne voulait pas vivre sous la domination de la « Pax americana ». Beaucoup plus préoccupante pour l'oncle Sam est la croissance du grand Sud (le premier chapitre traite de ses formidables révolutions et de leur transformation en capitalismes toutefois irréductibles au capitalisme occidental) et en particulier de la Chine et la Russie qui, elles non plus, n'acceptent pas que les Américains, on ne comprend pas avec quelle légitimité, sinon par la force, commandent le monde.

Le Sud lit la guerre en Ukraine comme le fer de lance du projet du « siècle américain » (les néoconservateurs), du « Make America Great Again » (Trump), du « Faire en sorte que l'Amérique, encore une fois, guide le monde » (Biden), qui a pour premier objectif d'affaiblir la Russie, mais vise ensuite la Chine et tout le Sud. Raison pour laquelle, pour des raisons différentes, ils ont refusé de suivre l'« Occident » qu'ils voient comme un impérialisme beaucoup plus dangereux que l'impérialisme russe. Ils le font en pays qui sortent souvent de siècles de colonisation et qui voient en l'Amérique le danger principal. Ce n'est pas le sentiment des gouvernements, mais une conscience généralement répandue dans la population,

comme je peux en témoigner pour l'Amérique Latine. Il me semble que le Sud saisit mieux que l'Occident et la malheureuse Europe l'enjeu de la guerre.

Mais si nous abandonnons le point de vue des relations internationales et adoptons le point de vue de classe, les impérialismes du Nord, du Sud et de l'Est se ressemblent parce que tous exploitent les femmes, les ouvriers, les migrants, les colonisés et répriment les minorités à l'intérieur de leurs États et s'approprient à l'extérieur des ressources humaines et matérielles. Ils sont gouvernés par des oligarchies mafieuses et pas seulement à l'Est (en Italie on ne vote pas depuis des années parce que les oligarchies financières ont occupé l'État, en France elles se sont mieux organisées et ont fait élire un banquier président de la République), ils ont tous détruit le peu de démocratie qui n'était pas une concession du pouvoir, mais qui avait été arraché, comme le suffrage universel, par les luttes. Une fois le conflit éliminé, la démocratie a disparu parce qu'elle n'est absolument pas une création du capitalisme. Les plus hypocrites comme toujours sont les Occidentaux qui, pour exporter leur modèle, n'ont pas hésité à le démolir à l'intérieur, avec pour résultat que nous avons le fascisme, le racisme et le sexisme chez nous, et qu'on a réussi à faire arriver à la Maison Blanche Trump qui est déjà prêt à prendre sa revanche (ou quelqu'un d'autre pour lui), alors qu'en France, patrie des droits de l'homme, l'extrême-droite a atteint 42% des suffrages lors de l'élection présidentielle de cette année.

L'Ukraine n'est en rien différente des autres États de l'ancien pacte de Varsovie (Hongrie, Pologne, etc.) : gouvernement institutionnel de droite (avec des composantes fascistes), gouvernement fantôme des oligarchies, politiques néolibérales, répression de la « gauche », homophobie, sexisme, privatisation des terres agricoles, les plus importantes richesses du pays vendues à des multinationales agricoles, législation contre le travail. Le tout sous le contrôle et la direction de l'OTAN, des USA et de l'Angleterre.

Lénine, très attentif aux luttes de libération nationale, disait qu'il faut défendre le droit à l'autodétermination des nations et des minorités nationales même si elles sont gouvernées par la droite, sauf si elles se font l'instrument de l'impérialisme.

Quelles classes sont en jeu ? Les classes qui dirigent les impérialismes ont opéré une intégration stratégique progressive du capital et de l'État. Au lieu de considérer l'État et le capital comme deux entités distinctes, ce livre utilise le concept de machine bicéphale État-capital. Ensemble, ils constituent un dispositif qui produit, « gouverne », fait la guerre, même s'il y a des tensions internes, car la puissance souveraine et le profit ne coïncident pas. Ils s'intègrent progressivement mais sans jamais s'identifier. Pour analyser le fonctionnement de ces impérialismes et des classes qui les dirigent, il faut revenir (ce sera l'objet du cinquième chapitre) sur la définition du capital et de l'État et sur leur rapport, qui a été caricaturé par les discours sur la mondialisation : suprématie du premier sur le second, dépassement des

frontières, dépassement de l'impérialisme, crise de la souveraineté, automatismes de la finance.

Dans chaque pays, bien qu'ils aient tous adopté le capital, le rapport politique/économie, État/capital est géré différemment. Les objectifs et les moyens que l'on se donne pour les atteindre ne sont pas non plus les mêmes. Nous avons donc affaire à une multiplicité de centres de pouvoir politico-économique qui, avec l'aggravation des crises et des catastrophes écologiques, sanitaires, économiques, déclenchées par les politiques néolibérales, se battent comme il y a un siècle pour s'approprier de marchés, de ressources matérielles et humaines, pour imposer leurs propres règles et leur propre monnaie. Bref, nous avons encore affaire aux impérialismes, qui se heurtent par les armes, l'économie, la communication, la logistique, la culture, donc à la guerre « totale ». Mais le conflit de 1914-1918 était déjà total, et c'est même lui qui constitue la matrice de ce qui se passe (analyse développée dans le deuxième chapitre).

Le grand problème des opprimés est que l'abandon de la révolution et de la guerre, qui étaient au centre du débat politique du XX<sup>e</sup> siècle, s'est accompagné du renoncement au concept de classe, question capitale qui ne peut être abordée dans ce livre (je renvoie à mon *Intolérable présent, urgence de la révolution*). Ce que nous pouvons dire, c'est que les classes ne comprennent pas seulement capitalistes et ouvriers, mais aussi hommes et femmes, blancs et racisés. Ces dualismes qui fonctionnent comme des foyers de luttes et d'organisation

sont différents et donc les points de vue diffèrent, même sur la guerre. Les mouvements féministes sont plutôt intéressés par la violence, mais si les guerres sont sans doute violentes, les deux concepts ne coïncident pas. La violence sexuelle, raciale, de classe doit être comprise et politisée comme individualisation de la guerre de conquête. Le débat grandissant au sein du féminisme sur les « violences » pourra ouvrir un discours sur la guerre que certaines féministes ont déjà problématisée en ce qui concerne la guerre de conquête et d'assujettissement (Wittig, Colette Guillaumin et tout le féminisme matérialiste, Silvia Federici, Veronica Gago). Au centre de la guerre, il y a certainement les pulsions masculines, mais si cela est vrai de la guerre de Troie à celle de l'Ukraine, il s'agit toujours d'une seule et même guerre et l'on risque ainsi de perdre la spécificité et la raison des guerres à l'époque des impérialismes et de leur monstrueuse capacité de destruction.

La théorie et la politique écologiques ne tiennent pas compte du lien étroit qui unit les guerres totales à la catastrophe climatique et environnementale (le deuxième chapitre aborde le rapport d'identité et de réversibilité entre production et destruction inauguré par la Première Guerre mondiale). Le mouvement ouvrier, qui n'a pratiquement pas survécu à la défaite historique subie au tournant des années soixante et soixante-dix, sinon à travers les syndicats, fonctionne comme une institution complètement intégrée à la machine État-capital.

Cette situation où l'initiative est entre les mains de l'ennemi, où les mouvements politiques sont en pleine reconstruction après le cycle de luttes de 2011, ne pouvait pas générer un grand débat sur la guerre, le pacifisme, le réarmement, la révolution, comme il s'était développé avant et pendant la Grande Guerre. Il semble qu'un point de vue de classe significatif ait beaucoup de mal à émerger.

Être pour la fin de la guerre ne veut pas dire être pacifiste, dans l'histoire des opprimés rien n'a jamais été conquis par la paix. La paix n'est pas quelque chose qui va de soi, elle doit être interrogée. Quelle paix voulez-vous ? Celle qui a précédé la guerre et qui l'a causée ? La paix des cinquante dernières années de contre-révolution, qui a été, au Nord, un massacre des conquêtes obtenues par un siècle de luttes, et au Sud la continuation des guerres pour exporter la démocratie occidentale (en réalité des guerres de vol, d'appropriation, d'extraction) ? Une paix qui ressemble à celle qui s'est instaurée après la Première Guerre mondiale et qui n'a fait que préparer la Seconde ?

Les révolutionnaires avaient une formule qui, dans sa simplicité, devrait nous faire réfléchir : « La guerre est la continuation de la politique de paix et la paix est la continuation de la politique de guerre ». Cela signifie que vouloir la paix sans abolir le capitalisme est une absurdité ou une naïveté, parce que le capitalisme n'élimine pas la guerre mais l'intensifie comme aucun autre système économique et politique ne l'a jamais fait, et il la répand sur toute la société.

Ce sont précisément les concepts de guerre et de paix qui, dans leur opposition, posent problème : après la Première Guerre mondiale, cette séparation n'a plus beaucoup de sens, car « ce qui est nouveau, c'est l'état intermédiaire entre guerre et paix ». L'affirmation « nous avons la paix quand il n'y a pas de guerre » n'est vraie que dans le cas de la guerre militaire, mais le « passage à la guerre totale consiste précisément en ceci, que les secteurs extramilitaires de l'activité humaine (l'économie, la propagande, les énergies psychiques et morales des non-combattants) sont engagés dans la lutte contre l'ennemi ». Quoi qu'il en soit, « se battre contre les effets (la guerre), en laissant subsister les causes (le capitalisme) », était considéré par les révolutionnaires comme un « travail infructueux », et nous sommes d'accord avec eux.

La guerre risque de continuer parce que ni les Russes ni les Américains ne peuvent perdre. Même s'ils signent la « paix » nous vivrons dans un néolibéralisme encore plus « autoritaire » dirigé par des oligarchies encore plus prédatrices, soutenu par des forces fascistes, racistes et sexistes qui prépareront la prochaine guerre contre la Chine, comme la course folle au réarmement le démontre.

On peut dire la même chose de la revendication pacifiste du désarmement : l'industrie de la guerre et le militarisme sont des éléments constitutifs du capitalisme. L'État, le capital, le militarisme constituent un cercle vertueux : le militarisme favorise le développement du capital-État depuis toujours, et

ces derniers, à leur tour, financent le développement du militarisme.

Après la Première Guerre mondiale, l'industrie de la guerre constitue un investissement indispensable pour l'accumulation. Il a la même fonction de stimulation que les investissements productifs (keynésianisme de guerre) et absorbe l'augmentation de la production afin qu'elle n'aille pas à la « consommation ». En cela, l'industrie de la guerre est un régulateur du cycle économique, mais surtout du « cycle politique ». L'économie de guerre dans laquelle nous sommes entrés augmentera encore la part de la richesse produite qui ira à l'armement et réduira encore la consommation. Au Sud, il ne s'agira pas seulement d'une contraction du pouvoir d'achat, mais de famines et d'explosion de la dette pour beaucoup de ces pays, de défaut pour d'autres, de misère pour tous les opprimés, de raidissement des hiérarchies (sexuelles, raciales, de classe), de fermeture de tout espace politique.

Ici aussi s'applique la maxime révolutionnaire selon laquelle « se battre contre les effets (l'industrie de guerre et le militarisme), en laissant subsister les causes (le capitalisme) », c'est se tromper d'objectif.

Lorsque la Première Guerre mondiale a éclaté, le point de vue révolutionnaire « transformer la guerre impériale prête à l'emploi en guerre civile révolutionnaire » était absolument minoritaire. La majeure partie du mouvement ouvrier avait adhéré aux guerres nationales en votant les crédits de guerre et en acclamant la défense de la patrie. C'est une rupture dont

le mouvement ouvrier européen ne se relèvera plus, tandis que le mot d'ordre de la politisation de la guerre, car il s'agit de cela quand on parle de la transformer, conduira à la première révolution victorieuse dans l'histoire des opprimés.

Il ne s'agit pas de répéter, en le copiant, ce formidable savoir stratégique, mais de l'utiliser comme position, point de vue, en l'actualisant, en le reconfigurant, en en repensant les contenus, aussi parce que c'est le seul que nous ayons sur la guerre. Ici, je ne peux que poser des questions auxquelles nous répondrons collectivement si nous en sommes capables : que veut dire aujourd'hui politiser la guerre ? Au XXe siècle, elle était considérée comme un terrain privilégié de l'affrontement de classe, pour renverser les relations de pouvoir et les hiérarchies d'exploitation. Nous ne pouvons pas penser à transformer la guerre comme on l'a fait en Russie, en Chine, au Vietnam, mais nous devrions donner un nouveau contenu et une nouvelle vie au verbe transformer. « Transformer » la guerre me semble encore une tâche politique urgente. Pour pouvoir actualiser cette transformation, nous devons reconquérir ce que nous avons perdu, le principe stratégique (le quatrième chapitre s'en occupera) qui nous permettra d'interpréter la guerre de conquête des classes, leur mise au travail et l'inévitable conclusion de rapports de pouvoir inconcevables dans la guerre impérialiste. Ce n'est pas tant de la puissance productive du prolétariat que nous avons besoin, que du principe stratégique capable d'interpréter la lutte des

classes, la guerre civile et la guerre impériale, de nommer l'ennemi et de le battre.

Lénine disait, peut-être sagement : « essayer d'empêcher la guerre de toute façon », mais, si elle se produit, « renverser » les seigneurs de la mort. Si on n'y arrive pas, on reste accablé par la destruction générale opérée par la guerre.

# 1

## La guerre en Ukraine, l'Occident et nous<sup>2</sup>

*« La catastrophe est l'élément vital et le mode normal d'existence du capital dans sa phase finale ».*

Rosa Luxemburg (1913)

Les mots d'ordre « Non à la guerre », « Paix » « Ni avec Poutine, ni avec Biden » semblent faibles et impuissants s'ils ne trouvent pas leur force dans un « *contre* Poutine et *contre* Biden ». L'opposition à la guerre doit se fonder sur une lutte acharnée contre les différentes formes de capitalisme et de souveraineté en lutte entre elles et également mobilisées dans l'organisation de la domination, de l'exploitation et de la guerre.

L'appel des partis socialistes de la conférence internationale de Zimmerwald de 1915 nous rappelle une vérité très simple, bien qu'activement oubliée. La guerre « est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'Univers » — si bien que l'ennemi principal est, ou est *aussi* dans notre propre pays.

---

<sup>2</sup> Texte publié en italien sur «Machina» le 7 mars 2022 et en français sur « Ici et ailleurs » le 20 juin 2022.

On est surpris, on est désorienté, comme si cette guerre était arrivée comme une nouveauté qui éclaterait, tel un éclair dans le ciel serein de la paix. Pourtant, depuis que le Département d'État a annoncé la fin de l'histoire (1989), la paix et la prospérité sous la bienveillance de l'oncle Sam, le Pentagone et l'armée américaine se sont engagés une suite impressionnante de missions humanitaires pour la fraternité entre les peuples :

**Panama 1989**

**Irak 1991**

**Koweït 1991**

**Somalie 1993**

**Bosnie 1994 – 1995**

**Soudan 1998**

**Afghanistan 1999**

**Yémen 2002**

**Irak 1991 – 2003**

**Irak 2003 – 2015**

**Afghanistan 2001 – 2015/2021**

**Pakistan 2007 – 2015**

**Somalie 2007 / 8, 2011**

**Yémen 2009 – 2011**

**Libye 2011, 2015**

**Syrie 2014 – 2015**

Sans rivaliser avec un tel palmarès, après la Tchétchénie et sa guerre d'extermination passée (avec la complicité de l'Occident) par le filtre du terrorisme comme ennemi principal de l'humanité, c'est bien la Russie qui a pris la relève pour anéantir

toute trace d'un printemps syrien et sauver le régime Assad, tout en poursuivant des « opérations militaires spéciales » dans sa zone d'influence (Géorgie, Moldavie, Ukraine...).

Mais les guerres entre puissances ne vont jamais sans la poursuite des guerres de classes, des guerres raciales et des guerres contre les femmes que chaque État mène pour son propre compte.

Or le fait est que les mouvements politiques contemporains se sont complètement coupés de la tradition qui plaçait au centre du débat et de l'action politique les questions de la guerre et de la révolution. Au point que l'on peut se demander si la plus grande victoire de la contre – révolution n'a pas été de nous faire croire que ces questions étaient à jamais résolues, alors que tant que Capitalisme et État règnent, elles sont toujours d'actualité.

Comment en est-on arrivé là ?

Pour comprendre la guerre actuelle, il faut remonter à la chute du mur de Berlin et expliquer les changements stratégiques qui, à l'époque, n'ont pas été vraiment compris, faute d'une analyse des révolutions du XXe siècle.

Les Occidentaux représentent le plus grand danger pour la paix dans le monde parce qu'ils sont très conscients du double déclin qui les menace : celui de l'Europe à partir de la première guerre mondiale et celui des USA à partir de la fin des années 60. Ils produisent sans cesse du désordre politique et économique, ils répandent le chaos et la guerre car, en plus, ils se sont

lourdement trompés sur la nouvelle phase politique que l'effondrement de l'Union soviétique ouvrait.

Les Occidentaux (et surtout les gouvernements américains avec tout l'establishment industriel, financier, la bureaucratie armée du Pentagone, etc., à distinguer du peuple américain divisé par une guerre civile *larvée* en cours !) étaient convaincus d'avoir triomphé, alors qu'ils avaient perdu, même si c'était de façon différente des Soviétiques. C'est là un point très important qui explique tous les choix catastrophiques qu'ils ont faits depuis trente ans, dont celui de l'extension de l'OTAN vers la Russie, à l'origine de la guerre en Ukraine, n'est sûrement pas le dernier.

Alberto Negri a écrit ces jours - ci : « Depuis 1997, les USA avait été prévenus pas George Kennan, architecte de la politique de *containment* [*confinement*] de l'Union Soviétique : 'L'expansion de l'OTAN est l'erreur la plus grave des USA depuis la fin de la guerre froide. Elle poussera la politique russe dans le sens contraire à celui que nous voulons' »

Pour apprendre pourquoi les Américains continuent à faire des choix catastrophiques, nous conduisant tout droit au désastre, il faut revenir sur le XX<sup>e</sup> siècle, car il n'a été ni « court » (Hobsbawn) ni « long » (Arrighi), mais le siècle des révolutions et des contre-révolutions dont les plus importantes, celles qui ont configuré notre actualité, se sont déroulées dans le Sud du monde.

Pour les Occidentaux, l'économie de marché et la démocratie avaient gagné la bataille de « civilisation » du XX<sup>e</sup> siècle. Il ne

restait qu'à capitaliser la victoire en imposant partout dans le monde le « néo – libéralisme » et les droits de l'homme.

En réalité le XX<sup>e</sup> siècle a été le siècle de la « révolte contre l'Occident », le siècle des guerres contre son impérialisme, le siècle des guerres civiles mondiales (et pas seulement européennes) qui se sont poursuivies après la deuxième guerre mondiale. Et c'est d'ici qu'il faut partir pour comprendre quelque chose à la situation contemporaine.

Les Occidentaux, concentrés sur l'affrontement Est /Ouest, n'ont pas compris que les guerres anti - coloniales, en moins d'un siècle, étaient en train de renverser le rapport de force entre Nord et Sud. Les « peuples opprimés » avaient attaqué la division économique et politique entre centre et périphérie qui depuis 1492 régissait le fonctionnement du capitalisme. Le pouvoir européen se fondait sur la séparation du prolétariat mondial, entre travailleurs qui fournissaient un travail abstrait dans le Nord et les prolétaires, paysans, femmes, esclaves, serfs, etc. qui garantissaient un travail dévalorisé, gratuit ou très mal payé dans le Sud et le travail domestique gratuit dans le monde.

Le grand mérite de la révolution bolchévique a été d'ouvrir la voie à la révolution des « peuples opprimés ». Ce qui changera radicalement le rapport de force pour toujours.

Et pourtant les USA avaient conduit une guerre politique et économique acharnée contre le Sud (« Tiers Monde » à l'époque) après la deuxième guerre mondiale. Ils ont effectivement réussi à vaincre la révolution mondiale, mais celle-

ci a sédimenté des changements tellement radicaux dans l'organisation du marché mondial et dans les sociétés libérées de l'impérialisme, que les révolutions anticoloniales, même en ayant abandonné le projet communiste ou socialiste, sont à l'origine de la distribution des pouvoirs politiques contemporains et du déplacement des centres du capitalisme du Nord, au Sud et à l'Est.

La grande nouveauté n'est pas à chercher dans la révolution numérique, le capitalisme cognitif, la biopolitique, la bioéconomie, etc. (tous ces concepts traduisent un point de vue eurocentrique borné) mais dans ce changement dans les rapports entre forces économiques et politiques à échelle mondiale.

La reconfiguration du capitalisme ne s'est pas jouée principalement dans le Nord, mais dans le Sud du monde comme cela devient maintenant de plus en plus clair.

Pour Giovanni Arrighi, le cœur de l'antagonisme de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle « n'est autre que la lutte de pouvoir au cours de laquelle le gouvernement américain chercha à contenir, par l'usage de la force, le double front du défi que représentaient le communisme et le nationalisme dans le Tiers – Monde ».

Seul parmi les opéraïstes (*operaisti*) à avoir compris les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle, il démontre que la contre-révolution monétaire, commencée avec la déclaration de non-convertibilité du dollar (1971), constitue une réponse directe à la plus importante guerre anti – coloniale de l'après-deuxième guerre

mondiale, celle qui a donné l'indication de la mobilisation générale contre l'impérialisme à tous les pays du Sud. « Il faut faire comme Dien Bien Phu », proclamait Fanon dans l'Algérie encore sous occupation française.

Tandis que les marxistes européens relient exclusivement la réorganisation capitaliste aux luttes capital – travail et à la concurrence entre capitalistes, Arrighi affirme que les politiques américaines au tournant des années 60 / 70 visent « à arracher aux contraintes monétaires la lutte pour la domination que les USA menaient dans le Tiers Monde ».

Les coûts (externes et internes) de la guerre menée par les Américains contre le Viêt-Cong « n'ont pas seulement contribué à la réduction des profits, mais furent la cause fondamentale de l'effondrement du système de taux de change fixe établi à Bretton Woods, ainsi que de la brutale dévaluation du dollar US qui en résulta ».

La colonie est aussi moderne que l'usine de Manchester, elle fait partie de la chaîne de la valeur au même titre que Detroit ou Turin et elle se révélera le lieu le plus propice pour la subjectivation révolutionnaire, mettant ainsi en crise le centre en partant de la périphérie.

« Comme pour la liquidation de la parité or / dollar, ce furent les guerres et les révolutions dans le Sud, et non la concurrence entre capitalistes des trois grandes économies du monde, qui furent le principal moteur de la contre – révolution monétariste de 1979 – 1982 »

L'arme monétaire mobilisée contre le Sud a eu de très lourdes répercussions sur les luttes des classes dans le Nord. « Mais le stimulus le plus fort vint de la crise irrésolue de l'hégémonie états-unienne dans le Tiers Monde, non de la crise de profitabilité ». Les différences entre Nord et Sud à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à la fin du XX<sup>e</sup> « sont plus importantes que celles des relations entre travail et capital ».

Mais dans la première moitié du siècle aussi, les choses essentielles se sont passées à l'Est et au Sud, car l'organisation des révolutions dont les victoires s'affirmeront après la deuxième guerre mondiale, se met en place et s'accélère après les massacres de la « Grande Guerre ».

Au cœur de ces luttes qui ont renversé plusieurs siècles de colonisation, les communistes ont joué un rôle central, puisqu'ils ont transformé la « petite guerre » de Clausewitz en guerre révolutionnaire, en « guerre de partisans ». Invention stratégique d'une importance comparable à l'oubli dont elle fait l'objet de la part de ceux qui voudraient changer le monde.

Le grand conservateur Carl Schmitt (et en son temps nazi), tout en étant anti-communiste, a le mérite de reconnaître l'énorme énergie et puissance politique dégagées par les révolutions anticoloniales, alors que ses admirateurs *opéraiistes*, comme Mario Tronti qui l'a introduit en Italie, n'ont qu'une insupportable condescendance pour ces révolutions « paysannes ».

« L'irrégularité de la lutte des classe » organisée par la guerre de partisans, articulée aux formes plus classiques du combat mené

par l'Armée rouge ou l'Armée du peuple, «ne met pas seulement en cause une ligne, mais l'édifice tout entier de l'organisation politique et sociale (...) L'alliance de la philosophie et du partisan, conclue par Lénine, (...) provoqua rien moins que l'éclatement de tout ce monde historique eurocentrique que Napoléon avait espéré sauver, que le Congrès de Vienne avait espéré restaurer ».

Clausewitz «un officier de métier d'une armée régulière, ne pouvait pas (...) donner naissance au partisan, seul le pouvait un révolutionnaire professionnel comme Lénine. Mais le partisan du bolchévisme russe est peu de chose d'un point de vue sociologique - je veux dire dans sa réalité concrète – comparé au partisan chinois. Mao a lui-même mis sur pied son armée de partisans et son élite de partisans ».

Dans une conversation de 1969 avec un maoïste (Joachim Schickel), Carl Schmitt affirme que la dimension globale de la lutte est introduite par la guerre des partisans : « le problème du partisan n'était pas seulement un problème international, mais global ».

Et il ajoute que, en 1949, après la proclamation de la République Populaire de Chine, « on pensait avoir enfin la paix mondiale, et moins d'un an plus tard la guerre de Corée a commencé » sans oublier Dien Bien Phu, l'Algérie, Castro, etc. (ce qu'il définira au même moment que Hannah Arendt, en 1961, « guerre civile mondiale »).

Raymond Aron est tombé dans le même préjugé eurocentrique que les *opéraïstes* à la Tronti car il écrivait à Schmitt « que le problème du partisan était le problème des peuples pauvres » et sans industrie, obérés par les retards technologiques et organisationnels, pourrions-nous ajouter. Préjugé qu'il partage avec les marxistes occidentaux.

Evoquer la guerre de partisans n'est pas une simple commémoration historique, car elle continuera, animée par d'autres « peuples pauvres » et d'autres forces politiques, et réussira toujours à vaincre les impérialistes, même après la défaite du socialisme.

## Nouvelle distribution du pouvoir sur le marché mondial

À la sortie de la guerre froide, cette puissance révolutionnaire transformée en puissance productive néo-capitaliste contenue et dirigée par un État souverain, dont l'exemple le plus éclatant est la Chine, ne tarde pas à s'imposer. Après la fin de la révolution culturelle, les « **marxistes** réformistes » ont converti l'immense énergie de la machine révolutionnaire en travail, science et technologie.

Même sous la forme d'un « capitalisme d'État » (« socialisme de marche » en chinois), s'impose un renversement géopolitique entre le Nord et le Sud qui se manifeste également par l'échec de toute guerre coloniale menée par les USA (Irak, Libye, Syrie, Afghanistan, etc.) et par les flux migratoires vers le Nord (dont

les acteurs sont les subjectivités filles des luttes de libération du colonialisme).

Les révolutions (violentes ou pacifiques - comme en Inde) ont créé un monde *multipolaire* où les ex-colonies et semi – colonies jouent un rôle central, ce que les USA ne peuvent ni ne veulent accepter. Ces derniers continuent à rêver d'être un Empire alors qu'ils n'ont pas la force économique et politique ni extérieure, ni intérieure (malgré une énorme armée) pour imposer leur volonté unilatérale.

À la sortie de la guerre froide nous n'avons plus l'affrontement entre socialisme et capitalisme (la révolution mondiale a été défaite bien avant 1989) mais différents capitalismes et différentes souverainetés qui se battent pour l'hégémonie économique et politique sur le monde.

Les États-Unis, eux, se racontent une histoire qui ne correspond pas aux rapports de forces réels entre puissances économique-étatiques. Le « capitalisme » et l' « État », ennemis jurés des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle, semblent avoir gagné, mais le capitalisme et l'État ne sont pas partout les mêmes et surtout ils ne sont pas tous sous le contrôle des Américains (comme c'est le cas de l'Europe !). Tout au contraire, exactement comme il y a un peu plus d'un siècle, cette victoire du capitalisme sur le communisme déchaîne une concurrence (la « vraie » concurrence, non pas celle du néo – libéralisme !) toujours prête à verser dans la guerre. À la différence de celle de 1914, elle peut être nucléaire et peut alimenter de façon définitive la catastrophe écologique.

Les erreurs et responsabilités des USA sont immenses, comme le sont la lâcheté, la servilité des Européens depuis la chute du Mur de Berlin.

Première « erreur » : une fois l'URSS disparue, il n'y aurait qu'une seule puissance, les USA, signe de la fin de l'histoire (en réalité ce qui fait signe est plutôt la fin de l'hégémonie américaine) . Curieusement, le livre *Empire* est tombé dans la même « naïveté » que ses ennemis car les transformations des révolutions avaient consolidé une multiplicité de forces impossibles à soumettre à l'unilatéralisme de l'hégémonie américaine. Se réveillant d'un sommeil hébété de plusieurs années, les USA déclareront la Chine comme ennemi principal et avec elle tous les États (la Russie d'abord) qui ne font pas allégeance à cet Empire en banqueroute.

Deuxième erreur : associée à l'illusion de l'Empire, elle découle directement de la première. Une fois le communisme vaincu, seuls les terroristes résistent à l'hégémonie américaine. Le terrorisme islamiste est élevé au rang d'ennemi principal contre lequel déchaîner une guerre infinie. En réalité le terrorisme n'était qu'un épiphénomène, alimenté aussi par les USA et les Occidentaux, de la montée en puissance des ex-colonies et semi – colonies qui étaient autrement consistantes, solides et menaçantes.

Troisième erreur : le Pentagone et l'armée américaine non seulement n'ont pas compris grand-chose à la conjoncture politique, mais ils n'ont rien appris non plus des « guerres de partisans » qu'ils avaient pourtant menées (et perdues !), car ils

ont continué à être systématiquement battus par tous les « peuples pauvres » qu'ils ont voulu soumettre à leur volonté. Même si la guerre de partisans de l'après-socialisme n'avait pas la grandeur du projet et de l'organisation de la guerre menée par les communistes, elle était suffisante pour battre le plus puissant entrepreneur militaro - techno – politique de la planète (à la différence des GAFAs, vraie image du capitalisme d'après la première guerre mondiale).

Ce que j'ai appelé de façon euphémistique « erreurs » (en réalité une stratégie suicidaire pour les USA et homicide pour le reste du monde) a produit, il vaut la peine de le répéter, dix-sept guerres depuis 1989, des millions de morts, la destruction de villes et de pays, consommé et gaspillé d'immenses fortunes et ressources naturelles, miné un État de droit (Guantanamo) déjà suffisamment discrédité par le racisme qui le constitue.

## L'économie, arme de destruction massive

Mais il y a une autre arme de destruction massive entre les mains de l'impérialisme US qui va être utilisée à l'échelle mondiale contre tous les peuples de la planète : l'« économie ». Arme à double tranchant, car elle sera à l'origine d'un chaos « économique » qui va s'ajouter, et le démultiplier, au désordre de la lutte entre États – puissances et plonger le capitalisme dans la guerre et le fascisme.

Nous payons, depuis plus de cinquante ans, les tentatives, destinées à l'échec, de stopper le déclin de la puissance américaine. Après 1945, les USA représentaient la moitié de la production mondiale, à partir des années 60 ce pourcentage ne cesse de diminuer, grignoté dans les années 70 par l'Allemagne et le Japon, et depuis trente ans par les puissances issues des révolutions (Chine, Inde, etc.).

L'« économie » victorieuse du collectivisme n'a rien à voir avec cette narration surchargée d'idéologie qu'économistes, médias et experts de régime appellent le néolibéralisme (marché, offre, demande, autorégulation, entrepreneur de soi, etc.). La première guerre mondiale a produit une hybridation de l'État, des monopoles, de la guerre, de la société, du travail, de la technique et de la science qu'aucune « gouvernementalité » (ni celle de Foucault et de ses amis, ni la gouvernance des différents impérialismes) ne pourra jamais faire revenir au « marché » de l'offre et de la demande. Ce qu'on a faussement appelé néolibéralisme, va produire *non pas* la concurrence, mais le renforcement des monopoles et des oligopoles (le seul monopole qui va être démantelé est celui des syndicats, tandis que les monopoles publics vont être systématiquement privatisés) ; *non pas* l'auto - régulation, mais le développement sauvage de tous les déséquilibres possibles ; *non pas* la démocratie, mais un État fort, autoritaire, une démocratie compatible avec le fascisme ; non pas une nouvelle « production » bio - cognitive , mais appropriation, dépossession, pillage, vol, opérés par la finance.

Un entrepreneur de la Silicon Valley, Peter Thiel, explique la nature du mantra de cette économie de prédation, la concurrence économique : « Mais au fond le capitalisme et la concurrence sont antagoniques. Le capitalisme est fondé sur l'accumulation du capital, or dans une situation de concurrence parfaite, tous les profits sont annulés. La leçon pour les entrepreneurs est claire... La concurrence c'est pour les losers ».

De la même manière, l'équilibre, autre grand signifiant de l'idéologie néoclassique et néolibérale, implique la mort certaine du Capital, d'où sa continuelle et nécessaire reproduction de « différences » (de richesse et de misère, des inégalités de revenus, de patrimoine, d'accès à la santé, à la formation, au logement, etc.)

La déclaration d'inconvertibilité du dollar en or fait de la monnaie une arme fatale dont la politique de la dette, à partir de 1979, fait le plus grand programme d'expropriation de la richesse et d'imposition de privatisation que l'histoire du capitalisme ait connu.

La stratégie de l'économie de marché (financiarisation, mondialisation / colonisation, centralisation monopolistique) a produit la forme contemporaine des guerres de conquête coloniales, qui a commencé par le saccage de l'Afrique dans les années quatre-vingt, s'est poursuivie en Amérique Latine, en passant par les sociétés du Sud-Est asiatique à la fin du siècle dernier pour arriver enfin en Europe (la Grèce, exemple pour toute l'Europe de l'imposition des intérêts des crédateurs) **[du vrai programme capitaliste, qui n'a rien de libéral mais**

**beaucoup de défense de la rente, « d'abord les crédateurs »].**

L'économie victorieuse a produit les conditions de son impossibilité : profits énormes et dettes colossales, richesse inouïes concentrées auprès de quelques individus et misère pour des millions de personnes. Les USA représentent la plus haute concentration du profit, fruit du pillage financier et le plus haut endettement de la planète[fruit de l'« American way of life », le plus grand gaspillage de l'histoire de l'humanité]. Le capitalisme n'arrivera pas à sortir de l'écart profits immenses / dette colossale si ce n'est à travers la guerre et le fascisme. De cet « axiome » de la tradition révolutionnaire, il ne reste plus rien.

La prédation du capitalisme financier pour contrer le déclin des USA opère également sur le prolétariat des pays du centre, notamment des USA, suscitant des formes de guerre civile de basse intensité. La guerre civile larvée qui les divise n'a pas été créée par Trump, qui s'est limité à la nommer et à la consolider. Elle est sûrement le point le plus faible de la puissance qui se veut globale. Les fondations de la plus grande puissance de la planète, reposent sur du sable. Il s'agit d'un autre signe évident de son déclin, de la corruption de ses institutions, de la faillite de son système politique basé, depuis sa naissance, sur la division raciale de la société.

L'économie victorieuse a très rapidement révélé où elle allait nous conduire : le soi-disant « néolibéralisme » aurait été pensé pour éviter les inconvénients du libéralisme classique, c'est-à-dire la guerre entre puissances impériales, la guerre civile, le

fascisme, le nazisme, la crise économique et financière que la « libre concurrence » avait produits entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle. En réalité , de manière à la fois identique et différente, on est aujourd'hui dans la même impasse catastrophique : crise économique et politique permanente, État « fort », nouvelles formes de fascisme, racisme, nationalisme, sexisme, guerres et guerres civiles - et si elles n'ont pas adopté le caractère génocidaire de la crise du premier libéralisme, c'est seulement parce qu'il n'y a rien de comparable à la révolution soviétique, rien de comparable aux insurrections ouvrières au Nord, rien de comparable aux guerres de longue durée menées par les communistes dans le Sud.

Si l'économie se porte mal, la démocratie, depuis des années, ne va pas bien non plus. La centralisation du pouvoir politique dans l'exécutif, la mise à l'écart du Parlement, l'état d'urgence permanent sont l'autre face de la centralisation de l'économie. Les deux concentrations du pouvoir (économique et politique) sont convergentes, et l'une renforce l'autre. Séparer l'économie de la politique, c'est-à-dire séparer la politique de l'État des luttes des classes peut conduire seulement à la confusion, à l'ambiguïté, à cette connivence avec des forces politiques plus que douteuses, dont a fait étalage Giorgio Agamben pendant la pandémie.

La guerre en Ukraine marque un pas de plus vers le devenir fasciste du monde et notamment de l'Union européenne qui, face à l'« ennemi », a retrouvé intacts la haine, le racisme, le sexisme dont elle a été le berceau à partir du XIX<sup>e</sup> siècle . La

guerre a libéré les pulsions agressives refoulées par l'expérience nazie et fasciste : l'Allemagne a décidé d'accélérer le réarmement et le Japon s'ouvre à l'accueil des missiles nucléaires US sur son territoire.

Le « fascisme » est une option toujours possible pour l'« économie de marché ». Un des fondateurs du néolibéralisme résume, dans un titre d'un article de 1929 la réalité qui prend forme sous nos yeux : « La dictature dans les limites de la démocratie ».

Économie et politique, dans leur impossibilité de sortir des impasses respectives, s'en remettent aux remèdes d'il y a un siècle.

## Pourquoi Poutine a envahi l'Ukraine

C'est dans ce cadre multipolaire dévasté par les guerres économiques que les USA ne veulent pas reconnaître (sinon en paroles !), que la guerre a éclaté. Ils ne peuvent pas accepter un nouvel ordre mondial réclamé par la Chine, l'Inde, etc. et même la Russie, parce qu'ils ne réussiraient pas à soutenir leur concurrence et de toute façon le capitalisme déchaîné ne permet pas d'aboutir à un compromis et à une régulation. Au contraire, les Américains, poussés par le couple profits faramineux / dettes sans limites l'entravent de toutes les façons possibles et imaginables en développant le chaos comme stratégie politique.

Les Américains ont tout intérêt à entretenir la guerre et le désordre car c'est seulement dans le chaos que leur supériorité militaire peut leur garantir une primauté que leur économie ne leur assure plus.

L'affrontement entre l'Alliance Atlantique et la Russie est un cas d'école de cette stratégie. Je laisse la parole aux ambassadeurs et aux militaires pour en dessiner l'escalade qui a porté au conflit durant les trente ans qui ont suivi l'effondrement de l'URSS.

Un ambassadeur italien qui a lu les documents diplomatiques « secrets » (jusqu'à il n'y a pas longtemps) de l'époque de l'effondrement de l'URSS, écrit: « À partir des documents déclassifiés américains, allemands, anglais et français, il est clair que les leaders du Kremlin avaient reçu une suite d'assurances des Occidentaux (François Mitterrand, Giulio Andreotti, Margaret Thatcher et Helmut Kohl lui-même) : l'OTAN ne bougerait pas d'un pouce vers l'Est, « *not one inch eastward* », pour utiliser la formule de James Baker, secrétaire d'État des USA de l'époque. Baker dit qu'il ne pensait nullement à mettre en péril les intérêts soviétiques, et il confirma, non pas une, mais trois fois, que l'Alliance Atlantique ne bougerait pas ... C'est ce qui a été confirmé à Gorbatchev et Chevardnadze et, quand le ministre de la Défense russe, le maréchal Dmitri Iazov, demanda au successeur de Thatcher, John Major, s'il pensait que certains pays européens pourraient adhérer à l'OTAN, il lui fut répondu que rien de tel ne pourrait arriver ».

En 2003, un choix catastrophique, la deuxième guerre du Golfe avec ses milliers de morts pour punir l'« ennemi principal » des USA, en entraîna un deuxième, tout aussi problématique. Aucun des pays du Nord ne voulait s'engager dans cette aventure sans avenir en Irak. Seuls certains pays de l'ancien pacte de Varsovie envoyèrent des troupes en Irak. Les USA, pour récompenser leur participation à l'opération '*Desert Storm*', les firent entrer immédiatement dans l'OTAN.

Poutine, en 2007, demandait la constitution d'un nouvel ordre mondial. Ce qui signifiait sûrement pour lui la possibilité de conduire librement sa politique interne (écrasement des minorités – voir la destruction de la Tchétchénie -, démantèlement de l'opposition, contrôle des médias, partage du pouvoir et de la richesse entre oligarques, élimination physique des adversaires, etc.) mais également une reconnaissance des nouveaux rapports de force par les USA.

Les Russes ne s'alarmèrent vraiment que quand, en 2008, l'OTAN voulut faire entrer dans l'alliance atlantique la Géorgie et l'Ukraine. 2008 est également l'année d'une autre catastrophe en provenance toujours des USA qui va semer la panique dans toute la planète et déterminer une intensification des tensions entre puissances : la plus importante crise financière depuis 1929. L'économie qui avait triomphé du communisme ajoutait chaos au chaos, désordre au désordre.

En 2014, l'OTAN (les Américains) et l'Europe ont favorisé et reconnu le coup d'État en Ukraine avec pour seul objectif de continuer l'expansion à l'Est, en militarisant la zone (c'est depuis

qu'ils arment l'Ukraine). Les USA sont les spécialistes des coups d'État « démocratiques ». Entre 1947 et 1989 ils en ont organisé directement ou indirectement soixante - dix dont les plus importants sont sûrement ceux qui ont frappé l'Amérique Latine. Maintenant ils expérimentent de nouvelles typologies, comme le coup d'État monté contre le PT au Brésil qui a ouvert les portes à Bolsonaro, organisé principalement, nouveauté remarquable, par le ministère de la Justice.

Sur les réseaux sociaux italiens circule ce jours-ci un résumé de propos très significatifs tenus par un militaire italien sur la stratégie de l'OTAN à la télévision italienne (RaiNews). Leonardo Tricario, ex -chef de l'armée de l'air et des forces italiennes dans la guerre au Kosovo, tout en appelant à un procès contre Poutine pour crimes de guerre, garde une lucidité qui fait défaut à nos médias et à nos hommes politiques :

« - Le secrétaire général de l'OTAN « parle trop » et sans consulter les alliés

- L'OTAN représente et s'identifie avec le point de vue des USA
  - L'OTAN n'écoute pas l'Italie, étant plus intéressée par le côté méditerranéen, et elle est prise dans une hystérie anti - russe et obsédée par l'élargissement à l'Est
  - Les USA ont choisi de se plier à toutes les exigences des Pays Baltes, farouchement anti – russes
  - L'OTAN a promis à l'Ukraine d'entrer dans l'OTAN, en lui faisant miroiter une protection qu'elle ne pouvait pas garantir
- « On a jeté de l'huile sur le feu, nous en voyons les résultats »

Poutine a réagi selon la logique « folle » (mais il n'est pas le seul « fou » dans cette histoire) qui régit les rapports stratégiques entre puissances. La mort de civils constitue le dernier de ses soucis et le risque d'une escalade non contrôlée est bien présent. Sleepy Joe, entre une sieste et l'autre, parle de troisième guerre mondiale, Poutine met en alerte les militaires qui gèrent les armes nucléaires, des représentants de l'OTAN parlent de l'éventualité d'un affrontement faisant usage de ces armes, comme si de rien n'était. Il faudrait un autre Kubrick pour mettre en images ce délire. Avec une angoisse supplémentaire, car les acteurs contemporains de ce drame sont sûrement plus dangereux !

On ne peut être qu'avec les innocents qui meurent en Ukraine sous les bombardements, pris entre deux cynismes qui jouent gros et sale pour déterminer le fonctionnement à venir du marché mondial (l'Inde et la Chine se sont abstenues lors du vote aux Nations Unies contre la Russie, parce qu'elles savent quel est l'enjeu). Les Russes ne veulent pas céder à la volonté hégémonique américaine qui se manifeste par l'installation de missiles nucléaires en Roumanie, Pologne et (à venir) en Ukraine, tandis que la stratégie US du chaos est tout à fait « rationnelle » : isoler la Russie (pour isoler ensuite la Chine) et rompre ainsi l'Alliance en gestation entre les deux puissance ex-communistes, regrouper les Européens derrière les USA qui, à travers l'OTAN, continuent de dicter leur « politique étrangère et leur politique économique », se refaire une santé après la énième débâcle en Afghanistan. Ce regroupement compact

derrière le patron américain pourrait aussi être utile pour contrecarrer la « route de la soie » chinoise.

Contrairement à ce qu'on croit, l'affrontement entre USA et Russie qui est l'arrière-plan de cette guerre, n'est pas entre démocratie et autocratie, mais entre oligarchies économiques semblables en beaucoup de choses notamment en ce qu'elles sont des oligarchies rentières.

« Il est plus réaliste de considérer la politique économique et étrangère des USA en termes de complexe militaro-industriel, de complexe pétrolier et gazier (et minier) et de complexe bancaire, financier et immobilier qu'en termes de politique des républicains et des démocrates. Les principaux sénateurs et représentants du Congrès ne représentent pas tant leurs États et districts que les intérêts économiques et financiers des principaux contributeurs au financement de leur campagne politique » (Michael Hudson). De ces trois monopoles rentiers, les monopoles militaro – industriel et pétrolier / gazier, ont largement contribué à la stratégie qui a amené à la guerre. Le premier est le fournisseur principal de l'OTAN, le deuxième veut remplacer la Russie comme fournisseur principal de gaz pour l'Europe et, éventuellement, s'emparer de Gazprom.

## Lénine, guerre et révolution

Inutile de faire des propositions pour une éventuelle résolution du conflit (éviter de faire de l'Ukraine une proie de l'Est ou de l'Ouest, lui donner un statut semblable à celui de la Finlande, etc.). Même si on le pouvait, rentrer dans ce jeu stratégique ne

nous intéresse pas, et de toute façon notre problème est autre : trouver un positionnement politique dans un cadre monstrueux qui s'annonce depuis des années et qu'on n'a pas eu le courage de regarder en face. Car la guerre en Ukraine risque de faire de la guerre et des guerres de classe, race et sexe le quotidien des prochaines années.

Le positionnement le plus clair par rapport à la guerre est encore celui des socialistes révolutionnaires, évoqué plus haut, face à la première guerre mondiale (la réversibilité entre production et destruction, travail et destruction de la « nature », société et mobilisation générale qui l'a caractérisée est encore la matrice de notre actualité).

La situation est très semblable à celle qu'affrontaient les bolchéviks en 1914 : guerre entre forces économicopolitiques pour le partage de la puissance et des richesses du monde (Lénine disait à l'époque pour le partage des esclaves !), gérée pas des fous criminels assoiffés prêts à tout (aujourd'hui Biden et Poutine) et un état très faible de l'opposition, désorganisée par la trahison des partis sociaux-démocrates (aujourd'hui l'opposition est même inexistante).

Les partis socialistes, ayant voté les crédits de guerre, s'étaient rangés derrière les différents États, déterminant ainsi l'impossibilité, pour toujours, de la révolution en Occident et le début de l'intégration du mouvement ouvrier dans la machine État – Capital. Donc la première chose à éviter est de reproduire le comportement des socialistes de l'époque, c'est-à-dire prendre parti pour une des puissances, s'intégrer à la logique

d'un des États-nations en guerre et faire nôtres des intérêts qui sont exclusivement ceux de nos ennemis, car aussi bien Biden que Poutine, sont des « ennemis du prolétariat ».

Lénine, dès le début de la « grande guerre », avait lancé son mot d'ordre qui ne s'avérera gagnant qu'à la fin : transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, invitant les soldats à viser non pas les autres prolétaires que l'État avait désignés comme l'ennemi, mais à tourner les fusils contre leurs propres officiers, leurs propres capitalistes et leur propre État.

La situation a profondément changé, mais la position des révolutionnaires de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle présente encore des vérités à réactualiser : inventer un nouveau point de vue internationaliste qui puisse circuler parmi le prolétariat de « tous les pays », même si on n'a pas la possibilité de retourner les fusils contre la machine de guerre en action. Il n'y a pas d'autre alternative que de renverser les impérialismes, chasser les fous qui les commandent, construire des organisations politiques autonomes.

Ce qui doit étonner n'est pas l'apparente irréalité actuelle de ces mots d'ordre, mais le fait que la pensée critique depuis cinquante ans ait soigneusement évité de se confronter à la « guerre » et à la « révolution ».

C'est cet étonnement qui en 2016 nous avait poussés, Eric Alliez et moi, à publier « Guerres et Capital » et c'est toujours la même stupéfaction face à l'irresponsabilité de la pensée politique contemporaine qui est à l'origine de mon dernier livre sur la

révolution ([L'intolérable du présent, l'urgence de la révolution : Minorités et classes](#)).

Guerres et révolutions, malgré le déni dont elles font l'objet de la part de la pensée critique, continuent à déterminer le début et la fin des grandes séquences politiques. La guerre fait partie intégrante de la machine Capital – État au même titre que la production, le travail, le racisme et le sexisme. Depuis la première guerre mondiale, tous ces éléments sont intégrés de façon indissoluble et fonctionnent ensemble comme un tout. Et comme il y a un siècle, ils ne peuvent que produire des situations comme celles que nous vivons en ce moment.

Le marxisme de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, celui qui a organisé et pratiqué la « guerre de partisans » a encore des choses à transmettre, même si une grande partie de ses concepts et mots d'ordre ont vieilli et sont aujourd'hui impraticables. Sa *pensée stratégique* pour s'opposer à la guerre et au capitalisme (ce que toutes les théories que nous avons élaborées pour le remplacer sont incapables de proposer) a été complètement ignorée alors qu'elle peut constituer une orientation de la pensée et de l'action si on a la capacité de la requalifier par rapport à l'époque.

Le poststructuralisme, la déconstruction, la biopolitique, le spinozisme, la pensée écologique, les théories féministes, la micropolitique et la microphysique du pouvoir, etc. , c'est-à-dire tout l'effort qui, à partir des années 60, a été produit pour essayer de construire une alternative à la lutte de classe marxiste

(sans la trouver !), risque, s'il ne s'articule pas à une pensée stratégique de la guerre et de la révolution, de rester impuissant, car guerres et révolutions sont toujours et encore, malheureusement, les débouchés « naturels » de l'action du capitalisme et de ses États.

Sans l'invention d'une pensée stratégique à la hauteur de la machine État – Capital contemporaine, les alternatives sont sombres : destruction instantanée par une guerre nucléaire (même une guerre conventionnelle peut largement suffire - en 2021 les États ont dépensé un peu plus de 2000 milliards en armements dont la moitié sont le fait des USA et de l'UE – la Chine et la Russie sont encore loin derrière – dans les vingt dernières années, la dépense pour les armements a doublé !) ; destruction diluée dans le temps par le réchauffement climatique ; implosions des classes en lutte comme Marx l'avait prévu dans le *Manifeste du parti communiste*. Faute d'une pensée alternative capable, avec réalisme, d'articuler, je le répète, guerre et révolution, dans les nouvelles conditions d'action du capitalisme, des États et des mouvements politiques contemporains, c'est ce scénario qui nous attend.

## 2

# Guerre, capitalisme, écologie : pourquoi Bruno Latour ne peut rien y comprendre<sup>3</sup>

Face à la guerre qui a éclaté en Ukraine, le philosophe écologiste est perdu, dépassé par les événements, il « ne sait pas comment tenir à la fois les deux tragédies », l'Ukraine et la tragédie du réchauffement climatique. La seule chose qu'il avance est que l'intérêt pour l'une ne doit pas primer sur l'intérêt pour l'autre. Il ne réussit pas à saisir leur rapport et pourtant elles sont étroitement liées parce qu'elles ont la même origine. Il faudra encore que Latour admette l'existence du capitalisme qui est le cadre où les deux guerres surgissent et se déploient.

La guerre entre États et les guerres de classe, de race et de sexe, ont toujours accompagné le développement du capital parce que, depuis l'accumulation primitive, elles sont les conditions de son existence. La formation des classes (des ouvriers, des esclaves et des colonisés, des femmes) implique une violence extra économique qui fonde la domination et une violence qui la conserve, stabilisant et reproduisant les rapports entre vainqueurs et vaincus. Il n'y a pas de Capital sans guerre de classe, de race et de sexe et sans État qui a la force et les moyens de les mener ! La guerre et les guerres ne sont pas des réalités

---

<sup>3</sup> Texte publié en italien sur «Machina» le 28 mars 2022.

externes, mais constitutives du rapport de capital, même si nous l'avons oublié. Dans le capitalisme, les guerres n'éclatent pas parce qu'il y aurait des autocrates laids et méchants et des démocrates bons et sympathiques.

La guerre et les guerres que l'on trouve au commencement de chaque cycle d'accumulation se retrouvent à fin. Dans le capitalisme, elles provoquent des catastrophes et disséminent la mort de façon incomparable avec d'autres époques. Mais il y a eu un moment dans l'histoire du capitalisme, au début du XX<sup>e</sup> siècle, où le rapport entre guerre, État et capital se noue de tel manière que sa puissance destructive, qui est une condition de son développement (son moteur, dit Schumpeter en la définissant comme « destruction créatrice »), de relative devient absolue. Absolue parce qu'elle met en jeu l'existence même de l'humanité en même temps que les conditions de vie de beaucoup d'autres espèces.

## La première guerre mondiale et la destruction absolue

Les tenants de l'Anthropocène se disputent sur la date de son commencement : le néolithique, la conquête de l'Amérique, la révolution industrielle, la grande accélération de l'après-guerre, etc. Tous évitent soigneusement de se confronter à la rupture qu'a représenté la première guerre mondiale, dont les

conséquences proprement néfastes continuent à agir dans notre actualité.

Le grand changement qui a affecté pour toujours la machine à deux têtes État / capital au XX<sup>e</sup> siècle, s'est produit bien avant le krach financier de 1929, pendant la guerre de 1914. La grande guerre est une nouveauté absolue parce qu'elle résulte d'une intégration de l'action de l'État, de l'économie des monopoles, de la société, du travail, de la science et de la technique. La coopération de tous ces éléments travaillant ensemble à la construction d'une méga machine de production pour la guerre, change profondément les fonctions de chacun : l'État accentue le pouvoir exécutif au détriment du pouvoir législatif et judiciaire pour gérer l'« urgence », l'économie subit la même concentration du pouvoir politique en consolidant les monopoles, la société dans son ensemble et pas seulement le monde du travail est mobilisée pour la production, l'innovation scientifique et technique passe sous le contrôle direct de l'État et subit une accélération foudroyante.

Ernst Jünger, « héros » de la première guerre mondiale, la décrit ainsi : elle constitue moins une « action armée » qu'un « gigantesque processus de travail ». La guerre est l'occasion d'impliquer toute la société dans la production en élargissant une organisation de la production qui ne concernait qu'un tout petit nombre d'entreprises. « Les pays se sont transformés en gigantesques usines capables de produire des armées à la chaîne afin d'être en mesure, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de les envoyer au front où un processus sanglant de

consommation, là encore complètement mécanisé, jouait le rôle de marché (...) »

L'implication de toutes les fonctions sociales dans la production (ce que les marxistes appellent subsumption de la société dans le capital) est née à ce moment-là, et elle est marquée, et le sera pour toujours, par la guerre. Toute forme d'activité, « fût-ce celle d'un ouvrier travaillant à domicile sur sa machine à coudre », est destinée à l'économie de guerre et participe à la mobilisation totale.

« A côté des armées qui s'affrontent sur les champs de bataille, émergent des armées de type nouveau, l'armée du transport, de la logistique, l'armée de l'industrie des armements, l'armée du travail », l'armée de la communication, les armées de la science et de la technique, etc. La logistique de la guerre se montre plus performante que la logistique commerciale du capital.

C'est dans ce sens que la guerre est « totale ». Elle requiert la mobilisation de l'économie, du politique et du social, c'est-à-dire une « production totale ». Entre la guerre, les monopoles et l'État, se noue un lien qu'aucun libéralisme ne pourra dénouer, même le néolibéralisme ne pourra pas faire revenir le marché de l'offre et de la demande et de la libre concurrence.

La naissance de ce que Marx appelait l' « intellect général » (la production ne dépendant pas seulement du travail direct des ouvriers, mais de l'activité et de la coopération de la société dans son ensemble, de la communication, de la science et de la technique, etc.) se fait sous le signe de la guerre. Dans l'

« intellect général » marxien, il n'y a pas la guerre, alors que dans sa mise en place réelle, c'est bien elle qui parachève le tout. Le capitalisme que la guerre totale inaugure est différent de celui décrit par Marx. Werner Hahlweg, le savant allemand qui a publié les œuvres complètes de Clausewitz, résume parfaitement ce changement qui affecte le capitalisme au passage du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle : chez Lénine les guerres ont pris la place des crises économiques chez Marx.

Keynes affirmait à son tour que son programme économique ne pourrait être réalisé que dans l'économie de guerre, car c'est seulement dans ce cas que l'ensemble des forces productives sont poussées aux limites de leurs possibilités.

Cette redoutable machine dans laquelle guerre et production se mêlent, opère une accélération en déterminant un saut dans le développement de l'organisation du travail, de la science et de la technique ; la coordination et la synergie des différentes forces productives et fonctions sociales se traduisent par une augmentation de la production et de la productivité. *Mais production et productivité sont pour la destruction.* Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, la production est « sociale », mais elle est identique à la destruction. L'augmentation de la production a pour but une augmentation de la capacité de détruire.

Une course folle s'engage pour de nouvelles inventions et de nouvelles découvertes qui ont pour finalité l'accroissement de la puissance de destruction : détruire l'ennemi, son armée, mais

également sa population et aussi les infrastructures du pays. Ce processus trouve son accomplissement dans la construction de la bombe atomique pendant la deuxième guerre mondiale. La science, expression la plus haute de la créativité et de la productivité de l'être social, élargit de manière radicale la puissance de destruction : désormais la bombe atomique met en jeu la survie même de l'humanité.

Günther Anders remarque à ce propos : si, jusqu'à la première guerre mondiale, les hommes étaient mortels individuellement et l'humanité immortelle, à partir de la construction de la bombe atomique l'identité de production et destruction menace de mort directement l'humanité. L'espèce humaine est pour la première fois de son histoire en danger de disparition grâce au pouvoir d'une partie des hommes, les capitalistes, les hommes d'État, les classes possédantes, etc., qui la composent.

Ce saut dans l'organisation politico – économique de la machine à deux têtes État / capital a été une réponse au danger du socialisme qui hantait l'Europe et une action préventive contre les guerres de classe, de race et de sexe que le socialisme couvait en son sein (malgré les organisations qui le structuraient) et qui se développeront tout au long du XX<sup>e</sup> siècle

### **La grande accélération**

L'action de cette nouvelle organisation de la machine État / capital ne va pas s'arrêter avec la fin des combats puisque la « mobilisation totale » pour la « production totale », la gestion de l'urgence, la concentration du pouvoir exécutif et du pouvoir

économique, de situations temporaires et d'exception liées à l'urgence de la guerre, se transforment en *normes* ordinaires de la gestion capitaliste.

Les écologistes appellent l'après -deuxième guerre mondiale la grande accélération, à l'intérieur de laquelle on va retrouver, intacte, l'identité de production et destruction qui s'était affirmée lors des deux guerres totales, enracinée dans le quotidien du travail et de la consommation du « boom » économique.

La machine productive intégrée ne va pas être démantelée, mais investie dans la reconstruction. On s'apercevra par la suite que la réparation des dommages causés par la guerre déterminera une nouvelle et plus redoutable destruction : avec la grande accélération on a franchi un grand pas vers le point de non-retour de la dégradation des équilibres climatiques et de la biosphère.

Le capitalisme de l'après-guerre continue à exploiter l'intégration qui s'est nouée lors des guerres totales en produisant des taux de croissance et de productivité extraordinaires auxquels correspondent des taux de destructivité des conditions d'habitabilité de la planète tout aussi extraordinaires. L'espèce humaine est menacée une deuxième fois de disparition (avec beaucoup d'autres vivants). Ce n'est plus la « nature » qui « menace » l'humanité, mais les classes qui « dirigent » cette machine économicopolitique.

L'identité de production et destruction se poursuit dans le cadre d'une « paix » dont les conditions de possibilité sont toujours données par la guerre, *froide* dans le Nord et *très chaude* dans le Sud, où se concentre la « guerre civile mondiale », annoncée par Hannah Arendt et Carl Schmitt en 1961. Seule une illusion européocentriste peut penser les « Trente Glorieuses » comme une période de paix.

La grande accélération est inconcevable sans l'assentiment du mouvement ouvrier, qui renforce son intégration au capitalisme et à l'État entamée avec le vote des crédits pour la guerre de 1914. Dans le Nord du monde, le compromis fordiste entre capital et travail de l'après-guerre est fondé sur un non-dit qui voile l'identité de production et destruction que la « mobilisation totale » pour la « production totale » a désormais léguée au fonctionnement du capitalisme. Le mouvement ouvrier se limitera à revendiquer des salaires et des droits pour les travailleurs, en laissant plein pouvoir à la machine État – capital de décider le contenu du travail et les finalités de la production. Le compromis agit comme si l'identité de production et destruction ne concernait que la période de guerre, alors qu'elle interroge le concept de travail et de travailleur. Günther Anders ébauche une première révision de ces concepts à la lumière de la nouvelle réalité du capitalisme. « Le statut moral du produit (le statut du gaz toxique ou celui de la bombe à l'hydrogène) ne porte aucun ombrage à la moralité du travailleur qui participe à la production ». Il est politiquement inconcevable « que le produit à la fabrication duquel on travaille, fût-il le plus

répugnant, puisse contaminer le travail lui-même ». Le travail, comme l'argent dont il est la condition, « n'a pas d'odeur ». « Aucun travail ne saurait être moralement discrédité par sa finalité. »

Les finalités de la production ne doivent concerner en aucune manière le travailleur, car, et « c'est l'un des traits les plus funestes de notre époque », le travail doit être considéré « neutre au regard de la morale (...) Quel que soit le travail que l'on fait, le produit de ce travail reste toujours par-delà le bien et le mal ».

Les syndicats et le mouvement ouvrier ont fait le « vœu secret » de « ne pas voir ou plutôt de ne pas savoir ce que (le travail) fait », de « ne pas tenir compte de sa finalité ».

Dans les conditions contemporaines du capitalisme, la situation s'est encore radicalisée, n'importe quel travail (et pas seulement celui qui produit « du gaz toxique ou la bombe à hydrogène ») est destructeur ; n'importe quelle consommation (et pas seulement prendre l'avion, ou gaspiller l'eau, etc.) est destructrice. Il est désormais indécidable si le travail et la consommation produisent de l'être ou le détruisent, parce qu'ils sont à la fois des forces de production et des forces de destruction.

Dans le capitalisme, les individus sont à la fois « complices », à leur corps défendant, de la destruction puisqu'ils la produisent en travaillant et en consommant, et victimes de l'exploitation et de la domination, puisque contraints à la fabrication de la catastrophe. Il n'y a pas d'autres alternatives que de rompre ces

liens de subordination qui nous font objectivement complices et de s'extraire de ces relations de travail et de consommation, c'est-à-dire mener jusqu'au bout le refus du travail et de la consommation.

## Le soi-disant « néo-libéralisme »

La stratégie de la machine État / Capital assume sans aucun complexe le mot d'ordre de la « mobilisation totale » pour la « production totale » que le compromis capital – travail avait pratiquée, mais pas reconnue. La matrice économicopolitique est encore celle conçue lors de la première guerre mondiale, dont la nouvelle mondialisation, l'intensification de la financiarisation et de la concentration du pouvoir économique et politique ne font qu'accroître la dimension à la fois productive et destructive, en exaltant ses caractéristiques autoritaires et anti – démocratiques.

Le néolibéralisme non seulement naît des guerres civiles en Amérique Latine, mais il s'alimente de toutes les guerres que les Américains et l'OTAN ont déclarées par le monde, d'abord contre un ennemi qu'ils avaient eux-mêmes contribué à créer (le terrorisme islamiste) et ensuite contre les puissances nées des guerres de libération du colonialisme (le vrai objectif de la guerre en cours est la Chine).

La mondialisation contemporaine est très différente de celle qui s'est développée entre les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Cette dernière avait comme objectif la division coloniale du monde, l'actuelle ne peut plus compter sur un Sud soumis à l'Occident. Au

contraire les ex-colonies sont des puissances économicopolitiques qui font vaciller un Nord dépourvu de toute idée capable d'établir son hégémonie sinon par les armes. Le Sud global pose deux nouveaux problèmes : les formes de néo- capitalisme adoptées par les ex- colonies ne font qu'augmenter l'extension du couple jumeau production / destruction, en démontrant que l'action de la machine État – capital du centre ne peut pas être étendue au reste de l'humanité : le capitalisme mondialisé porte au point d'irréversibilité la dévastation que la grande accélération avait déjà accrue dans l'après-guerre.

L'affirmation de leur puissance (paradoxalement causée par la mondialisation qui devait, au contraire, assurer le commencement d'un « nouveau siècle américain ») a rallumé les affrontements entre impérialismes que les USA, depuis des années, programment de transformer en guerre ouverte. Aveuglé par un délire guerrier, le Nord du monde a du mal à s'apercevoir que désormais il constitue une minorité, et pas seulement du point de vue démographique (même par rapport à la guerre en cours la majorité des pays ne s'est pas alignée sur les positions du Nord parce qu'ils savent qu'ils ont déjà été et sont toujours visés par l'arrogance dominatrice yankee).

Il y a une autre similitude avec le passé qui frappe : la violence que l'Europe avait exercée sur les colonies était finalement revenue sur le continent avec les guerres totales et les fascismes. Aimé Césaire aimait affirmer que ce qu'on reprochait à Hitler, ce n'était pas ses méthodes « coloniales », mais leur utilisation

contre les blancs. Après trente ans de guerres menées par les Américains et l'OTAN dans le monde, la violence armée revient en Europe, imposée par les USA et acceptée par les États et les ineptes élites locales complètement soumises à la volonté américaine (suicide d'une Europe mourante depuis des décennies, accéléré par l'inclusion voulue par Américains et Anglais d'États de l'Est qui n'ont rien à envier à l'autocratie russe). La guerre est désormais installée pour durer, car les Américains ne lâcheront pas la pression armée tant qu'ils n'auront pas réussi à construire *l'impossible Empire*, projet à la fois suicidaire et homicide. Le malheur de l'humanité pour les prochaines années est renfermé dans cette phrase de Biden, fauteur de guerre comme tous les présidents démocrates, mais peut-être le pire : « œuvrer pour que l'Amérique, encore une fois, dirige le monde », qui est le vrai programme de sa présidence. Ce n'est pas un hasard si celui qu'il avait officiellement mis en avant pendant la campagne présidentielle pour résorber la guerre civile larvée a été progressivement abandonné.

Ces mots de Keynes s'adaptent aussi bien à la tragédie de la guerre qu'à la catastrophe écologique : l'hégémonie du capital financier qui avait conduit à la première guerre mondiale, aux fascismes, aux guerres civiles, à Hiroshima recelait une « règle autodestructrice » régissant « tous les aspects de l'existence », règle financière d'autodestruction qui agit aujourd'hui encore. La violence que les capitalistes et l'État peuvent déclencher contient déjà la catastrophe écologique parce que, pour ne pas

perdre profits, propriétés, puissance, ils sont « capables d'éteindre le soleil et les étoiles ».

## La guerre entre puissances et la guerre contre “Gaïa” ont les mêmes origines

Croire que la Russie est la cause d'une troisième guerre mondiale possible est comme croire que l'attentat de Sarajevo l'a été de la première : paresse intellectuelle et politique.

Il y a un siècle, Rosa Luxemburg avait déjà saisi l'impossibilité de l'aboutissement de la globalisation du capital et donc l'inévitabilité de la guerre entre impérialismes : le Capital « ayant tendance à devenir une forme mondiale, il se brise contre sa propre incapacité d'être cette forme mondiale de la production ». Il ne peut pas devenir capital global parce qu'il dépend de l'État-Nation aussi bien pour la réalisation de la plus-value et son appropriation (la propriété privée est garantie par ses lois et sa force), que pour sa « régulation » car, sans l'État, le capital enverrait ses flux sur la lune, disent Deleuze et Guattari.

La machine de l'accumulation et sa tendance à s'élargir sans cesse (marché mondial) est assise sur une tension entre État et Capital même si les deux participent à plein titre de son fonctionnement. Le capital exprime une « tendance à devenir mondial » qui ne peut aboutir car il n'a ni la force politique ni la force militaire de ses ambitions. L'État, en revanche, exerce ces deux pouvoirs, mais son assise est territoriale, avec des frontières, confronté à des États rivaux. Inutile d'opposer le

Capital (avec son immanence toute relative) et l'État (avec sa souveraineté bien réelle), puisqu' ils agissent de concert.

L'échec de la mondialisation contemporaine est très semblable à l'« insuccès » de la mondialisation précédente entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle et ne peut aboutir qu' à la guerre, car, une fois que le capital financier s'est effondré, les États et leurs armées s'avancent sous les projecteurs du marché mondial pour se disputer l'hégémonie sur le marché mondial.

Le « désordre » mondial actuel (multiplicité de centres de pouvoir constitués par de grands espaces, mais au centre desquels il y a toujours les États) que les Américains voudraient réduire à un *ordre impérial impossible* qui a déjà échoué, risque de déboucher sur un chaos encore plus grand, quel que soit le vainqueur.

La grande mondialisation, plutôt que le cosmopolitisme, n'a pu produire que des logiques identitaires puisque le capital, après la débâcle financière de 2008, a dû se nicher, pour ne pas s'écrouler et emporter avec soi la « civilisation » capitaliste, sous l'aile protectrice de l'État qui ne peut vivre que d'identité : nationalisme, fascisme, racisme, sexisme.

Dans le capitalisme, les différences ne vont pas se différenciant en produisant d'imprévisibles nouveautés (comme affirme ingénument ou de façon irresponsable la philosophie de la différence), mais se polarisent (inégalités de revenus, patrimoine, formation, santé, etc.) jusqu'à devenir des *contradictions*. Faute de se transformer en oppositions à la

machine État –Capital, elles se fixent en identités au centre desquelles on trouve toujours l’homme blanc. Les identités nationalistes, racistes, sexistes, sont les conditions, largement remplies, de la production de subjectivités pour la guerre. L’hystérie anti - russe déchaînée par les médias, la haine raciste avec laquelle ils distinguent les guerres et les victimes (les blancs et les autres), a été longuement préparée par ce travail de destruction « symbolique » de subjectivités, qui a cultivé un « devenir fasciste » des populations du Nord, qui les a préparées à s’enthousiasmer pour la guerre.

Nous sommes en train de vivre l’accomplissement d’un processus, commencé il y a un peu plus d’un siècle, et accéléré à la fin des années 70, de fermeture de tout « espace public » et de saturation de la part de la propriété privée de chaque aspect de la vie individuelle et collective. Processus d’une tout autre portée que la « dictature sanitaire » (Agamben) ; autre chose que la dénonciation de l’inconstitutionnalité de l’état d’urgence (Cacciari). L’état d’urgence est la normalité qui doit nécessairement accompagner l’identité de production et destruction parce qu’elle progresse depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, s’enracinant dans la machine État / Capital dont les promesses de paix et de prospérité ne durent que le temps d’une « belle époque ».

Il suffit d’une analyse même superficielle du capitalisme et de son histoire pour comprendre que, après de très courtes périodes d’euphorie (la « belle époque » du début du siècle et celle des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix), pendant

lesquelles le capitalisme semble triompher de toutes ses contradictions, il ne lui reste que la guerre et le fascisme pour sortir de ses impasses.

La prospérité pour tous s'est retournée en concentration faramineuse de la richesse pour un petit nombre, en dévastation financière et en lutte à mort pour l'hégémonie économique et l'accès aux ressources. La sauvegarde de la vie en échange de l'obéissance que, depuis Hobbes, l'État devait garantir contre les dangers de la « guerre de tous contre tous » est doublement démentie : par l'organisation des massacres des guerres industrielles et par l'extinction de l'espèce humaine déjà passablement avancée.

La biopolitique (« faire vivre et laisser mourir ») dévoile tout son contenu « idéologique » face à la réalité de la machine capital / État qui a d'abord déchaîné la violence économique du premier pour ensuite déchaîner la violence armée du deuxième. Deux violences qui, conjuguées, sont très loin de la pacification gouvernementale impliquée par le « laisser vivre ».

La disparition possible de l'humanité par la violence concentrée de la bombe atomique que, dans les années cinquante, Günther Anders annonçait, est aujourd'hui relancée par la « violence diffuse » du réchauffement climatique, par la dégradation de la biosphère, l'épuisement de sols, la surexploitation de la terre, etc. Deux temporalités différentes, l'instantanéité de la bombe et la durée de la dégradation écologique, convergent vers le même résultat parce qu'elles découlent de la même source, l'identité de production / destruction. Dans la guerre actuelle en

Ukraine, nous vivons sous la double menace, atomique, (menace qui n'avait jamais disparu) et « écologique ». Ce que Latour ne réussit pas à voir, l'actualité s'est chargée de nous le montrer. La guerre aura au moins servi à révéler l'inconsistance d'une grande partie de la pensée écologique et de ses intellectuels les plus prestigieux.

## Post- scriptum : la crise de l'ontologie

L'identité de production et destruction détermine une crise dans la conception de l'être dont la philosophie affirme la puissance productive : l'être est création, processus continu d'expansion, construction du monde et de l'homme. Cette longue histoire de l'être est bouleversée par la première guerre mondiale, car l'*autoproduction* de l'être coïncide avec son *autodestruction*. Les philosophies des années soixante et soixante-dix ne reconnaissent d'aucune façon cette nouvelle situation. Au contraire elles surenchérissent sur la puissance d'invention, de prolifération, de différenciation de l'être. Le négatif de la destruction est expulsé de la pensée au moment où l'être, avec la production totale, est comparable à une force « géologique » (Anthropocène) capable de modifier la morphologie de la Terre, tout en détruisant les conditions d'habitabilité. La critique du négatif se concentre sur la dialectique hégélienne, tandis qu'elle néglige de problématiser la négation absolue portée par le nouveau capitalisme. Au moment où l'être semble s'enrichir par la production continue de nouvelles singularités, il se consomme, s'épuise, il est même menacé d'extinction. Situation inédite que la philosophie fuit comme la peste.

L'identité de production et destruction oblige à considérer sous une nouvelle lumière les catégories de travail et des forces productives qui se voulaient héritières de la puissance de l'être. Les guerres totales et l'accélération conjointe de l'action du Capital, de l'État, de la science/ technique et du travail ont rendu inopérante l'opposition marxienne entre forces productives et rapport de production car les *forces productives* sont en même temps des *forces destructives*. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le travail et sa coopération, la science et la technique, semblaient constituer une puissance de création emprisonnée par les rapports de production (principalement la propriété privée et l'État qui la garantissait). Il fallait les libérer de l'emprise de ces derniers pour qu'ils puissent développer leurs puissances productives bridées par le profit, la propriété privée, les hiérarchies de classes. Dans les conditions du capitalisme de l'après- guerres totales, il est indécidable si le travail est production ou destruction, puisqu'il est les deux à la fois. Raison pour laquelle il ne peut y avoir aucune ontologie du travail. Raison pour laquelle les modalités de l'action politique doivent être repensées.

Luttes, refus, révoltes, coopérations, activités de « soin », solidarités, révolutions sont toujours à l'ordre du jour, la rupture avec le capitalisme est encore plus nécessaire, puisque ce qui est en jeu est la vie même de l'espèce, mais dans un cadre radicalement modifié par l'existence de la destruction qui est comme l'ombre portée de la production.

## 3

# Comment le capitalisme a été pacifié<sup>4</sup>

## Ce qu'il faut préserver des révolutions

Il n'était pas nécessaire d'être Lénine pour comprendre que la globalisation, les monopoles, les oligopoles et l'hégémonie du capital financier nous mèneraient, une fois de plus, à l'alternative entre guerre ou révolution, socialisme ou barbarie (la guerre est certaine, alors que la révolution, compte tenu des conditions des mouvements politiques contemporains, est hautement improbable).

La même situation s'était produite il y a un siècle. Bien que d'une manière différente, l'effondrement du capital financier contemporain, sauvé par l'intervention des États, la fragmentation et la balkanisation de sa mondialisation, la concentration accentuée du pouvoir économique et politique pour faire face aux difficultés de la finance et du marché global, ont produit des résultats similaires. La guerre représente une « catastrophe » en termes techniques, c'est-à-dire un « changement d'état ». Nous ne pouvons pas prédire ce qui va se passer, mais certainement l'ancien monde, ce que nous avons vécu au cours des cinquante dernières années, est

---

<sup>4</sup> Le titre est évidemment ironique, parce que c'est le capitalisme qui nous a pacifiés, mais nos théories ont contribué à cet aboutissement.

en train de s'effondrer (en fait, il était en train de s'effondrer depuis longtemps !).

La guerre en Ukraine plonge ses racines et ses raisons dans ces processus et non dans l'autocratie ou la folie de certains individus. Tout sera décidé entre grandes machines d'État continentales, contrairement à ce qui s'est passé pendant la Première Guerre mondiale, lorsque la révolution, grâce à l'initiative des bolcheviks, surgissait en tant qu'acteur déterminant dans le changement de l'ordre mondial, bouleversant les plans des impérialismes en guerre pour se partager le monde. Pour les révolutionnaires de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme était inconcevable sans guerres entre États, sans guerres civiles contre le prolétariat, sans guerres de conquête. Ce grand réalisme politique leur avait permis, à la différence de l'effarement et du désarroi de notre temps, de ne pas être surpris et non préparés lorsque la Grande Guerre a éclaté.

Ce qui nous manque, c'est un point de vue de classe sur les rapports entre capitalisme-État-guerre : il s'agit de le reconstruire, en nous appuyant aussi sur les révolutionnaires qui, eux, au XX<sup>e</sup> siècle, ont vraiment fait et subi les guerres.

## La guerre de conquête et d'assujettissement

Contrairement à ce que pensent les économistes, même marxistes, le cycle économique commence par les guerres de conquête et d'assujettissement et se termine par les guerres

entre États (ou par la révolution). C'est certainement vrai pour le néolibéralisme, mais c'était également vrai pour le libéralisme classique. Le premier devait dépasser les contradictions du second qui conduisaient directement aux catastrophes de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, mais il suit servilement les traces de son prédécesseur, en suscitant différentes modalités de guerre civile interne et de guerre entre impérialismes.

Dans le capitalisme, la production, qu'elle soit matérielle ou immatérielle, affective ou désirante, cognitive ou neuronale, suppose toujours la production extra-économique, extra-affective, extra-cognitive des classes sociales.

Avant de produire des marchandises, il faut prendre, s'approprier, exproprier par la force de l'État, des terres, des populations, des corps, des moyens de production, des ressources et des biens et diviser ce qui a été pris. Historiquement, le capitalisme est né d'une triple conquête : la conquête de la terre, et sur les paysans en Europe, la conquête sur les femmes (la chasse aux sorcières est le signe de leur assujettissement et de l'expropriation de leur savoir), la conquête des « terres libres » du Nouveau Monde, la conquête des indigènes transformés en colonisés et des Africains réduits en esclavage. Sans ces guerres de conquête des corps, qui divisent les vainqueurs et les vaincus en propriétaires et non propriétaires, aucune production ne peut être entreprise. L'expropriation de la terre et des moyens de production s'accompagne de l'expropriation des

connaissances, de la sensibilité et des affects de la communauté. La guerre de conquête est aussi une « apocalypse culturelle » (la « fin d'un monde », celle des vaincus). Les deux opérations doivent être répétées au début de chaque cycle d'accumulation.

L'impuissance politique actuelle est la conséquence directe de l'exclusion des guerres de la théorie politique, qui à son tour est le résultat d'une autre exclusion, celle des luttes de classes. Et c'est le point commun de tous les différents concepts de « production » qui, depuis les années soixante, ont enrichi, élargi, contesté et cherché à dépasser la théorie marxiste : l'économie libidinale (Lyotard), l'économie des affects (Klossowski), le discours du capitaliste (Lacan), la production désirante (Deleuze et Guattari), la biopolitique (Foucault).

Toutes ces théories semblent faire un pas en avant théorique (car le capitalisme fonctionne aussi avec les désirs et les affects, et ce sont précisément les désirs et les affects qui contribuent fortement à la constitution des ruptures révolutionnaires), alors que, politiquement, ils font deux pas en arrière, en tant qu'ils ont contribué, en substance, à *pacifier le capitalisme en le séparant des guerres et des luttes de classes*.

Les élaborations contemporaines de la production immatérielle, cognitive, neuronale, informationnelle, de la « division du sensible », poursuivent ce travail de dépolitisation qui expulse le caractère conquérant et belliqueux de la machine État-capital. On pourrait en dire autant des différents féminismes qui analysent les violences,

mais pas les guerres. La carte des formes d'exploitation et de domination a été considérablement élargie et spécifiée par rapport au marxisme, tandis que la guerre n'est pas un objet problématisé et, par conséquent, le débat sur la « force » n'est abordé que sous les formes de l'autodéfense. En réalité, dans la multiplicité des théories féministes, on peut trouver le concept de guerre, avec une attention particulière à la « guerre de conquête ». Le féminisme matérialiste français et Silvia Federici attribuent une place centrale à la question de la conquête et de l'assujettissement : les femmes sont objet d'appropriation par les hommes de la même manière que les travailleurs et les esclaves ont été « capturés » par la guerre de conquête de l'accumulation primitive. Federici parle de la « guerre contre les femmes » comme d'un acte originel d'appropriation qui doit être réitéré au début de chaque nouvelle phase d'accumulation.

Veronica Gago cherche à étendre la pertinence du concept de guerre au-delà de l'appropriation originelle, en démontrant que cette guerre de conquête se prolonge, une fois obtenue la victoire sur les femmes, les travailleurs et les colonisés, à travers une multiplicité de violences qu'il ne suffit pas de quantifier et de classer, parce qu'elle renvoie à une stratégie de classe et de guerre. « La notion de guerre permet de faire émerger une dynamique conflictuelle » plutôt que « d'insister sur les pathologies des hommes » et éviter les discours sur les « crimes passionnels, sur la psychologie individuelle ».

Le capitalisme présuppose ce que Foucault semble nier : une domination imposée par la force qui doit déterminer des oppositions, des polarisations, des dualismes en matière de travail, de race et de genre. La conception du pouvoir élaborée par Foucault refuse de partir des conditions réelles du capitalisme, c'est-à-dire de la « division binaire, globale et massive entre dominateurs et dominés » et privilégie au contraire une « production multiforme de rapports de domination », la codification de « multiples rapports de force ».

Les divisions entre propriétaires et non propriétaires, la domination de l'homme sur la femme, du blanc sur le non blanc, ne sont pas le résultat de la production, mais ce qu'elle présuppose. Par la suite, ces dualismes vont s'intensifier ou s'affaiblir en fonction du développement des rapports de force, mais les enjeux demeurent : le capitalisme doit nécessairement les reproduire et les dominés doivent les faire sauter à partir de la multiplicité qui constitue les classes des travailleurs, des femmes, des colonisés.

La conquête des corps s'articule au niveau du marché mondial et, fait très important que ne saisit pas l'eurocentrisme des théories précitées, *elle se produit et se stabilise de manière différentielle entre le Nord et le Sud grâce à la conquête de l'Amérique*. Dans le Nord, la consolidation du pouvoir des vainqueurs mobilisera le droit, le salaire, la consommation et tous les instruments que les théories des années soixante et soixante-dix ont élaborés (affects, désir, jouissance, etc.) pour intégrer les

vaincus. Au Sud, par contre, plutôt que l'institutionnalisation du travail, l'intégration à travers l'État -Providence, l'action à travers les affects et la « jouissance » de la consommation, on privilégie la violence coloniale, le gouvernementalisme à travers le racisme et la guerre civile permanente. Cette violence différentielle entre le centre et la périphérie, qui a émergé des guerres de conquête à partir de 1492, constitue la deuxième condition politique de la production.

La troisième condition est représentée par le *non-dit* de ces théories : les subjectivités ne peuvent être mobilisées, les normes de pouvoir intériorisées, les affects ne peuvent les impliquer efficacement, que lorsque la lutte dans laquelle elles sont engagées a produit la séparation entre vainqueurs et vaincus. La gouvernementalité qui continue par d'autres moyens la guerre de conquête ne pourra agir sur la subjectivité qu'après qu'elle aura été vaincue, en réalisant le programme de Thatcher : l'économie n'est que la méthode, le but est de capturer l'esprit de l'individu. Après avoir conquis le corps par la force, il faut conquérir l'âme en mobilisant les affects.

Aucune norme économique, sexuelle ou raciale ne peut s'affirmer dans une situation caractérisée par un haut niveau de lutte des classes. Il est nécessaire de procéder à une normalisation préventive à la fois politique et subjective avec un recours à la violence et à la guerre civile qui varie selon les circonstances. Ce n'est qu'à ces conditions que les normes et les affects peuvent agir sur les individus, en les façonnant, en les

construisant, en les soumettant. La norme productive, comme la norme juridique, ne sont pas applicables au « chaos », supposent « une structuration normale des rapports de vie ». Cette normalité n'est pas une « présupposition extérieure qu'on peut ignorer ; au contraire, elle concerne directement son efficacité immanente ».

Ces trois conditions, à savoir la division binaire en dominants et dominés, l'articulation de ces divisions au niveau du marché mondial, la normalisation par la force qui précède la normalisation au moyen des normes et les affects, se rencontrent au début de chaque cycle d'accumulation.

## Les guerres civiles et le néolibéralisme

La plupart des théories critiques pensent le passage des sociétés disciplinaires à celles de contrôle, du fordisme au néolibéralisme, de la logique « sacrificielle » du travail à la logique « jouissive » de la consommation, de la production matérielle à la production cognitive, mais en fait elles ne l'expliquent pas. Ce qui reste énigmatique, c'est la transition elle-même, parce que c'est dans ce passage qu'éclatent les guerres civiles, les guerres de conquête et d'assujettissement, les guerres entre États comme condition nécessaire du « nouveau mode de production ».

Les luttes de classes précèdent toujours la production, en la rendant possible par l'intégration des subjectivités vaincues dans le travail, dans la consommation et dans la société des normes. Le néolibéralisme n'échappe pas à cette généalogie

du capitalisme. Sa naissance présuppose une violence exercée de manière différenciée sur tout le marché mondial, dosée sur la base des rapports de force instaurés par les luttes de classe et par leur intensité. Dans le Nord, l'intégration du mouvement ouvrier dans la machine de l'État-capital, commencée à la fin du XIXe siècle, n'a jamais menacé, après la Seconde Guerre mondiale, de se transformer en révolution et il n'a donc pas été nécessaire de recourir à la force armée. Il a suffi à la machine État-capital de réprimer des grèves historiques en Angleterre, en Italie et aux USA, tout en infligeant une lourde défaite politique au mouvement ouvrier, dont le résultat fut une subjectivité prolétarienne vaincue, obligée d'obéir et disponible pour les sollicitations de la gouvernementalité, obligée de s'adapter à l'innovation technologique, aux nouvelles formes de production, au nouveau marché du travail, aux nouvelles normes de consommation.

L'histoire du Sud, où la révolution mondiale avait pris racine, est complètement différente. Ici, le néolibéralisme émerge d'une série de guerres civiles en Amérique Latine, organisées directement par les USA, avec des milliers de militants tués, torturés, *desaparecidos* (disparus), exilés. Seule la destruction physique des subjectivités révolutionnaires peut imposer la misère « libidinale » de l'auto-entrepreneur, les affects du « capital humain », le « désir » d'accéder au crédit pour bénéficier de la promesse de bonheur que fait miroiter la

consommation. La subjectivité devient « disponible » en tant que vaincue par la violence fasciste.

La normalisation a peu à voir avec la narration hobbesienne, il ne s'agit pas du résultat d'une hypothétique guerre de tous contre tous, mais d'une véritable guerre entre classes, entre groupes sociaux bien définis, avec des objectifs et des stratégies eux aussi bien visibles et déclarés (« la guerre des riches contre les pauvres, des propriétaires contre ceux qui n'ont rien, des patrons contre les prolétaires », dit Foucault). Dans l'histoire du capitalisme, ce qui pousse au consentement n'est pas le besoin de sécurité et de protection, la garantie d'avoir la vie sauve si l'on légitime le pouvoir en transférant ses droits au « souverain », mais d'abord la terreur de la répression bourgeoise. (la « semaine sanglante » de la Commune de Paris qui anticipe la violence des guerres totales) ou une défaite moins sanglante, mais dont on sort quand même soumis. *Dans le capitalisme, il n'y a pas de contrat possible ou, s'il s'établit, c'est entre vainqueurs et vaincus.*

Les théories critiques élaborées au cours des cinquante dernières années réduisent le cycle d'accumulation à une seule phase, celle, économicopolitique, où le pouvoir des vainqueurs s'est stabilisé en devenant État administratif, gouvernementalité, travail et consommation. On pourrait appeler cette phase de consolidation la « belle époque », où, comme dans la précédente qui avait conduit à la Grande Guerre, l'expansion de la production et de la productivité

semble procéder « pacifiquement », comme si elle avait dépassé et résolu toutes les contradictions de l'accumulation capitaliste.

On élimine le début et la fin du cycle, là où les guerres et les guerres civiles décident qui commande et qui obéit, qui est propriétaire et qui est exproprié, et imposent la division internationale du travail, l'organisation sexuelle et raciale du marché mondial, produisant une subjectivité vaincue disponible (contrainte) pour l'obéissance.

## L'idéologie comme narration

L'extrême simplification introduite par le « discours du capitaliste » (Lacan) peut être utile pour illustrer la suppression du concept de guerre et des luttes de classes, ainsi que la naïveté avec laquelle est mis en scène un capitalisme pacifié, nous permettant aussi de lire le cycle économique d'un point de vue particulier, celui de la consommation et du capital financier, redevenu hégémonique après les massacres d'il y a un siècle.

Dans le monde décrit par le discours du capitaliste, « tout est possible », rien n'est interdit. L'offre illimitée de marchandises semble produire une consommation dont la jouissance est sans loi, sans père, sans le sentiment de culpabilité qui, dans les périodes précédentes de développement capitaliste, réduit le travail au sacrifice et la consommation à la frugalité, incitant plutôt à l'épargne.

Les consommateurs, libérés de ces limites « protestantes », se seraient substitués aux travailleurs au centre de l'accumulation. Ce « tout est possible » semble correspondre à l'image d'un capital qui ne connaît pas de limites et représenter la nouvelle idéologie et la nouvelle anthropologie du sujet productif (performant, entreprenant, poussé continuellement, comme le capital dont il est le masque – « capital humain » précisément – à dépasser ses limites qui ne sont que des obstacles auxquels se mesurer pour les déplacer toujours plus loin, à l'infini).

Idéologie parfaite du pouvoir, parce que c'est sa meilleure narration : elle sépare le capital de l'État, de la guerre, des luttes de classes et célèbre sa nature de mouvement incessant, production continue du « nouveau », changement perpétuel. En réalité, ce devenir fantasmagorique est vide et ne produit et ne reproduit que lui-même. Le nihilisme de la production pour la production s'incarne dans les individus soumis à la « mobilité totale », héritage du premier choc mondial qui conduira, comme le fait le néolibéralisme, à la guerre, forme accomplie du fonctionnement nihiliste de la machine État-capital.

Mais le « discours du capitaliste » semble ne pas savoir que la jouissance ne s'achète pas avec le salaire mais avec le crédit, vivre à crédit est le mot d'ordre du pouvoir contemporain. Si l'on dépasse les limites européocentristes qui le conditionnent, on peut facilement constater que la consommation/jouissance a été immédiatement

accompagnée, partout sur la planète, par le couple sacrifice/destruction imposé par les politiques financières de la dette. L'incitation à la jouissance par la consommation et l'action qui inhibe, réprime, interdit, culpabilise, ne se réfèrent pas à deux modèles de relations de pouvoir mais coexistent, comme en témoignent toutes les politiques de la dette. Un « pouvoir tolérant » (le néolibéralisme version Pasolini, mais aussi Foucault qui le définit littéralement de cette façon) qui « incite, induit et sollicite » au lieu de simplement « surveiller et punir », est une illusion typique de la « belle époque » parce qu'il est temporaire et sélectif (au Nord plutôt que dans le Sud, avec les blancs plutôt qu'avec les non-blancs, avec les riches plutôt qu'avec les pauvres, avec les hommes plutôt qu'avec les femmes), parce qu'il est rapidement destiné à se renverser en son contraire. D'abord en Afrique, puis en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est, la dette a fonctionné comme une arme de destruction massive, mettant à genoux des pays entiers et imposant, à partir des années 1980, l'austérité à toute la planète, avant d'arriver en Europe.

Au Nord, dans les pays riches, le « discours du capitaliste » est de courte durée, dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix du siècle dernier. La conjoncture s'inverse rapidement : les crises financières se succèdent jusqu'à culminer dans le krach financier de 2008. Même en Amérique, à l'origine de la crise, et en Europe, le crédit cède la place à la dette qui contraint les plus pauvres (demandez-le aux Grecs) à se sacrifier parce

qu'ils sont coupables d'être avides d'une consommation et d'une jouissance auxquelles, en réalité, ils ont été poussés. Plutôt qu'un nouveau paradigme du pouvoir centré sur le plaisir et le désir, nous sommes confrontés à un « *double bind* » (injonction double et contradictoire) qui, en même temps, incite et réprime, sollicite et interdit, rend possible et détruit toute possibilité, c'est-à-dire à la rationalité irrationnelle du capitalisme.

À la fin de la « belle époque », disons à partir de 2001, des changements notables se produisent car la transformation, commencée dans les années soixante-dix, de la guerre de conquête et de soumission en *production, État-Providence, domination raciale et sexuelle*, tend à son tour à produire de nouvelles modalités de luttes de classe et de subjectivation qui rompent avec ce piège du pouvoir qui n'a plus les disponibilités financières pour acheter le consentement. Il les a toutes investies pour éviter l'effondrement du système financier.

Les USA, qui ont imposé le modèle néolibéral à tous, sont dramatiquement confrontés à ses résultats : d'énormes différences de revenus et de patrimoines, la montée du sexisme (lois interdisant l'avortement), du racisme (exécution de personnes racisées) et de l'extrême-droite qui a même tenté un semblant d'« insurrection ». Autrefois, les révolutionnaires disaient : « Le fascisme, c'est la guerre », et en fait il en est encore l'annonce !

À partir de 2011, les luttes de classe se sont intensifiées avec une différence Nord/Sud qui reproduit ce qui s'était déjà produit au XX<sup>e</sup> siècle : le modèle de mobilisation des « printemps arabes », qui part des rues et non plus des usines et des écoles (même si des grèves très dures l'avaient préparé), se répand rapidement sur la planète, mais ne se manifeste pas avec la même force politique en Europe et en Amérique. En Amérique du Sud naît un puissant mouvement féministe qui montre la voie au Nord : invention de nouvelles formes de lutte (la grève féministe) qui se répandent rapidement de manière transnationale, même si elles n'ont pas encore la puissance de l'ancien internationalisme ouvrier. Le contenu du conflit et les modalités de l'organisation se sont répandus, mais pas avec la même intensité et la même énergie politique qu'en Amérique Latine. Juste avant l'explosion de la pandémie, le soulèvement chilien a mis fin à la première expérience néolibérale et, pendant la pandémie, de grandes luttes contre le racisme ont vu se mobiliser à la fois des prolétaires de « couleur » et des blancs.

Au Nord, quarante ans d'idéologie de la mobilité, de la « précarité est belle », de la flexibilité des horaires de travail, de la baisse des salaires et du renforcement des hiérarchies de commandement, ont produit un refus du travail qui touche tous les secteurs. La « grande démission » aux USA et la « grande désertion des travailleurs saisonniers » en Europe, consistent dans le refus, de la part de centaines de

milliers de travailleurs, de *shit jobs* mais aussi de travaux qualifiés, tous distribués sans qu'ils présentent aucun sens. Cependant, alors que dans le Sud du monde, la reprise des luttes et la reconstruction des mouvements se font à partir de formes de subjectivation collective qui utilisent aussi la force et la révolte, la « *great resignation* » ou « grande démission » est un exode massif du travail salarié, constitué de comportements individuels qui, même s'ils concernent des millions de personnes, restent pour l'instant confinés dans des gestes personnels. Le refus de l'exploitation constitue sans aucun doute une rupture radicale avec la docilité récente de la force de travail et le fondement possible d'une rupture plus subjectivement partagée.

Ce qui pousse à la guerre, c'est aussi cette situation interne des différents impérialismes, leur incapacité à s'offrir la légitimité et le consentement des citoyens par l'emploi, les prestations sociales, la consommation, parce que la crise de 2008 a brisé le jouet néolibéral et qu'on ne peut plus le faire fonctionner et parce que, comme nous venons de le dire, le refus de se faire acheter pour peu d'argent commence à se manifester.

Après la crise financière, une énorme création monétaire maintient artificiellement en vie un système qui, au lieu de repartir, s'use. Le cycle économique n'a pas seulement approfondi les différences entre les classes mais aussi entre les États, générant une grande instabilité dans l'ordre mondial, raison supplémentaire pour laquelle l'option de la guerre devient réelle. Les États qui ont sauvé la machine du

profit/pouvoir s'affrontent dans une concurrence qui n'est plus la concurrence néolibérale. La guerre qui a commencé le cycle le termine maintenant, mais avec une violence multipliée par la production et la productivité développées tout au long de la phase d'expansion du cycle lui-même.

L'économie désirante s'est transformée en économie de guerre, le discours du capitaliste est devenu un discours belliciste, l'intellect général est en train de se militariser rapidement, la sphère médiatique a revêtu sa tenue de guerre (en studio et dans les journaux), sans qu'aucune des nouvelles théories de la production ne soit en mesure de rendre compte de cette involution, parce que les guerres et leur rapport au capitalisme ne font pas partie de ces modèles pacifiés.

## Les révolutions et la guerre

Face à la guerre, nous sommes théoriquement désarmés. Les secrets du fonctionnement du cycle economicopolitique sont connus depuis au moins un siècle et demi. Les révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle en étaient parfaitement conscients. On peut critiquer les révolutions de différents points de vue, mais on peut encore recourir à leurs élaborations parce qu'il n'est pas vrai que la mondialisation ait relégué l'impérialisme parmi les vieilles lunes du capitalisme. Certes, il s'agit d'un impérialisme différent de l'impérialisme historique, qui agit en privilégiant des instruments monétaires et financiers, mais qui continue à

utiliser l'expropriation de terres, l'appropriation de richesses (extractivisme), la mise au travail de milliards de personnes en dehors du salariat (le travail dévalorisé, gratuit ou sous-payé), pratique des guerres de rapine, de soumission, a remis à la mode aussi l'esclavage, en répandant la corruption sur toute la planète. On peut dire la même chose de la néo-colonisation qui ne répète pas les « fastes » du passé, mais qui continue à capturer de la richesse (et peut-être plus que lors de la dernière colonisation) au moyen de dispositifs extra-économiques. Lénine associait l'hégémonie du capital financier à la colonisation. Les nouvelles modalités de la financiarisation contemporaine correspondent aux nouvelles modalités de la colonisation.

La mondialisation ne signifie pas grand-chose. En réalité, pour appeler un chat un chat, il s'agit de l'accumulation de capital à l'échelle mondiale par l'activité de différentes machines État - capital, chacune avec sa propre autonomie et souveraineté, bien que relative, qui ne convergent pas vers un capital et une gouvernance mondiaux, mais poursuivent des politiques et des objectifs très différents, bien que tous à partir d'un marché unique. Par exemple, les USA considéraient la Chine comme leur branche industrielle pour la fourniture de biens à prix cassés afin de maintenir les salaires américains à un niveau bas. L'État chinois et le parti communiste avaient, sur l'industrialisation elle-même, un point de vue radicalement différent de la logique américaine (faire de la Chine une

puissance économique et politique, sortir des millions de Chinois de la pauvreté, etc.)

Comme il y a un siècle, les États continentaux contemporains se battent pour imposer leurs intérêts et leur autorité, pour s'approprier de ressources matérielles et humaines, pour affaiblir ou soumettre leurs concurrents dans une logique que nous ne saurions définir autrement que comme impérialiste. Les révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle ont donc encore beaucoup à nous suggérer à propos de la paix et de la guerre, de l'État et du capital, du marché mondial et des stratégies pour battre ces machines impérialistes.

Il ne s'agit pas de revenir à un impossible et indésirable « marxisme-léninisme », mais sur la question de la guerre et du capitalisme, son point de vue dépasse de loin les théories contemporaines qui, après avoir expulsé la guerre, se bornent à affirmer un « Non » générique quand elle revient au centre de la politique. Les mouvements politiques après 1968 ont effacé les révolutions de leur horizon, comme s'ils avaient intériorisé l'idéologie dominante selon laquelle elles n'étaient que des aventures meurtrières inutiles, du moment que la même chose aurait pu être obtenue par la démocratie.

La première chose à conserver des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle, c'est leur vision du capitalisme : la machine capitaliste est inséparable de l'État et la guerre, l'industrie de guerre, le militarisme en font intégralement partie.

La société se divise selon une logique de classe en dominants et dominés, résultat d'une guerre de conquête des corps et de formation des classes. Les luttes qui en découlent sont une guerre civile plus ou moins latente qui peut et, selon eux, doit se transformer en une guerre civile ouverte.

Pour les révolutionnaires, il était évident que le capital, l'État et la guerre constituaient un continuum mortel. Engels considère que la guerre sera toujours à l'ordre du jour tant que le capitalisme prospérera. La société industrielle, au lieu d'apporter la paix, rendra la guerre encore plus dévastatrice. En 1895, il mettait en garde contre la catastrophe qui se profile : « une guerre mondiale d'une horreur inouïe et de conséquences incalculables ».

L'affrontement entre impérialismes qui a éclaté en 1914 n'a fait que confirmer, à grande échelle, ce qu'ils savaient déjà, en effaçant toute illusion sur le développement pacifique de la production : « la guerre est l'inévitable compagne du développement capitaliste et le militarisme est son produit » (Lénine).

Avant d'être production, le capitalisme est une lutte entre classes dont l'affrontement, inconciliable, aboutit à une lutte armée entre États ou à la révolution. Ne pas percevoir dans la « paix » de la production capitaliste les conditions de la guerre était considéré, politiquement et théoriquement, irresponsable. « Celui qui ne voit pas que la lutte des classes conduit inévitablement au conflit armé est aveugle. Mais non moins aveugle est celui qui, derrière le conflit armé et

son issue, ne voit pas toute la politique antérieure des classes en lutte » (Trotski).

Les révolutionnaires mettent à profit la formule de Clausewitz : la guerre est la continuation de la politique et non son interruption, comme tous le croient un peu en cette période, il faut que les armes se taisent et qu'on retourne à la politique, mais précisément la guerre est une politique qui continue l'affrontement inhérent aux rapports de pouvoir du temps de « paix ». La politique qui se poursuit dans la guerre n'est pas seulement celle des États. La guerre en Ukraine, comme toutes les guerres mondiales, est une concentration et une articulation de guerres entre États, guerres néocoloniales et néo-impérialistes, guerres nationales, guerres contre les femmes, contre les racisés, guerres contre les travailleurs. Les révolutionnaires lisent la formule de Clausewitz de ce point de vue.

Le rapport de classe avait déjà été interrompu dans sa version réformiste (pacte social capital/travail, qui n'existait qu'au Nord) par le néolibéralisme. Cela avait organisé une gouvernementalité autoritaire qui a favorisé dès le début la floraison de nouveaux fascismes, l'extinction progressive de la démocratie, l'instauration d'un état d'urgence devenu la normalité, dans la mesure où l'exploitation opérée par le modèle d'accumulation créait toutes les conditions d'une guerre civile qui est une autre des raisons qui poussent à la guerre.

Les positions de Foucault, qui a décrit cette gouvernementalité d'une manière absolument pacifiante, traînant derrière lui l'intelligentsia « révolutionnaire », se faisaient quant à elles l'écho, entre 1971 et 1975, d'un débat qui avait traversé les mouvements d'après 1968. Ses positions de l'époque semblaient proches du marxisme et de la pensée des révolutionnaires : « la guerre civile est la matrice de toutes les luttes de pouvoir, de toutes les stratégies de pouvoir et, par conséquent, aussi la matrice de toutes les luttes sur et contre le pouvoir ».

Contrairement à nous, les militants du début du XX<sup>e</sup> siècle n'auraient pas été surpris par ce qui se passe en Ukraine, parce que l'État, le capital et la guerre constituent la dynamique du capitalisme sur le marché mondial, sa machine politique, indépendamment du développement des forces productives (matérielles, cognitives, désirantes, numériques, etc.). « En règle générale, les guerres entre les États capitalistes sont un effet de leur concurrence sur le marché mondial, parce que chaque État cherche non seulement à s'assurer des débouchés déterminés, mais à conquérir de nouvelles régions et l'asservissement de peuples et de pays étrangers est d'une importance capitale », disait Lénine. L'armement est une nécessité politique qui découle directement de l'impératif de soumettre les classes « dangereuses » à l'intérieur (guerre civile) et de gagner la compétition entre pouvoirs étatiques (guerre interétatique) à l'extérieur. « Dans toute société de classes – qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur la servitude ou,

comme aujourd'hui, sur le travail salarié – la classe des oppresseurs est armée », selon Lénine.

Le militarisme, dit Rosa Luxemburg, « a accompagné toutes les phases historiques de l'accumulation ». Il a joué un « rôle décisif dans la conquête du Nouveau Monde », puis il a servi à soumettre « les colonies modernes et à détruire les organisations sociales primitives », à introduire « le lien des échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie de marché et à transformer les indigènes en prolétaires », à « extorquer des concessions ferroviaires dans des pays arriérés et à faire valoir les droits du capital européen dans les prêts internationaux ». Le militarisme est aussi « une arme de la concurrence » entre les pays capitalistes et, enfin, « du point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réalisation de la plus-value, en d'autres termes, il est pour lui un champ d'accumulation », mais il peut à son tour devenir le moteur de l'accumulation (keynésianisme de guerre).

Leur point de vue permet de saisir en temps réel, entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle, les profonds changements qui impliquent le capital, l'État et la guerre. Cette dernière devient « totale », « industrielle », « impérialiste », tandis que la guerre civile européenne se transforme en « mondiale » et « anticoloniale » : les peuples opprimés, entrés dans la bataille, constituent la grande nouveauté qui aura des conséquences historiques.

Chose remarquable, ils élaborent de nouvelles stratégies et tactiques de lutte qui conduiront aux premières révolutions victorieuses des opprimés dans l'histoire humaine. Alors que la machine de guerre État-capital déchaîne une violence destructrice et autodestructrice sans précédent, les révolutions, de manière encore surprenante aujourd'hui, passent à l'offensive et la maintiennent sur tout le marché mondial et pour longtemps.

## Le militarisme et le cycle économique

Revenons plus longuement sur la fonction du militarisme parce que les économistes contemporains, même marxistes, s'occupent de production, de communication, de coopération, de biens communs, immatériels, informatiques, mais ignorent l'importance de l'industrie de la guerre pour le fonctionnement du capitalisme, autre symptôme de la façon dont il a été pacifié.

Le « keynésianisme militaire – qui consiste en une politique où les dépenses militaires génèrent des recettes fiscales supérieures aux impôts collectés pour les financer – n'est pas né au XX<sup>e</sup> siècle », selon Giovanni Arrighi. Le militarisme est un élément essentiel de la machine productive et politique depuis sa naissance : « le capital, l'État et le militarisme s'enchaînent en se renforçant mutuellement dans un cercle vertueux de la richesse et du profit » qui est, en même temps, un cercle vicieux parce que la production finira, précisément

à cause de l'importance croissante de la guerre industrielle, technologique, nucléaire par coïncider avec la destruction. Après la conquête de l'Amérique, l'Europe s'était lancée dans un cycle de conquêtes coloniales et de développement qui s'alimentait lui-même : « son organisation militaire soutenait l'expansion économique et politique avant d'être soutenue à son tour par cette dernière, au détriment des autres peuples et communautés de la terre ».

En pillant les colonies, l'appareil économique militaire s'appropriait par la force des ressources nécessaires à la croissance et les recettes fiscales et commerciales alimentaient à leur tour la course aux armements. La suprématie européenne sur les autres peuples était due essentiellement à une supériorité technologique qui se matérialisait dans le militaire.

A partir de la première Guerre Mondiale, le militarisme et l'industrie de la guerre deviennent encore plus centraux dans les cycles économiques, comme l'enseigne Michal Kalecki, économiste de l'école luxemburgienne que Joan Robinson définira comme l'inventeur de la « Théorie générale », avant Keynes. La clé de son travail (« la divergence entre la tendance au développement des forces productives et la capacité d'absorption du marché ») est la même que nous trouvons chez Rosa Luxemburg. Contre tout économisme, il développe une conception importante et originale du « cycle politique » du capital (« l'instinct de classe » suggère aux capitalistes que « la discipline dans les usines et la

stabilité politique sont plus importantes pour les capitalistes que les profits courants ») dans laquelle l'industrie de la guerre joue un rôle déterminant.

L'accumulation a considérablement changé depuis l'époque de Marx, parce que le capital a perdu sa « vitalité naturelle ». D'une part, il a besoin d'une intervention continue de l'État, d'autre part, il est limité, dans sa « spontanéité », par la lutte des classes et surtout la révolution. Selon Kalecki, « la croissance des dépenses militaires qui ne s'accompagne pas d'impôts a un effet sur le développement » similaire aux investissements en capital « productif » et peut servir de stimulant au cycle économique.

Entre les deux guerres mondiales, les capitalistes s'opposaient aux expérimentations entreprises pour assurer le plein emploi sur la base de « dépenses étatiques financées en déficit », alors même que le niveau plus élevé de la production et de l'emploi assuré par les nouvelles politiques économiques leur aurait procuré des profits croissants. Il renforçait trop la classe ouvrière : les patrons raisonnent politiquement, stratégiquement et pas seulement à partir du profit. « Le subventionnement de la consommation de masse (par le biais des allocations familiales, des subventions visant à la réduction du prix des articles de première nécessité, etc.) portait atteinte à « un principe moral » de la plus grande importance : les bases de l'éthique capitaliste exigent qu'on « gagne son pain à la sueur de son front » (à moins qu'on ne vive des revenus du capital). »

La répugnance à financer la consommation par les dépenses publiques était généralisée, sauf dans l'Allemagne nazie, où elle a été surmontée par « la concentration des dépenses étatiques dans les armements ». Sous le nazisme, « les investissements publics ne sont pas seulement un moyen, mais aussi une fin, en tant qu'ils ont un caractère essentiellement militaire ». L'absorption de l'augmentation de la production générale par l'industrie de guerre évite (ou réduit) une augmentation de la consommation et donc de la force des travailleurs.

Le plein emploi, financé par le crédit, s'imposera après la seconde Guerre Mondiale, mais seulement pour une courte période. Déjà dans les années soixante-dix, son démantèlement commence parce que « les travailleurs, sans la menace du chômage, deviennent « récalcitrants » et les « capitaines d'industrie » deviennent désireux de « leur donner une leçon » ».

La consommation (comme dans le « discours du capitaliste », mais sans sa logique désarmée et désarmante qui ne saisit qu'une petite partie du problème) joue un rôle central dans le cycle du plein emploi et les dépenses militaires fonctionnent comme un instrument qui le régule. La période 1937-55 comprend la « guerre mondiale, la reconversion et un nouveau cycle de réarmement gigantesque ». Pendant cette période, à travers la « militarisation de l'économie américaine », l'augmentation de la part du grand capital dans le revenu national a été « absorbée par le réarmement » au détriment de

la consommation. La leçon nazie est rapidement intégrée par les démocraties. La seconde Guerre Mondiale et le génocide hitlérien, « qui furent dans une certaine mesure le couronnement de la conjoncture gérée par les armements », ne sont plus, pour le moment, nécessaires.

Les politiques du plein emploi sont favorisées par la conjoncture économique « assez élevée, dont l'un des piliers fut le réarmement de l'OTAN », dont la militarisation de l'Allemagne fédérale fut un élément essentiel. Les exportations de la République Fédérale dépendaient dans une large mesure des dépenses d'armement des autres pays, qui développent actuellement leur propre industrie de guerre. Les Britanniques espéraient que le réarmement de l'Allemagne « paralyserait ses exportations de machines et leur permettrait de s'emparer d'une partie du marché allemand ». Mais l'Allemagne a placé ses commandes militaires au Royaume-Uni sans affaiblir l'exportation de machines, sans perdre ses marchés et en obtenant, par l'amélioration de la balance des paiements britannique grâce à ses dépenses militaires, des « concessions politiques importantes ».

Kalecki résume ainsi, en 1961, la fonction de l'industrie de guerre dans l'après-guerre : « La militarisation de l'Allemagne Fédérale est la structure portante de sa politique, qui alimente la tension internationale à l'étranger et étouffe la lutte de classe à l'intérieur du pays. Et ces deux effets ouvrent à leur tour à l'expansion des exportations de

la République Fédérale ». La modalité spécifique de la militarisation de l'Allemagne sera le fondement de sa renaissance industrielle et jouera, dix ans plus tard, un rôle déterminant dans la décision des USA de lancer une nouvelle globalisation parce que, avec le Japon, elle continue à leur enlever des parts de marché.

Arrighi définit le *welfare state* de l'après-guerre, reprenant une catégorie de James O'Connor dans son livre de 1973 *The Fiscal Crisis of the State*, comme « warfare-welfare state », c'est-à-dire comme la mise en œuvre d'un keynésianisme militaire et social à l'échelle mondiale :

« Les énormes dépenses nécessaires au réarmement des USA et de leurs alliés et le déploiement d'un immense réseau de bases militaires furent sans aucun doute l'élément le plus dynamique et le plus visible » du miracle économique. On souligne généralement avec insistance la nature « welfare » des dépenses étatiques, mais on passe sous silence leur nature de « warfare ».

Une grande partie de ces énormes investissements militaires fut employée par l'armée américaine dans la recherche scientifique, dans l'innovation technologique, dans le développement des sciences sociales. L'État, après la Grande Guerre, loin de jouer un rôle subordonné au capital, est la force qui le dynamise, le finance, lui fournit les innovations et les méthodes de production. La *big science* naît comme projet pour la « sécurité nationale » pendant la seconde Guerre

Mondiale et se consolide comme instrument de l'impérialisme américain après elle. L'État joue un rôle central non seulement en tant que détenteur légitime du monopole de la force, mais aussi en tant que méga-entrepreneur innovateur à partir de l'armement.

Fred Turner, dans un beau livre (*Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture*), démontre comment l'armée américaine et le Pentagone ont inventé aussi bien la *big science* qu'une nouvelle organisation du travail à partir de la coopération entre les scientifiques pour la production d'armements de plus en plus sophistiqués. La *big science* « s'est forgée sur la nécessité d'adapter une méthode systémique globale pour développer des armes, capable de considérer des hommes et des machines comme des éléments appariés d'un appareil de combat exceptionnel ». Les méthodes de production de la science progressent au rythme des guerres du Sud (Corée, Vietnam, Algérie) : « bien qu'hébergées et financées par une bureaucratie envahissante, ces équipes [*de scientifiques, recrutées ou financées dans leur Université par le Pentagone, NdA*], ne fonctionnent pas sur des critères statutaires ou de rang, elles travaillent, au contraire, au sein d'une structure sociale sans véritable hiérarchie ».

La transgression des barrières disciplinaires et professionnelles est le secret de cette méthode : « les pressions employées pour produire de nouvelles technologies de guerre conduiront ces spécialistes à contourner les frontières de leur profession, à mélanger

travail et plaisir et à constituer de nouveaux réseaux interdisciplinaires au sein desquels ils travaillent et vivent ». Wiener, le père de la cybernétique, fait remarquer que cette organisation qui intègre travail et vie, travail et plaisir (autres caractéristiques qu'on attribue habituellement au management post-68), avait toujours été le rêve de la communauté scientifique, et la guerre l'a réalisé. « Nous étions d'accord sur ces questions bien avant d'avoir pu désigner le champ commun de nos investigations [...]. La guerre a décidé de sa nature à notre place. »

Pendant la guerre, un autre changement fondamental est généré par la coopération entre les scientifiques et l'entreprise sous le contrôle et la supervision de l'État/armée : la transformation de la figure du scientifique en entrepreneur. Dans l'effort de guerre, « scientifiques et ingénieurs apprennent à agir comme chefs d'entreprise ». Cette organisation du travail sera ensuite transmise de l'État au privé, qui ne fera que la perfectionner. Connaissances, expérimentations, méthodes, une fois libérées de leur « filiation militaire ou même gouvernementale, sont apparues aux yeux de tous comme des moteurs culturels et économiques », comme si ces forces étaient le résultat d'un développement naturel, immanent à la science. C'est à partir de ce moment que l'on a commencé à construire le récit (idéologie) de l'entrepreneur individuel, innovateur génial, confiant dans le marché et sceptique à l'égard de tout ce qui semble d'origine étatique, capable de prendre des risques en

inventant l'ordinateur portable dans son garage. La Silicon Valley n'est pas le fruit de l'esprit d'initiative des entrepreneurs finalement libérés de la bureaucratie, mais de cinquante ans d'énormes investissements publics gérés par la structure la plus hiérarchisée, disciplinaire, destructrice qui ait jamais existé, l'armée américaine. Aujourd'hui encore, les investissements du Pentagone sont deux fois plus importants que ceux réalisés par les GAFAM.

Les scientifiques qui ont créé et donné l'élan aux technologies cybernétiques et informatiques n'étaient pas naïfs. Ils avaient parfaitement conscience que leurs recherches dépendaient étroitement de la guerre et des financements militaires. En 1950, Wiener prévoyait que les nouvelles machines cybernétiques s'installeraient dans dix ou vingt ans, à moins que « des changements politiques violents ou une autre grande guerre » n'accélèrent leur emploi. Avec la fin du plein emploi, les armements deviennent encore plus importants pour réabsorber l'augmentation de la production une fois les salaires bloqués. Ils augmentent de façon vertigineuse depuis des années et, avec la guerre actuelle, dépassent un autre seuil, portant le coup mortel au modèle du « welfare », dont la destruction est l'objectif poursuivi par les années soixante-dix. Les pacifistes, en agitant le mot d'ordre du désarmement, ne se rendent pas compte que ce qu'ils demandent, c'est le démantèlement pur et simple du capitalisme lui-même parce que sans industrie de guerre il s'effondre, sans les investissements en armements, il stagne. Imposer le

désarmement n'est pas une politique pacifiste, mais inaugure une révolution qui en tout état de cause, « n'est pas un repas de gala ».

Pour terminer cette partie sur la guerre de conquête ou d'assujettissement, il faut revenir à Marx. Le libéralisme doit effacer la vérité selon laquelle la constitution violente des classes précède et rend possible la production, en renversant l'ordre du processus. Pour la pensée libérale, l'appropriation et la division sont des questions qui doivent être posées après avoir produit. Les économistes disent : d'abord on fabrique le gâteau et ensuite seulement on pourra se l'approprier et le partager. L'augmentation de la production et de la consommation assurée par le développement capitaliste résoudra la « question sociale ». L'expérience a montré que, quelle que soit la croissance de la production et de la productivité, les divisions de classe, la répartition de la richesse et de la misère, la concentration de la propriété et du pouvoir politique, l'appropriation des corps et l'expropriation des savoirs, non seulement se reproduisent, mais s'intensifient.

Les nouvelles théories de la production, comme aussi la théorie du « commun », n'échappent pas à cette illusion libérale parce qu'elles opèrent un renversement semblable : la production du commun déjà en cours, fondée ontologiquement, contiendrait en elle-même de nouveaux principes d'« appropriation et de division », sans passer par « l'expropriation des expropriateurs ». Ce dernier mot

d'ordre de Marx est encore valable et signifie renverser l'issue de la guerre de conquête qui avait assujetti femmes, ouvriers, colonisés et reprendre son « butin » ; se réapproprier la terre et les moyens de production (de l'époque de l'accumulation primitive et de l'époque industrielle), la richesse capturée par la finance (de l'époque néolibérale), et surtout se réapproprier les corps assujettis (de chaque époque). Ce sont les conditions subjectives et objectives de la révolution. Sans cette prémisse, la production, qu'elle soit affective, cognitive ou des biens communs, ne pourra jamais se subjectiver, mais n'exprimera qu'impuissance.

## 4

# Michel Foucault : à propos d'une volte-face sur la guerre civile

Là où il y a la volonté, il y a un chemin.

*Lénine*

## L'affirmation de la volonté dans le processus de subjectivation

Voyons maintenant de plus près comment les théories critiques traitent le problème de la guerre. Si, dans les années soixante et soixante-dix, la guerre est encore présente, même de façon marginale, en revanche, dans les théories qui ont été élaborées au cours des longues années de la contre-révolution, la guerre a pratiquement disparu. Dans les textes de Rancière et de Badiou, qui ont occupé l'espace de la théorie politique des vingt dernières années, ainsi que dans le féminisme et l'écologie, la guerre et les guerres ne sont expressément thématiques que de manière conjoncturelle. C'est une grande différence avec la pensée révolutionnaire, symptôme qu'il s'agit d'interroger, parce qu'il pourrait nous révéler les limites des concepts et des pratiques politiques contemporains.

La position de Foucault sur la guerre est parmi les plus intéressantes, parce que le philosophe s'y confronte

directement. Son point de vue sur la guerre évolue au fil des ans. Il en fait d'abord le modèle pour la compréhension des rapports sociaux, pour ensuite l'abandonner. Mais s'il refuse la guerre comme modèle, il veut conserver le point de vue stratégique comme principe d'intelligibilité des rapports de force. Position unique et originale entre toutes, mais qui dévalorise et méprise la tradition stratégique révolutionnaire du XX<sup>e</sup> siècle (Lénine, Trotski, Luxemburg, Mao, Giap) qui seule est capable de se placer au niveau d'un Clausewitz, en prolongeant et en innovant de manière radicale des concepts qui, chez le général prussien, ne sont pensés que du point de vue de l'État.

L'utilisation foucauldienne de la guerre semble suivre l'évolution des mouvements politiques : au début des années soixante-dix, dans le sillage de 68, elle adopte le modèle de la guerre civile permanente comme méthode pour comprendre les relations de pouvoir : « la guerre civile n'est pas dans un rapport d'exclusion avec le pouvoir », elle « se déroule sur le théâtre du pouvoir » et coïncide avec ses institutions et sa gestion. « Il n'y a de guerre civile que dans l'élément politique constitué. » Son travail consiste à montrer le jeu entre « une guerre civile permanente et les tactiques qui s'opposent au pouvoir ».

Mais très vite, entre 1975 et 1976, il rejette la guerre comme analyse des rapports de pouvoir et adopte la biopolitique et la gouvernementalité, techniques qui s'imposent comme les principaux dispositifs de gestion du néolibéralisme, au

moment même où les mouvements politiques nés entre les années soixante et soixante-dix déclinent. La pacification théorique correspond à la pacification politique. L'ordre de la machine État-capital s'instaure. Le pouvoir ne serait pas tant « de l'ordre de l'affrontement entre deux adversaires [...] que de l'ordre du gouvernement ». Une relation de pouvoir est « un mode d'action qui n'agit pas directement et immédiatement sur les autres, mais qui agit sur leur action », action sur une action (gouvernement politique), et non action sur le corps (violence). Le rapport de pouvoir perd sa violence naturelle pour se réduire exclusivement à « sollicitation, incitation, impulsion », qui agit pacifiquement sur l'individu, la « subjectivité » ou, selon un autre lexique, un affect agissant sur un autre affect.

Quand Foucault tient son séminaire sur le néolibéralisme, les guerres civiles en Amérique Latine qui ont instauré des gouvernements où siègent côte à côte des militaires et des économistes néolibéraux, sont encore vivantes dans la mémoire de tous. S'il ne parle pas de la violence armée qui a permis le début du premier laboratoire du néolibéralisme, ce n'est pas parce qu'il n'avait pas lu les journaux, mais parce que la violence armée et le consensus ne définissent pas le principe et la nature du pouvoir. Ce dernier, dans sa forme contemporaine du néolibéralisme, selon lui parfaitement incarné, « est action sur des actions possibles, c'est-à-dire action qui rend possible ou non possible, facilite ou rend plus difficile ».

Au contraire, le cas de l'Amérique Latine démontre que, sans la force, le pouvoir n'aurait aucune possibilité de solliciter, d'induire, d'inciter une subjectivité en révolte, mue par d'autres désirs que ceux de travailler, de consommer, de devenir un « capital humain ». *Les affects sans la force sont impuissants et la force sans les « désirs » ne dure pas.*

Pour que la gouvernance puisse agir, il faut que l'expérience révolutionnaire soit effacée. La subjectivité qui s'y était engagée avait pu faire plusieurs constatations : premièrement, qu'elle n'avait plus « peur » (affect charnière pour l'assujettissement au pouvoir moderne à partir de Hobbes) ; deuxièmement, qu'elle n'avait pas besoin d'« espérer » (affect inverse de la peur qui, en quelque mode, en constitue l'autre face solidaire), mais plutôt d'avoir confiance dans le « présent » du mouvement révolutionnaire ; troisièmement, qu'elle n'était pas un « individu », mais appartenait à une classe (de travailleurs, de femmes, de racisés) qui luttent contre ces dualismes pour développer une multiplicité qui n'est pas la somme des individualités. Elle a également découvert que le désir n'est pas une propriété de l'individu, un de ses attributs, mais qu'il dépasse, déborde le sujet, non pas vers l'inconscient, mais vers ce monde « inconnu » que la révolte a fait émerger et qu'il s'agit de traverser.

Si le néolibéralisme doit « produire » la liberté de l'individu, la disponibilité à se faire agir par les affects et les passions de la production et de la consommation, il faut que la multiplicité qui s'est déployée comme mouvement

révolutionnaire soit réduite à un ensemble d'individus et que la peur/espérance revienne parce qu'elle porte en elle la hiérarchie, la culpabilité, la solitude, la responsabilité individuelle, l'impuissance. Le premier objectif de la gouvernance, après avoir gagné, est d'effacer la mémoire de cette autre socialisation que les mouvements révolutionnaires incarnent.

Nietzsche explique la généalogie du pouvoir (dont Foucault semble au contraire s'éloigner) par la même succession que nous avons adoptée : un pouvoir « d'abord conquérant, ensuite dominateur [organisateur] – régule ce qu'il dompte pour *sa propre* conservation et pour laquelle il conserve ce qu'il dompte »<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Le rapport entre appropriation et assujettissement, entre guerre de concurrence et formation de la « conscience » des dominés, qui se réalise à travers la violence et les passions, a été conceptualisé et écrit, une fois pour toutes, en lettres de feu, par le maître de Foucault, Nietzsche : la mauvaise conscience, âme du dominé, dont les instincts « nomades, sauvages et libres [...] ne se libèrent pas vers l'extérieur, mais se tournent vers l'intérieur », trouve son origine dans un « acte de violence ». L'État est « une horde quelconque de bêtes de proie blondes, une race de seigneurs et de conquérants qui, doués d'une organisation guerrière, soumet à une forme stable une population jusqu'alors sans forme et sans freins », posant sur elle, sans hésiter, « ses formidables griffes ». L'État a exercé « une tyrannie terrifiante et une oppression inexorable, jusqu'à ce que la matière première, le peuple, les semi-animaux, aient fini non seulement de devenir malléables et dociles, mais aussi d'être formés. » La machine État-capital moderne, avec une violence comparable, donne une forme spécifique aux populations après les avoir conquises, en les soumettant en tant que classes.

On pourrait démontrer avec Nietzsche, mais aussi avec Hegel, que la socialisation des vaincus opérée par le pouvoir conquérant, devenu dominateur, n'est pas réductible à l'aliénation impuissante ou à la « servitude volontaire ». « Sous le choc des coups de marteau » de la guerre de conquête, « une prodigieuse quantité de liberté » avait disparu du monde pour passer « à l'état latent » dans l'intériorité du vaincu. Son « instinct de liberté rendu latent par la violence » est prêt à ressurgir, de manière différente, lorsque les conditions politiques sont réunies pour les renverser chez les conquérants.

La résistance de la « subjectivité vaincue » commence le premier jour de la conquête. Elle garde en mémoire la défaite comme une « cicatrice » (Adorno), une blessure qui ne se referme pas, mais elle est prête à l'effacer par la révolte et la révolution si les conditions politiques le permettent. L'« âme » de la subjectivité vaincue se dédouble, à la fois asservie et rebelle, assujettie et séditeuse, comme nous le racontent toutes les expériences des victimes de la conquête ou de la défaite.

## Violences et révolution

La normalisation du pouvoir mise en œuvre par la gouvernementalité est la continuation de la guerre d'assujettissement par d'autres moyens. Cependant, une fois le pouvoir des vainqueurs consolidé, les désirs, les passions et

les pulsions suscitées par la production et la consommation, par les différents dispositifs de régulation ou même par les techniques disciplinaires ou biopolitiques, ne suffisent pas à gouverner les vaincus, car l'exploitation, la domination sexuelle et raciale peuvent toujours alimenter la révolte et les luttes de classe. La gouvernabilité doit nécessairement s'accompagner de la *transformation de l'usage de la force exercée pendant la conquête en une panoplie de violences* sur les vaincus (violence sexuelle, violence de l'exploitation, violence policière, violence de la prison, violence impersonnelle de l'expropriation financière, violence raciale, violence contre les migrants, violence de la misère, violence de tous les rapports hiérarchiques). *La violence est l'individualisation de la guerre de conquête.* Dans les périodes de « paix », l'État délègue la violence non seulement à la police, mais à une série de groupes sociaux qui l'exercent quotidiennement pour défendre la propriété, les divisions de classe, la suprématie blanche et masculine. La reproduction des rapports de pouvoir ne s'effectue pas seulement par les dispositifs institutionnels ou à travers le travail, l'État -Providence, la citoyenneté, mais passe aussi par des formes de pouvoir personnel, parce que l'œuvre de pacification doit entrer dans les moindres recoins de la société.

Le système des machines en usine a besoin de la violence « despotique » du chef pour fonctionner. À lui seul, aucun automatisme n'aurait la force de s'imposer. L'appropriation des femmes, transformée en « habitude » de

l'hétérosexualité (autre type d'automatisme), pour reproduire le rapport de subordination, nécessite la violence quotidienne de l'homme sur la femme. La suprématie blanche exige un exercice continu de rejet, d'insulte, de suspicion, d'assassinat sans aucune différence entre ceux qui l'exercent, policier ou citoyen, comme le montre de manière exemplaire l'Amérique, ou plutôt les Amériques. La division des classes, malgré l'apport de la production, de la monnaie, de l'État-Providence, du droit, ne se reproduit pas sans une charge de violence personnelle sur laquelle veille la police. Sans cette violence personnelle, diffuse, omniprésente, les dispositifs d'assujettissement ne produiraient pas des corps dociles.

Il n'y a jamais eu de conservation de la vie pour tous (Hobbes), ni d'accroissement de la puissance de la vie pour la population dans son ensemble (Foucault), ni de protection de la vie des citoyens sans discrimination. Les vies sont sélectionnées par les divisions de classe, de genre et de race. Certaines vies méritent d'être préservées, d'autres sacrifiées, certaines vies doivent être protégées, d'autres exposées à la violence.

L'individualisation à laquelle sont soumis les exclus (devenir un sujet) est avant tout une individualisation de la guerre qui devient violence invisible précisément parce qu'individualisée. La violence passe d'un individu à un autre et a le visage du quotidien, du local, du familial. Il n'a pas le caractère

spectaculaire de la guerre, et pourtant il n'est que sa transformation.

Frantz Fanon nous dit que pour se battre contre l'exercice quotidien de la violence, il faut la reconnaître comme individualisation de la guerre d'assujettissement, c'est-à-dire la politiser comme expression de la démocratie de classe (blancs et racisés). La violence est la transformation de la force d'appropriation des corps en exercice individualisé de la domination. La tâche politique est de transformer les violences individuelles subies en force collective et de l'utiliser de manière offensive. Fanon compte au nombre des formes de violence qui affectent la subjectivité, la violence sémantique, la violence de la parole médiatique, la violence psychique des affects produites par la « radio coloniale » (ordre, menace, insulte, etc.) sur l'âme de l'indigène soumis.

L'action de la parole sur les minorités (raciales, sexuelles) est au centre d'un débat récent qui la définit comme « parole blessante », « discours haineux raciste, sexiste, homophobe » qui ne se limite pas à décrire, mais qui voudrait instituer, par la parole, ce que le discours haineux énonce. « Le corps peut être alternativement fortifié ou menacé par les différentes manières par lesquelles la parole lui est adressée », soutient Judith Butler.

Les Français ont débarqué en Algérie en 1830 avec 150 000 soldats et l'ont conquise en battant les Algériens. À la conquête du corps par les armes, les colonisateurs voudraient faire suivre la conquête de l'âme. Une fois sa « paix » établie, la radio fait

partie intégrante des stratégies d'assujettissement du colonisateur français. Dans la colonie, la « dichotomie sociale atteint une intensité incomparable », de sorte que la voix de la radio est la « voix de l'opresseur, la voix de l'ennemi ». Il s'agit d'une violence vécue individuellement, une violence que chacun subit pour son propre compte. « Tout mot français reçu était un ordre, une menace ou une insulte. »

En Algérie, la radio et ses affects (« pouvoirs sensoriels ») et ses pouvoirs « intellectuels » font l'objet d'un refus (« la parole n'est pas du tout reçue, déchiffrée, comprise, mais refusée »). Le refus est d'abord passif, il ne vise pas à renverser les rapports de force généraux : « il n'y a pas de résistance organisée ». Le refus de la radio et de ses informations n'est pas l'expression « d'une résistance explicite, ordonnée et fondée », il reste encore individuel.

Les affects et la violence de la radio sur la subjectivité émergent avec force s'ils sont analysés d'un point de vue psychopathologique. « Les monographies sur les Algériens pauvres victimes d'hallucinations signalent constamment, dans la phase dite d'action extérieure, des voix radiophoniques fortement agressives et hostiles. Ces voix métalliques, pressantes, injurieuses, désagréables, ont toutes pour l'Algérien un caractère accusateur, inquisiteur. »

La subjectivité vaincue ne se réduit jamais à la « servitude volontaire ». Elle résiste dès le premier jour de la conquête, mais sous la forme double et contemporaine de la soumission et du refus, prête à se socialiser quand le « désir »

de libération trouve dans le point de vue stratégique la force de renverser l'ordre des vainqueurs.

Une « véritable mutation » se produit le premier novembre 1954 avec le premier appel du FLN au peuple algérien, qui marque le début de la guerre d'indépendance, et en décembre 1956, avec l'ouverture des émissions radiophoniques de l'Armée de libération (« La Voix de l'Algérie libre et combattante »). La « contestation du principe même de la domination étrangère induit des mutations essentielles dans la conscience du colonisé, dans la perception qu'il a du colonisateur, dans sa situation d'homme dans le monde ».

Je ne sais pas si la déclaration de guerre rentre dans la catégorie du performatif, par lequel on voudrait critiquer les « paroles qui blessent », les « discours qui insultent ». Par contre, je suis sûr qu'il s'agit d'une déclaration collective, un événement qui divise l'histoire en deux, déterminant un avant et un après le 1er novembre 1954. Le sujet politique ne préexiste pas à cette rupture, mais s'y constitue. La « mutation des sujets » émerge de pratiques et de dispositifs politiques qui sont stratégiques parce qu'ils nomment l'ennemi, ils politisent ses violences comme des violences de classe, en les faisant émerger comme modalités de la guerre coloniale et en montrant comment les combattre. L'émancipation par rapport à la violence personnelle, quotidienne, omniprésente, du colonisateur ne peut se limiter à l'autodéfense, mais passe nécessairement par

l' « expropriation des expropriateurs », c'est-à-dire par le renversement du résultat de la guerre d'assujettissement.

La résistance organisée entrave et renverse le fonctionnement de la violence « individuelle » colonialiste. Dans la guerre révolutionnaire, le colonisé devient un sujet actif, même s'il ne participe pas directement à l'organisation politique, car la radio l'inclut dans « une communauté en marche » dont il se sent « acteur ». La réception de l'information n'est plus personnelle, elle ne se fait plus dans l'isolement et la peur, mais se déroule au sein d'une « communauté », d'un « corps social » dont l'auditeur est un participant actif. « A la vérité de l'opresseur autrefois rejetée comme mensonge absolu, s'oppose enfin une autre vérité qui émerge. Pour devenir un « partisan » de l'information, il faut une rupture politique et une machine politique qui divise non seulement l'information, mais la société.

Fanon constate un changement radical également d'un point de vue psychopathologique. Dans les psychoses hallucinogènes, « les voix radiophoniques deviennent protectrices, complices. Les insultes et les accusations disparaissent et font place aux mots d'encouragement. » Fanon impute beaucoup de ces pathologies produites par la violence non à la machine technique de la radio, mais à la machine de guerre du colonialisme et travaille à la construction d'une organisation révolutionnaire, à laquelle il confie la tâche, sinon de les soigner, du moins de modifier l'environnement pour le rendre favorable à une évolution

positive de la psyché blessée. « Chaque Algérien se sent invité et veut devenir un élément du vaste réseau de significations né de la bataille libératrice ».

Le passage de la violence individuelle « micropolitique » subie à la dimension de l'organisation collective crée les conditions d'une mutation subjective car elle permet d'attaquer, de prendre l'initiative, de décider du terrain de l'affrontement, en brisant le temps de l'assujettissement individuel, des pratiques uniquement défensives, en faisant migrer la peur dans le camp adverse. La défense ou l'autodéfense n'est qu'une des formes de lutte praticables. On n'entend plus les voix offensantes, menaçantes, parce qu'il y a une possibilité réelle de renverser l'assujettissement en subjectivation politique par des pratiques et des stratégies collectives.

La normalisation, qui ne produit pas seulement de la violence mais aussi la croyance dans la gouvernementalité comme organisation de l'équilibre (homéostasie, dit Foucault) entre autonomie et contrôle des sujets économiques, entre impératifs économiques et capacité de faire croître la vie, entre renforcement de la force des sujets et leur contrôle, a été catastrophique. Cet équilibre est, dans sa prétention d'être quelque chose de plus que précaire et temporaire, une idéologie que le pouvoir raconte sur lui-même, parce que, au contraire, il est destiné à sauter. Foucault, une fois abandonnée la guerre civile d'appropriation et d'assujettissement des corps par laquelle

les classes ont été formées, n'avait plus les moyens de comprendre cette impossibilité. La guerre de conquête des femmes, des ouvriers et des esclaves impose un déséquilibre entre propriétaires et non propriétaires, entre dominants et dominés, que la production qui suivra, au lieu de combler, ne fera qu'agrandir. Le néolibéralisme, en dépit de l'équilibre entre la multiplicité des centres de pouvoir, des dispositifs disciplinaires et biopolitiques, de l'action des agences étatiques et non étatiques, *fera exploser les différences de classe, le racisme, le sexisme, fera renaître le fascisme*, renversant la « tolérance pour les minorités » énoncée dans *Naissance de la biopolitique* en acrimonie contre les pauvres, les perdants, les non performants, toutes les minorités. Ici résident des contradictions insurmontables qui tôt ou tard ne pourront que déboucher sur la guerre, comme le savaient bien les révolutionnaires.

## La volonté et le principe stratégique

Foucault abandonne le modèle de la guerre pour le gouvernementalisme, mais il ne faut pas trop exagérer l'importance de sa théorie de la guerre, car entre 1971 et 1975, il ne s'occupe que de deux types de guerre, la « guerre des races » et la guerre civile du XIX<sup>e</sup> siècle, deux guerres qui ont précédé la Commune de Paris. Il ne s'est jamais confronté aux changements introduits par les guerres mondiales, aux nouvelles formes d'intégration de la société au capital et à l'économie de guerre que le premier conflit mondial réalise, autrement que dans un cours sur le nazisme. Et, chose plus

importante, il n'a jamais analysé les guerres civiles que les luttes de classe imposent à l'impérialisme dans le monde entier et néglige les grandes innovations que les révolutionnaires font subir à la stratégie et à la tactique du plus important stratège militaire de la modernité européenne, Clausewitz.

Foucault refuse la guerre et la guerre civile comme matrices du pouvoir et veut en même temps conserver la méthode stratégique. Une stratégie où se confrontent des « gouvernants et des gouvernés » qui établissent un rapport de forces déjà domestiqué et qui s'exerce dans une situation déjà normalisée. Il s'agit toujours d'un rapport de forces mais réglé par le pouvoir, à l'intérieur de coordonnées qu'il a décidées et imposées ; un rapport d'intégration d'une subjectivité vaincue, sur laquelle les « affects » néolibéraux du marché, du crédit, de la concurrence, du capital humain agissent pour garantir une stabilité et une consolidation du pouvoir des vainqueurs.

Les mouvements politiques contemporains, à la suite de la défaite de la révolution, ont complètement perdu le point de vue stratégique avec lequel ils se rapportaient à leur ennemi historique qui est le seul à l'avoir conservé et développé, en l'utilisant continuellement aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix.

Comme Foucault, nous devons quant à nous nous approprier le savoir stratégique, mais en revenant à la pensée et à l'action révolutionnaires de la première moitié du XXe siècle tirées des luttes, des guerres civiles et des guerres entre

États, construites et perfectionnées dans les longues années des conflits contre les puissances impériales et impérialistes. C'est là la deuxième chose que nous devons sauvegarder de l'expérience révolutionnaire, au-delà de toutes les critiques que nous pouvons faire à ces révolutions.

La confrontation avec Foucault fera ressortir la grande distance qui sépare les deux concepts de stratégie. Toutefois, *le parcours intellectuel à travers lequel Foucault arrive à la stratégie est particulièrement intéressant*, même pour une politique révolutionnaire. Selon le philosophe français, l'analyse des relations de pouvoir ne peut être correctement menée qu'en faisant « intervenir le problème de la volonté », concept négligé par la tradition philosophique occidentale et, au contraire, cultivé par les théories orientales qui ont développé, très tôt, de magnifiques pensées stratégiques (exploitées et renouvelées par les révolutions asiatiques – rien qu'en Chine, deux mille livres de stratégie ont été écrits tout au long de son histoire millénaire, constituant une alternative valable à la pensée théologico-politique chrétienne et occidentale).

Les relations de pouvoir sont investies à la fois de désirs et de schémas de rationalité, mais elles mettent aussi en jeu la volonté. Dans la « culture française actuelle, il y a quelque chose de quoi on ne parle jamais, on parle de raison, on parle de désir », mais jamais de volonté. Plus généralement, la philosophie occidentale traite « de conscience, de désir, de passion », mais la volonté est « sa plus grande faiblesse ». C'est

sur cette dernière que se concentre l'analyse de Foucault. Pour saisir le rapport entre l'action humaine et la volonté, nous n'avons à notre disposition que deux modèles, naturels ou moraux, auxquels elle est subordonnée. Elle est ramenée par le premier à des « termes de volonté/nature/force », par le second, à des termes de « volonté/loi/bien ou mal ». Nietzsche introduit un nouveau concept de volonté, en renversant « les rapports entre le savoir, les passions et la volonté », et il fait bénéficier cette dernière d'un rôle déterminant dans la constitution de la subjectivité. « Elle [la volonté] n'a nullement besoin d'être irrationnelle. Elle n'a même pas besoin d'être vidée de désir [...]. Je dirais que la volonté est précisément cette chose qui, au-delà de tout calcul d'intérêt et, si vous voulez, au-delà de l'immédiateté du désir [...] fixe, pour un sujet, sa propre position. La volonté est l'acte du sujet. Et le sujet est ce qui est fixé et déterminé par un acte [d'intelligence et] de volonté. Sujet et volonté « sont, en fait, deux notions réciproques l'une de l'autre ».

Foucault tire cette conclusion de Nietzsche : la volonté est « un principe de décodage intellectuel, un principe de compréhension pour saisir la réalité », qui *est lutte, conflit, guerre*. Ce principe d'un réel qui est *confrontation, conquête, domination*, a une portée universelle tant pour le monde organique que pour le monde inorganique, tant pour le corps que pour la société. Je fais remarquer, *en passant*, l'affinité de ce « réel » avec un autre, plus connu, « toute l'histoire est histoire de luttes de classes ». Ce qui les sépare,

c'est, entre autres, la dialectique, mais de cela il sera question plus tard.

Par la suite, la philosophie n'a pas réussi « à déterminer clairement la méthode qui aurait permis d'analyser l'action du point de vue de la volonté ». En se demandant sous quelle forme on pourrait penser la volonté d'une manière nouvelle, Foucault opère un déplacement stupéfiant, riche de développements possibles. « Curieusement, pour penser la volonté, on n'a pas emprunté la méthode de la stratégie militaire. Il me semble que la question de la volonté peut être posée en tant que lutte, c'est-à-dire d'un point de vue stratégique pour analyser un conflit lorsque différents antagonismes se développent ».

L'emploi de la stratégie peut éclairer deux choses : premièrement, ce qui se passe ne se produit ni sans raison ni suivant une causalité, mais peut s'expliquer par le conflit entre forces ; deuxièmement, les actions humaines impliquées dans cette lutte sont déchiffrables « d'un point de vue stratégique, comme principe de conflit et de lutte ». Les concepts de « stratégie, conflit, lutte, événement » peuvent nommer « l'antagonisme qui existe quand se présente une situation où les adversaires s'affrontent, une situation où l'un gagne et l'autre perd, c'est-à-dire l'événement ». Le point de vue stratégique rend intelligibles aussi bien les événements historiques que les actions humaines.

Ce qui semble manquer aux théories de Lyotard, Klossowski, Deleuze et Guattari, Lacan, au renouveau du spinozisme, c'est proprement une théorie de la stratégie, un point de vue stratégique. Ils s'arrêtent au désir, à l'affect, à la passion (et à leurs actions réciproques) qui ne parviennent à saisir qu'une partie de l'action humaine et des événements historiques. La critique de Foucault est plus qu'intéressante *parce qu'elle rend compte de la pacification du capitalisme* opérée par ces théories à travers l'exclusion de la volonté et donc du réel comme lutte et guerre des classes.

L'affirmation selon laquelle « la société capitaliste ne peut supporter aucune manifestation du désir » risque de ne pas être vraie, car il faudrait que les enchaînements de désir développent aussi un principe stratégique, car le « réel » du capitalisme est une lutte entre des forces qui renvoient à la guerre et à la guerre civile. Sans ce principe stratégique, les désirs sont impuissants et seront sûrement capturés et façonnés par la machine État-capital.

Les forces qui agissent dans et sur les rapports de pouvoir sont affectives et rationnelles mais fixées et déterminées par la volonté qui coïncide avec l'action, qui est l'action elle-même. Il ne suffit pas de définir le réel à travers les passions, les affects, les désirs, il faut aussi saisir *qui* veut à travers l'affect, *qui* veut à travers le désir, *qui* veut à travers la rationalité. Et ce *qui* ne renvoie pas à un sujet individuel, mais à une multiplicité de forces qui commandent et obéissent. La volonté est ce « *qui* » qui produit la singularisation du rapport

entre les forces, c'est-à-dire les hiérarchies entre les forces, parce que « dans toute volonté il ne s'agit que de commander et d'obéir à l'intérieur d'une structure complexe faite d'une multiplicité d'âmes », dira Nietzsche.

En ce qui concerne le capitalisme, nous pouvons affirmer que si une force veut être obéie, elle doit vaincre la volonté de celui qui ne veut se soumettre que par la simple mobilisation des affects et des désirs, à moins de supposer que tous désirent et visent la « servitude volontaire ». Volonté contre volonté, c'est la force qui décide !

Alors, si la stratégie militaire est la méthode pour saisir la volonté comme analyseur des rapports de pouvoir, nous ne pouvons pas réduire la force à l'affect, nous ne pouvons pas simplement les identifier. La façon dont se mettent en place *ceux qui commandent* et *ceux qui obéissent* ne peut être réduit à un jeu d'antagonismes qui cohabitent avec le gouvernement d'une démocratie conflictuelle pacifiquement régulée. Dans le capitalisme, la gouvernance et la démocratie ne sont qu'un moment de transition du cycle économique. C'est ce que nous montre l'histoire du capitalisme et ce que révèle notre actualité si nous voulons la regarder en face.

Chez Nietzsche aussi, la force n'est pas seulement « action sur une autre action », elle n'est pas uniquement jeu d'une « volonté sur une autre volonté » comme semble l'affirmer Deleuze, elle est aussi force armée, coercition physique,

appropriation, vol, rapine, destruction physique, confiscation, guerre.

Foucault recule ! Après avoir révélé les limites des théories fondées sur le désir, la passion et la raison, il opère à son tour, à partir du milieu des années 1970, un processus de pacification des relations de pouvoir. Ce dernier est codifié dans la relation entre gouvernants et gouvernés que l'on ne peut plus définir comme « guerrier » mais comme « gouvernemental », c'est-à-dire un pouvoir qui ne se limite pas à réprimer, mais offre positivement des possibilités d'agir. Cette phase commence à se terminer dès la Première Guerre du Golfe, en 1991.

## Le principe stratégique de la lutte des classes

Les révolutionnaires n'avaient certainement pas le problème philosophique de savoir comment comprendre le concept de volonté, même s'ils s'en servaient largement dans la pratique. Au lieu de cela, ils ont immédiatement adopté la stratégie militaire pour essayer de comprendre « les événements historiques et les actions humaines ». Leur « réel » n'est pas une lutte générique des forces (actives/passives, créatives/réactives, qui n'agissent que par affects et passions), ni un pouvoir qui est relation entre gouvernants et gouvernés, c'est la lutte entre classes historiques, qui est à l'origine de la politique et des guerres réelles. Le point de vue stratégique est la méthode pour déchiffrer les comportements et les événements qui se produisent en leur sein.

La stratégie a été la méthode qui leur a permis de lire correctement les forces en lutte et de se mouvoir en toute sécurité dans la mer démontée des guerres civiles pour réussir à prendre les bonnes décisions. Et la volonté de victoire et de libération les a poussés à faire des pas de géant dans la stratégie, que Foucault semble incroyablement ignorer ou sous-estimer.

Il y a trois critiques principales que Foucault adresse au marxisme et à la tradition révolutionnaire : d'avoir produit, quand il existe, un savoir stratégique approximatif ; d'interpréter les rapports de force à travers le principe de la lutte de classe mais à l'intérieur de la dialectique de la contradiction ; de privilégier un point de vue sociologique (la classe) au lieu d'adopter un point de vue stratégique (la lutte). Les grands États du XIX<sup>e</sup> siècle se seraient dotés, selon Foucault, d'une pensée stratégique, tandis que les luttes révolutionnaires ne pensent et n'utilisent la stratégie que d'une manière conjoncturelle et approximative.

La critique vise d'abord Lénine et sa « théorie du maillon le plus faible [...] l'action locale qui, grâce au choix de sa localisation, agira, radicalement, sur le tout. Il est obligé de reconnaître que Lénine a permis de « penser l'imprévisible pour le marxisme », c'est-à-dire la Révolution soviétique, et *donc qu'il s'agit d'une position stratégique et non dialectique* – « très élémentaire d'ailleurs », ajoute Foucault immédiatement après. Le pauvre Lénine est accusé d'avoir élaboré une stratégie « au niveau de la première formation d'un sous-

lieutenant de réserve [...]. C'est le minimum acceptable pour une pensée commandée par la forme dialectique qui reste encore très proche de la dialectique. » Au problème de la faiblesse stratégique et de la dialectique s'ajoute un autre problème : « Ce qui me frappe dans la plupart des textes, sinon chez Marx, mais chez les marxistes, c'est qu'on ne dit pas (sauf peut-être chez Trotski) ce qu'on entend par lutte de classe. Qu'est-ce que ça veut dire, ici ? Combat dialectique ? Combat politique pour le pouvoir ? Bataille économique ? La société civile traversée par la lutte de classe serait-elle la guerre continuée par d'autres moyens ? »

Foucault répétera souvent l'accusation de sociologisme, parce que pour lui le problème n'est pas du tout « la sociologie des classes, mais la méthode stratégique de la lutte ». Ce qui l'intéresse, ce sont les formes de lutte : « qui entre dans la lutte, avec quoi et comment ? Pourquoi y a-t-il cette lutte ? Et sur quoi se base-t-elle ? [...] Puisqu'on dit lutte, il s'agit donc de conflit et de guerre. Mais comment se déroule cette guerre ? »

Contrairement à ce que croit Foucault, le principe stratégique et les questions qu'il se pose sont les choses qui intéressent de manière presque obsessionnelle les révolutionnaires. Nous devrions conserver beaucoup de ces obsessions pour redéfinir une politique révolutionnaire, en particulier l'utilisation non pas conjoncturelle mais systématique de la stratégie. Il suffit simplement de feuilleter les textes de Lénine, Mao, Ho Chi Minh, Giap, etc. pour

s'apercevoir que la plupart sont consacrés à des problèmes de tactique et de stratégie, à une définition précise des différents types de guerre (de conquête, coloniale, civile, de libération, nationale, impérialiste) et de lutte (la grève est considérée comme une « école de guerre »).

Lénine était un grand admirateur de l'œuvre de Clausewitz, qu'il lit en même temps que Hegel au début de la Grande Guerre. Ses notes de lecture de *De la guerre* constituent « l'un des documents les plus grandioses de l'histoire universelle et de l'histoire des idées », dit - en exagérant - Carl Schmitt. Le juriste allemand cite ainsi la pensée de Hahlweg, spécialiste de la stratégie prussienne, sur le rapport que Lénine établit avec Clausewitz : « L'originalité de Lénine est d'avoir continué Clausewitz, de l'avoir fait passer du stade de la révolution (bourgeoise à ses débuts) de 1789 à la révolution prolétarienne de 1917 et d'avoir reconnu que la guerre, qui, d'étatique et nationale, devenait guerre de classe, a pris la place de la crise chez Marx et Engels ». C'est une argumentation fondamentale pour comprendre le XXe siècle. Schmitt cite encore Hahlweg qui affirme : Lénine clarifie, par la formule « la politique est la continuation de la guerre », « presque tous les problèmes fondamentaux du conflit révolutionnaire : analyse (de classe) de la guerre mondiale et problèmes connexes, opportunisme, défense de la patrie, guerre de libération nationale, différence entre guerres justes et injustes, relation entre guerre et paix, entre révolution et guerre, révolution de la classe ouvrière à l'intérieur de l'État pour mettre fin à la guerre impérialiste ».

J'utilise Carl Schmitt parce qu'il est à la fois un ennemi déclaré de la révolution (c'est le Lénine de la contre-révolution, mais seulement du point de vue théorique, parce que, politiquement, même s'il l'aurait voulu, il n'a jamais beaucoup compté) et celui qui a certainement le mieux saisi la force et le danger politique que les révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle représentaient pour sa classe. L'ensemble du renouvellement des concepts politiques de Schmitt découle d'une longue confrontation et de la fascination pour l'intelligence politique, organisationnelle, stratégique de ces révolutionnaires :

« Nous vivons *sous l'œil des Russes* [...] on vit toujours sous l'œil de ce frère extrémiste qui vous oblige à porter la conclusion pratique jusqu'à son terme ».

Le plus grand travail d'étude mais surtout d'innovation stratégique de l'enseignement de Clausewitz a été fait durant les révolutions chinoise et vietnamienne. Schmitt définit Mao comme un « nouveau Clausewitz » parce qu'il développe de façon systématique des concepts de l'officier d'état-major prussien. Mao lui-même explique comment, grâce à la politique du Parti communiste, « la guerre de partisans antijaponaise sort du cadre de la tactique et frappe à la porte de la stratégie », transformant la « petite guerre » du général prussien en un pilier de la « guerre prolongée ». A chaque moment critique des guerres dans lesquelles ils étaient engagés, les révolutionnaires fournissaient une nouvelle lecture de *De la guerre*. Mao organisera des séminaires en 1938-39 à partir de l'œuvre de Clausewitz. La

même chose sera faite par le général Giap pendant la bataille de Hanoi. Les résultats ne se feront pas attendre : « l'alliance de la philosophie et du partisan, conclue par Lénine, libérera de nouvelles forces explosives et inattendues », qui feront ensuite s'effondrer les empires européens et coloniaux.

Leur principe stratégique est la lutte des classes : il leur permet de corriger et compléter Clausewitz par des points de vue différents : l'hostilité n'est pas celle qui oppose des États, toujours relative, parce que, même en se combattant, ils sont du même côté de la barricade (ils forment tous une machine de guerre contre le prolétariat même s'ils sont en concurrence entre eux). L'hostilité principale est constituée par la lutte de classe qui fait éclater les « limites » de la guerre régulière que le « droit des peuples européens » avait établie et que le Congrès de Vienne avait réimposée après la fin des guerres napoléoniennes : « la guerre limitée » (qui est encore la guerre de Clausewitz), comparée à la guerre impérialiste et à la guerre de partisans déclenchée par l'hostilité contre la révolution, « ce n'est rien de plus qu'un duel entre hommes d'honneur ». C'est cette radicalité de la guerre et de la révolution que Foucault ne saisit pas, parce que ses « guerres » sont encore celles du XIX<sup>e</sup> siècle. La politique que la guerre continue n'est pas seulement celle des États, mais c'est aussi et surtout la politique de la lutte de classe qui, faisant irruption avec la Révolution française et surtout avec la Révolution soviétique, bouleverse les fonctions et la légitimité de l'État lui-même. À leur tour, cette économie et cette politique qui sont à l'origine de la guerre entre les États, sont la

continuation de la guerre de conquête qui a formé les classes et distribué propriété et non- propriété aux vainqueurs et aux vaincus.

Schmitt est obligé d'introduire un nouveau concept du politique parce que de nouveaux sujets politiques sont apparus (les classes et les races, la classe ouvrière et les peuples colonisés) qui empêchent son identification à l'État, jusque-là le seul sujet politique en lice. Ce nouveau concept est élaboré « sous l'œil des Russes », car c'est Lénine « qui a déplacé le centre de gravité conceptuel de la guerre sur le politique, c'est-à-dire sur la distinction ami-ennemi ». Ce déplacement, qui politise la guerre, est le présupposé nécessaire pour renverser la guerre impérialiste en guerre civile mondiale. Schmitt est fasciné par la façon dont l'ennemi de classe manipule la tactique et la stratégie pour transformer la guerre de 1914, qui a commencé « comme une guerre conventionnelle entre États menée selon le droit international européen, en une guerre civile mondiale née de l'hostilité révolutionnaire de classe ». Le principe stratégique est approprié et enrichi par les révolutionnaires, mais l'« action humaine » qu'il doit expliquer c'est la lutte des classes.

## La dialectique et la contradiction

La critique la plus valable de Foucault concerne la dialectique (« pauvre, très pauvre ») et la contradiction. « Un rapport réciproque n'est pas un rapport dialectique [...] le

fait qu'un autre s'approprie du fruit de votre travail est un fait, il n'est cependant ni une contradiction ni un rapport réciproque ; il est l'objet d'un conflit, d'un affrontement. »

S' « il est important de comprendre que la lutte, les processus conjoncturels ne constituent pas, comme le suppose le point de vue dialectique, une contradiction au sens logique du terme », il faut souligner que, pour les révolutionnaires, il ne s'agit pas d'une contradiction logique mais réelle, produite par le développement capitaliste.

Sa référence est toujours Nietzsche, qui décrit les antagonismes sans aucune référence à la dialectique. Foucault a tout à fait raison, le rapport de capital n'est pas un rapport dialectique, mais de guerre/production parce qu'il s'agit, dès le début, d'une appropriation, d'une conquête qui continue, en se transformant, dans le gouvernementalisme économique et politique, à travers lequel la guerre civile continue à se dérouler. Le développement de ces rapports ne dépend pas d'« aucune loi de l'histoire », mais du « hasard » de la lutte, de l'imprévisible du conflit qui peut se résoudre par la victoire d'une des classes, mais aussi par leur implosion.

Cette critique doit, malgré tout, être nuancée : si le cadre théorique général reste celui de la philosophie de l'histoire (d'une révolution mondiale nécessaire et inévitable !) et de la dialectique, l'action réelle est sans doute pensée et pratiquée comme un conflit stratégique non conciliable, c'est-à-dire sans médiation possible et sans dépassement.

Foucault reproche aux marxistes de « parler de la lutte de classe comme moteur de l'histoire » et de se préoccuper de « savoir ce qu'est la classe, où elle se situe, qui elle englobe, mais jamais de ce qu'est concrètement la lutte ». En réalité, ces révolutionnaires analysent à la loupe, au-delà des possibilités politiques d'un intellectuel français, tous types de mobilisation<sup>6</sup>, leur nature<sup>7</sup> en les interprétant, en les disséquant dans toutes leurs composantes, en tenant compte d'une grande quantité de paramètres : le temps, l'espace, la composition sociologique, mais surtout l'élément subjectif, la radicalité subjective.

La guerre est toujours lue du point de vue de la guerre civile entre classes, c'est pourquoi ils étudient avec une attention particulière les comportements des masses car ce sont elles et non les États qui sont les véritables sujets politiques. Il serait

---

<sup>6</sup> Déjà dans *La guerre partisane*, Lénine dément le jugement du philosophe français, d'ailleurs absolument gratuit : « D'abord les grèves économiques des ouvriers (1896-1900), puis les manifestations politiques des ouvriers et des étudiants (1901-1902), les révoltes paysannes (1902), le début des grèves politiques de masse diversement combinées avec des manifestations (Rostov 1902, les grèves de l'été 1903, le 9 janvier 1905), la grève politique dans toute la Russie avec des épisodes locaux de lutte sur les barricades (octobre 1905), la lutte de masse, les barricades et l'insurrection armée (décembre 1905), la lutte parlementaire pacifique (avril-juin 1906), les insurrections partielles dans l'armée (juin 1905-juillet 1906), les insurrections partielles des paysans (automne 1905-automne 1906). »

<sup>7</sup> La multiplicité des mobilisations implique la multiplicité des formes de lutte. Selon Lénine, « se sont succédé diverses formes de mouvement, légales ou illégales, pacifiques ou orageuses, clandestines ou publiques, des cercles réduits ou des mouvements de masse, parlementaires ou terroristes ».

plus juste de parler de guerre de partisans que de guerre. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civiles de partisans opère le renversement de la guerre totale, qui décrète la « mobilisation totale » de toutes les forces sociales pour la guerre impérialiste, en une mobilisation de toute force prolétarienne, d'abord pour essayer d'empêcher la guerre, et ensuite pour éliminer, avec le capitalisme, les causes de la guerre.

Lénine fait remarquer que l'« entrée dans la lutte » des peuples opprimés est l'événement le plus important de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, parce que les révolutions qui en découlent brisent à jamais l'organisation du marché mondial fondée sur la conquête et l'organisation coloniale, et bouleversent aussi à jamais le rapport entre le Nord et le Sud sur lequel la machine État -capital était organisée depuis quatre siècles.

Le positionnement stratégique de la Révolution soviétique, plutôt que de se reconnaître dans le slogan du « maillon le plus faible », découle directement de l'entrée des colonisés dans la lutte. « Un singulier concours de circonstances a d'abord entraîné la Russie dans la guerre impérialiste mondiale où étaient engagés tous les pays occidentaux influents » et a placé « son évolution à la limite des révolutions naissantes et des révolutions partiellement commencées de l'Orient ». *Précisément à la limite entre le Nord et le Sud*, « dans les conditions qui nous permettaient de réaliser l'union de la guerre paysanne et du mouvement

ouvrier, qu'un « marxiste » comme Marx considérait, en 1856, comme une des perspectives possibles pour la Prusse ».

La révolution mondiale est possible pour la première fois et le principe stratégique doit s'adapter à cette nouvelle règle. La guerre est un processus qui change continuellement, mais c'est l'évolution des masses dans la guerre qui intéresse les révolutionnaires (comment elles y entrent, comment leurs actions et leurs consciences changent selon la succession des événements). C'est une « lutte de forces, mais au cours de la guerre elles se modifient elles-mêmes par rapport à ce qu'elles étaient au début du conflit ».

Les variables dont il faut tenir compte dans la guerre/révolution sont si nombreuses qu'elles échappent aux instruments « grossiers » de la dialectique. La diversité des éléments qui entrent en jeu dans le processus révolutionnaire complique la décision parce que, comme le rappelle Trotski, l'opposition entre une situation révolutionnaire et une situation non révolutionnaire est une opposition métaphysique. Dans le capitalisme, « ce sont les situations intermédiaires, transitoires, entre une situation non révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation révolutionnaire ou contre-révolutionnaire [...] qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique ».

Foucault reproche aux marxistes de ne pas avoir de principe stratégique pour lire la multiplicité des luttes, c'est-à-dire de

ne pas savoir à quoi elles aboutissent, alors que la révolution est clairement définie par Rosa Luxemburg comme un processus qui doit organiser le passage de la grève à la guerre civile. Celle-ci constitue une phase de la lutte de classe, sa transformation en affrontement armé : « grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou d'affrontement, grèves générales de secteurs particuliers ou de villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, conflits sur les barricades : toutes ces formes de lutte se croisent, se traversent ou se transforment l'une en l'autre : c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants dont la loi du mouvement réside dans les rapports de force politiques et sociaux de la révolution ». Pour la « riche concentration des formes, des nuances, des méthodes de lutte de toutes les classes de la société » exprimées dans la Révolution soviétique, les instruments de la dialectique sont en effet largement insuffisants.

Si la philosophie de l'histoire assure la victoire finale du prolétariat, *la victoire dans une révolution n'est garantie par rien ni par personne*. Cette célèbre phrase de Lénine à propos d'octobre 1917 montre que la dialectique n'est pas d'une grande aide parce que le risque qu'il faut prendre dans l'insurrection ou dans la guerre de longue durée doit se confronter à l'imprévisibilité et à l'incertitude de l'affrontement, dont l'issue ne peut être anticipée par aucune dialectique.

« Napoléon a dit « *On s'engage et puis... on voit* ». C'est ce que nous avons fait. »

Les choix stratégiques ne sortent pas d'un modèle dialectique, mais doivent être inventés en suivant le cours des événements, chaque fois à partir d'une situation concrète, d'une analyse précise des forces en présence : une stratégie pragmatique plutôt qu'une dialectique. Le conflit et surtout la guerre sont des événements, ou plutôt une série d'événements enchaînés qui se produisent en même temps, dont les effets se croisent, s'opposent et se composent, donnant lieu à une multiplicité de rapports de force qui changent constamment. Les comportements des sujets qui se lancent dans la lutte sont imprévisibles, les situations stratégiques changent du jour au lendemain (la guerre est, pour Clausewitz, un « caméléon »), de sorte que Lénine peut affirmer qu'un mot d'ordre valable aujourd'hui peut ne plus l'être demain.

« Nous reconnaissons qu'il est beaucoup plus difficile de s'orienter dans la guerre que dans tout autre phénomène social parce qu'elle comporte moins de certitudes, c'est-à-dire que c'est encore plus une question de probabilité. » Cette citation de Mao est certainement une réflexion faite à partir d'un texte de Clausewitz<sup>8</sup>. Pour les deux stratèges, la

---

<sup>8</sup> « La guerre est le domaine du hasard. Aucune autre sphère de l'activité humaine ne laisse autant de marge à cet étranger, car aucune ne se trouve, à tous points de vue, en contact aussi permanent avec lui. Il accentue l'incertitude en toutes circonstances et entrave le cours des événements. En raison de l'incertitude de toutes les informations, de toute base solide, et de

guerre combine l'analyse rationnelle des forces de l'ennemi, de ses propres forces, de la situation politique locale et mondiale et, en outre, le « brouillard de la guerre », où la part de l'imprévisible et du hasard (« le jeu des probabilités et du hasard ») joue un rôle central.

*S'il y a une action où le rapport entre affects et raison d'un côté et volonté de l'autre s'inverse, où la volonté fixe la position du sujet, c'est bien l'action révolutionnaire* : hautement affective, guidée par les raisons des situations, déterminée par la volonté politique. D'où l'importance du processus de subjectivation pour la pratique révolutionnaire, de l'élément subjectif dans la grève comme dans la guerre.

Si la stratégie ne peut en aucun cas être dialectique, le cadre général le reste pour les révolutionnaires, parce que la lutte doit se résoudre dans l'affrontement des « contraires », dont on sort soit victorieux, soit vaincu. En tout cas, il s'agit d'une dialectique qui ne prévoit aucune réconciliation, aucune synthèse. Schmitt fait remarquer que le « système ternaire » hégélien « n'a pas la force d'impact polémique de l'antithèse dualiste » dont l'exemple « le plus frappant, qui a eu des conséquences énormes, est celui de l'antithèse du bourgeois et du prolétaire formulée par Karl Marx ». Pour chaque révolutionnaire de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la

---

ces interventions constantes du hasard, la personne qui agit se trouve continuellement devant des réalités différentes de celles qu'on attendait [...] les trois quarts des éléments sur lesquels se fonde l'action restent dans le brouillard d'une incertitude plus ou moins grande ».

société est divisée (« tout se divise, même l'atome », dira Mao en citant Lénine) et cette division en classes est inconciliable. La « synthèse » dialectique des contraires, en l'occurrence le Kuomintang et le Parti communiste, s'est effectuée de la manière suivante : « Leurs armées avançaient et nous les dévorions, en les mangeant morceau par morceau [...] la synthèse c'est qu'un gros poisson mange un poisson plus petit. »

En tout cas, le travail sur la dialectique mené par Lénine et Mao est curieux, car tant en Russie qu'en Chine, il n'y avait pas beaucoup de médiations possibles, l'intégration du prolétariat dans la machine État-capital était pratiquement inexistante. Aucune dialectique n'était donc en acte, ce qui existait était plutôt une gestion au moyen d'une violence ouvertement assumée par le pouvoir. La situation était différente dans le Nord, où la rupture de la dialectique, de la médiation intégratrice, était un vrai problème.

Malgré la contribution géniale que Foucault apporte en saisissant les limites de toute théorie du désir, des affects, des passions, sa manière de regarder l'expérience révolutionnaire du XX<sup>e</sup> siècle est injustifiée. D'autant que la stratégie qu'il s'acharne à construire avec Nietzsche est peu de chose comparée à la « guerre partisane ». Sa dévalorisation des stratégies révolutionnaires anticipe l'indifférence des mouvements politiques contemporains.

## Le refoulement de la guerre d'assujettissement

Le caractère indépassable du marxisme réside dans l'affirmation que la généalogie du capitalisme est enracinée dans une guerre civile d'assujettissement qui établit des hiérarchies entre celui qui possède et celui qui ne possède pas, entre celui qui commande et celui qui obéit. La différence ne se différencie pas progressivement, mais s'affirme tout de suite comme différence de pouvoir, différence entre celui qui commande et celui qui obéit, entre celui qui doit travailler et celui qui vit du travail d'autrui. La différence est la hiérarchie du pouvoir.

Les théories de la production de subjectivité des années soixante-dix, et surtout les théories contemporaines, se sont ingénérées à effacer toute trace des guerres d'assujettissement. La chose est particulièrement piquante chez Foucault qui, abandonnant la guerre civile et l'assujettissement subséquent des vaincus, fait de celui-ci la spécificité du pouvoir et des luttes pour le combattre. L'asservissement, tel que l'entend le philosophe, n'est pas la poursuite de la guerre de conquête par d'autres moyens, mais le fruit de techniques de pouvoir spécifiques qui, organisées dans la vie quotidienne, organisent l'espace et confisquent le temps, produisant un pouvoir « qui classe les individus en catégories et définit leur individualité, les accroche à leur identité. » L'assujettissement est une relation

de pouvoir à part entière, qui efface tout rapport avec la guerre de conquête, c'est-à-dire nie que la violence de l'assujettissement soit l'individualisation de la guerre de conquête parce que, contrairement à Nietzsche, il ne reconnaît pas l'existence de cette dernière.

Les luttes n'ont plus pour but l'exploitation, la richesse du petit nombre et la misère du grand nombre, les disparités de classes, les guerres, les révolutions. Tous les anciens objectifs politiques sont « remplacés par un problème d'excès de pouvoir » qui se manifeste par « une technique particulière, une forme particulière de pouvoir », l'assujettissement individualisant. Les luttes ne doivent pas « attaquer une institution particulière de pouvoir, ou groupe, ou classe, ou élite » parce que l'espace politique est entièrement réduit et compris entre ces techniques d'assujettissement et l'« invention du soi » à travers les « technologies du soi ». La lutte contre le pouvoir se limite à « promouvoir de nouvelles formes de subjectivité, en refusant le type d'individualité qui nous a été imposé pendant plusieurs siècles ».

La stratégie éthico-esthétique que Foucault adopte à la fin de sa vie est tout simplement impossible parce qu'elle supprime le fondement de l'assujettissement : l'appropriation violente des corps. Cette suppression est la limite de toutes les théories de la production de subjectivité.

Il est clair que cette *séparation* entre luttes de classes, guerre, révolution et invention et production du soi par des techniques du soi, est un héritage dont nous devons nous

débarrasser parce que c'est l'une des causes du désarmement politique et théorique qui nous a rendus impuissants plus que jamais face au *pouvoir intérieur* (néolibéralisme), très loin de se réduire aux catégories de Foucault, et tout aussi impuissants, sinon plus, face au *pouvoir extérieur* de la guerre entre États, que le philosophe ne prend même pas en compte. Pour reprendre l'initiative, il faut au contraire lier ce que cette conception du pouvoir sépare inexorablement : la production de subjectivité, les luttes de classes et les guerres.

Si nous avons dit tout à l'heure que le marxisme est indépassable, nous disons maintenant qu'il a prouvé qu'il ne l'est pas vraiment : en effet, si le capitalisme commence effectivement, contrairement à la théorie de Foucault, par la prise et la conquête des corps, il le fait en opérant une appropriation multiple qui ne concerne pas seulement les travailleurs. Le capital ne pourra commencer à produire du profit que lorsqu'il aura réaffirmé le pouvoir sur les femmes et lorsque les Africains seront réduits en esclavage et les Amérindiens colonisés. Cette multiplicité ne peut être réduite au rapport capital-travail, d'où le déclin rapide de la « lutte de classe », parce que les luttes des femmes et des colonisés font surgir de nouveaux sujets politiques qui demandent autonomie et indépendance par rapport au mouvement ouvrier.

Les tentatives des différentes productions (affectives, désirantes, cognitives, etc.) échouent parce qu'elles n'assument pas le principe stratégique (abandonnant aussi

bien les luttes de classes que les guerres) pour expliquer le réel. Si Foucault le conserve, c'est pour le pacifier complètement, en le réduisant à la régulation des conflits démocratiques, incapable d'expliquer l'explosion des guerres. Il n'y a plus de guerre civile dans le gouvernementalisme mais seulement un néolibéralisme dont Foucault est incapable de penser les résultats : guerre civile rampante à l'intérieur et guerre entre impérialismes à l'extérieur, dans un cadre général qui est celui de la catastrophe écologique.

## Mondialisation : machine de guerre, Empire ou impérialisme ?

### L'État et le capital se complètent sans s'identifier

Passons maintenant à l'analyse du point de vue de Deleuze et Guattari (DG) et de Negri et Hardt (NH) à propos du rapport qu'ils établissent entre le capitalisme et la guerre, parce que nous pouvons trouver beaucoup d'arguments qui s'entremêlent et parce que tous deux décrètent le dépassement de l'impérialisme. Nous concentrerons notre attention sur leur définition du fonctionnement du marché mondial et de la mondialisation (et en particulier sur le rapport que l'État établit avec le capital), en la confrontant à la situation déterminée par l'affrontement armé en Ukraine, qui semble démentir aussi bien les thèses exprimées dans *Mille plans* que celles d'*Empire*.

La théorie de la guerre de DG est structurée autour du concept de « machine de guerre », dont on fait remonter l'origine aux peuples nomades. Sa première caractéristique est de ne pas être immédiatement imputable à l'État qui devra s'en emparer ; en principe, sa nature diffère de celle de la souveraineté étatique. Dans cette « extériorité », DG cherchent une alternative à

l'expérience des révolutions parce que les partis qui les ont menées « se sont constitués comme des embryons de dispositifs de l'État, au lieu de former des machines de guerre irréductibles à ces dispositifs ».

Ils se confrontent longuement, comme tous les révolutionnaires de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, avec les théories de Clausewitz. Mais tandis que DG lisent la guerre théorisée par le général prussien du point de vue d'une machine de guerre nomade, les révolutionnaires l'interprétaient à partir de la guerre civile et de la guerre de partisans du prolétariat. Les nomades n'attribuent pas à la machine de guerre la guerre comme sa finalité exclusive, mais plutôt la capacité de créer une autre organisation du temps et de l'espace (« lisse ») par rapport à la domination souveraine du territoire (« espace strié », hiérarchisé, divisé, limité par des frontières, contrôlé). L'État serait au contraire obligé de s'approprier cette « extériorité » et de faire de la guerre son but.

Contrairement à Foucault qui les évite, l'analyse se concentre sur les guerres « totales » (Première et Seconde Guerre Mondiale) qui semblent réaliser le concept de guerre pure, de « guerre idéale », de guerre absolue, que Clausewitz avait opposé aux guerres empiriques, les guerres réellement existantes, dont le fonctionnement et les finalités sont subordonnés à l'État. Le concept de « guerre idéale », inconditionnelle, sans limites, libère la guerre de sa subordination à l'État et tend à faire de la guerre une réalité

autonome. Les États qui s'étaient approprié la machine de guerre nomade et l'avaient subordonnée à leurs propres desseins de puissance contre d'autres puissances, tendent maintenant, par les guerres totales qu'ils conduisaient les uns contre les autres », à reconstruire à partir de là une machine de guerre mondiale, économicopolitique, qui correspond au marché mondial, dont les États ne sont plus que « des objets et des moyens appropriés à cette nouvelle machine ».

La guerre totale a un lien étroit avec le capital parce qu'elle devient une guerre industrielle, transformant l'économie en production pour la guerre et y impliquant la société et la population dans son ensemble. L'objectif que la guerre totale doit détruire n'est pas seulement l'armée et l'État ennemi, mais aussi « toute la population et son économie ». Elle ne semble pas avoir beaucoup de liens avec les luttes de classes et les guerres civiles. Fernand Braudel faisait remarquer qu'à la veille de la Première Guerre Mondiale, l'Europe était prête à passer au socialisme et la destruction de cette menace, que la révolution soviétique fera renaître comme un cauchemar pour la bourgeoisie, constituera l'une des principales raisons d'être du fascisme et du nazisme. Très étrangement, dans l'histoire universelle tracée par DG, la révolution joue un rôle mineur, voire absent, probablement parce que « les révolutions finissent toujours mal ».

La machine de guerre qui tend à se libérer de l'État en se le subordonnant, se présente sous deux figures : la première est celle du fascisme qui fait de la guerre « un mouvement sans limites qui n'a d'autre but » que sa propre expansion. La deuxième figure est celle des « Trente Glorieuses », où la machine de guerre n'a plus la guerre comme but principal, mais tend au contraire vers « une forme de paix encore plus terrifiante », la « paix de la Terreur et de la Survie ». Elle prend en charge les objectifs qui étaient propres aux États, « la paix, la politique, l'ordre mondial ». « C'est la paix qui libère techniquement le processus matériel illimité de la guerre totale », qui se réalise sous la forme de la Troisième Guerre mondiale (la Guerre froide). Le monde redevient un espace lisse, transnational, où règne « *une seule et même machine de guerre* » économicopolitique. Les guerres ne disparaissent pas, mais elles sont « devenues des parties de la paix ». Les États non plus ne disparaissent pas, mais ils ne constituent maintenant que des parties d'*une seule machine globale* qui reste telle même quand certains de ses États s'opposent entre eux.

Le XX<sup>e</sup> siècle a été le théâtre d'affrontements de classe que les guerres totales ne parviennent pas à dompter et à contrôler, si ce n'est très partiellement. Alors que DG lisent la fin de la Seconde Guerre mondiale comme l'imposition d'une paix, si terrifiante soit-elle, Carl Schmitt et Hannah Arendt parlent en 1961 d'une « guerre civile mondiale », définition qui semble mieux correspondre à la « révolution mondiale » qui était en cours.

Dès la fin de la Grande Guerre, la nature de la guerre civile mondiale est parfaitement saisie par Oswald Spengler (réactionnaire, ennemi de la république de Weimar, admirateur de Mussolini) avec une lucidité qui vaut la peine d'être citée : « Ce n'est pas l'Allemagne mais l'Occident qui a perdu la guerre mondiale quand il a perdu le respect des peuples de couleur ». La révolution d'Octobre a jeté le « masque 'blanc' » pour devenir « à nouveau une grande puissance asiatique, « mongole », animée par « une haine enflammée contre l'Europe ». Les appels des Soviétiques au soulèvement des « peuples opprimés » par le colonialisme et à la révolte de « toute la population de couleur de la terre » visent à constituer « une résistance commune » et une « lutte contre l'humanité blanche ».

C'est en effet dans la lutte contre le colonialisme que se perfectionne la machine de guerre des révolutions et la stratégie de la guérilla (« guerre de partisans ») comme sa forme de combat privilégiée, inaugurée par la Révolution soviétique. DG identifient dans la guérilla le mode de confrontation que la future machine de guerre révolutionnaire doit assumer pour s'opposer à la « paix » du nouvel espace « lisse » du marché mondial, mais sans jamais vraiment se confronter à la guerre de partisans, qui a anticipé, d'un point de vue de classe, l'organisation d'un espace non hiérarchisé, ni aux guerres anticoloniales, où ces techniques font un saut de qualité en s'élevant au rang d'une véritable stratégie. La guérilla construit, avec ses tactiques et

stratégies de combat, cet espace « lisse » que DG définissent comme la tâche politique de la machine de guerre révolutionnaire. Le mouvement, la mobilité, le déplacement incessant qui ne fixe jamais le front mais le détermine tour à tour par son action, ce sont les produits de la transformation de la « petite guerre » de Clausewitz en guerre de partisans opérée par les révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle.

Nous devons encore une fois revenir à Carl Schmitt, qui prend très au sérieux la « petite guerre » des révolutionnaires, en la confrontant à la configuration spatiale des théâtres de guerre en mer (« espace lisse ») et sur terre (« espace strié »). « Le combat des partisans crée un nouveau champ d'action, un espace avec une structure complexe parce que le partisan ne se bat pas sur un champ de bataille ouvert, ni sur les lignes de front d'une guerre ouverte. Au contraire, il force l'ennemi à s'enliser dans un espace nouveau. » Le partisan déterritorialise la guerre régulière, rendant la terre lisse comme l'espace maritime. Bien qu'elle soit une force « tellurique », Schmitt compare la « dimension de profondeur » introduite par le partisan aux formes de combat en mer (« espace lisse »). Le partisan « fournit une sorte d'analogie terrestre inattendue, mais non moins effective, du sous-marin » : il introduit même à la surface de la mer, où se déroulent les batailles, une « dimension inattendue de profondeur ». Cette capacité à imposer un « nouvel espace » à l'ennemi, de disperser son territoire en ne fixant aucun front, en le créant continuellement là où se matérialise la guérilla, est une autre

expérience et une autre stratégie qui vaut la peine d'être prise en considération et d'être reçue comme héritage des révolutions.

La tentative de DG de définir une forme d'organisation alternative au léninisme et au maoïsme, qui risquent de déboucher (et débouchent) sur l'État, est assurément louable et il faudrait poursuivre la recherche dans ce sens, tout en abordant, dans le même esprit, les casse-têtes que la réalisation d'une révolution impose. Par exemple, DG opposent la guérilla à la guerre régulière menée par une armée régulière, car celle-ci, avec sa centralisation et ses hiérarchies, est un foyer capable de générer des relations de pouvoir souveraines. Cependant, ni Mao, ni Ho Chi Minh, ni Giap, même s'ils ont donné à la guérilla une dimension stratégique qu'elle n'avait absolument pas chez Clausewitz, ne l'ont opposée à l'armée gouvernementale comme semblent vouloir le faire DG, simplement parce que, pour battre l'ennemi, il n'est pas possible de le faire. La victoire de la révolution suppose un rapport entre guerre irrégulière et guerre régulière et impose donc d'assumer tous les risques qui en découlent. La victoire sur l'ennemi exige l'action de l'Armée rouge, même si « le partisan est le combattant des neuf dixièmes d'une stratégie qui ne laisse qu'un dixième aux forces armées régulières » (Mao). A la prise du pouvoir, problème central autour duquel tournent les stratégies révolutionnaires de l'époque et que DG critiquent à juste titre parce qu'elle oblige à assumer des dispositifs (ici l'Armée rouge) formellement homogènes à

l'État, ils n'ont été capables de proposer pratiquement rien d'alternatif et d'aussi efficace.

Ce qui semble manquer dans l'analyse de la guerre de DG, c'est une méthode qui tienne compte de la définition qu'en donne Clausewitz, « effet réciproque prolongé de deux (volontés) opposées », impliquant l'action de forces toutes douées de « puissance » et d'action stratégique, même asymétriques. Quand nous disons qu'il y a chez DG une analyse des guerres totales, mais qu'elles sont détachées de la lutte des classes et des guerres civiles, nous voulons dire que celles-ci n'y jouent pas de rôle actif. A la fin du chapitre où ils se confrontent à Clausewitz, ils font une affirmation de principe qui ne donne pas beaucoup d'éléments pour agir : là où il y a du pouvoir, disent-ils, il y a toujours et en tout cas la possibilité de « fuite » ; la machine de guerre-monde (comme on parle d'« économie-monde) ne cesse de recréer des possibilités de réponses inattendues, d'initiatives imprévues qui déterminent des machines mutantes, minoritaires, populaires, révolutionnaires. »

À partir de la Révolution française s'affirme un principe stratégique et méthodologique qui renverse le point de vue de DG et semble plus utile : « d'abord la révolution, après la machine État-capital ». Ce sont les luttes de classes à cheval entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle qui obligent la machine État-capital aux guerres totales (et au fascisme). Tout au long de leur développement, elles seront continuellement brisées par l'émergence des révolutions et des guerres civiles parce que

les mouvements révolutionnaires réussiront à maintenir, même dans les énormes difficultés de l'époque, une politique offensive. Les guerres totales qui avaient empêché, bloqué, réprimé la révolution en Europe, la feront ressurgir d'abord en Russie et plus tard dans le Sud ; elle se présentera, pour la première fois, comme possibilité de la révolution mondiale. C'est cette imbrication stratégique entre l'État-capital d'une part et révolution/ luttes de classe d'autre part que la référence aux nomades dans *Mille Plans* laisse échapper.

L'idée d'une seule et grande machine (« le capitalisme mondial intégré ») est l'un des mirages produits par les trente années qui ont suivi la Seconde Guerre Mondiale qui ont été, il vaut la peine de le rappeler, l'exception et non la règle du capitalisme. L'équilibre de la terre (Est-Ouest) avait temporairement gelé l'ordre mondial (en réalité les guerres civiles faisaient rage dans les colonies). DG théorisent une intégration progressive d'économies et de cultures hétérogènes (y compris entre Est et Ouest), sur la base d'un développement technologique qui aurait aplati les différences. « Les ordinateurs conversent d'un continent à l'autre, dictant les règles aux dirigeants politiques et économiques. La production informatique automatisée ne reçoit plus sa consistance d'un facteur humain, mais d'un facteur de continuité machinique qui traverse, contient, diffuse, miniaturise toutes les fonctions et activités humaines. »

DG font montre d'une surestimation de la technique (ils semblent oublier la différence qu'ils ont eux-mêmes établie entre *machine technique* et *machine politique*) et d'une grande

sous-estimation de la stratégie, attitude qui se répandra pendant la période de la contre-révolution parmi les amoureux des « automatismes » financiers, technologiques et médiatiques qui nous domineraient en nous rendant esclaves. Contre ces affirmations injustement déduites du travail de DG, il faut affirmer qu'*aucune machine technique, aucun automate financier, aucun ordinateur n'a jamais décidé d'une guerre et ne le fera jamais. Une machine politique ne peut être renversée que par une autre machine politique.*

Malgré un développement exponentiel de la *machine technique*, avec la guerre émerge puissamment la réalité de la *machine politique*, que beaucoup ne savent pas voir en temps de « paix ». Au moment même où l'URSS s'effondrait, l'ordre mondial, c'est-à-dire la possibilité d'une seule machine de guerre, se brisait aussi. Les luttes entre impérialismes, entre puissances économicopolitiques, étaient déjà à l'ordre du jour. Mais il aurait suffi de regarder le Sud du monde pour comprendre, déjà pendant les « Trente Glorieuses », que la grande machine mondiale intégratrice était une chimère.

Ce n'est pas que les luttes de classes disparaissent complètement dans la machine de guerre globale de DG, mais elles sont incluses dans un devenir sans histoire, un devenir sans révolution. Le capitalisme n'est pas un processus infini d'exploitation et de domination capable de susciter des flux qui, tout aussi continuellement, échappent de toutes parts à un devenir sans fin, comme semblent le suggérer DG. Walter Benjamin a clairement saisi l'illusion

d'un tel devenir : « l'histoire ne connaît pas le mauvais infini dans l'image de deux combattants éternellement en lutte l'un contre l'autre. La vraie politique se calcule en termes d'échéances. » L'histoire des rapports de force entre les classes coupe le devenir, le bloque, le fait bifurquer, le fait aboutir aux guerres, aux révolutions ou encore à l'implosion de toutes les classes en lutte. Il y a un point dans le développement du capitalisme où la dialectique capitalisme/échappatoires ne fonctionne plus, où le mauvais infini débouche sur la guerre. *Hic Rhodus, hic salta !<sup>9</sup>*

## L'Empire

Avant de problématiser le concept de l'autonomie d' « *une seule machine de guerre* » et la subordination des États à son fonctionnement, qui configurerait d'une manière nouvelle le marché mondial, je voudrais introduire le concept d'Empire de Negri et Hardt (NH), qui me semble croiser en plusieurs points la machine-monde de DG.

Pour NH, le « capitaliste collectif » se serait doté d'une nouvelle stratégie, l'Empire, qui s'oppose de manière radicale à l'impérialisme. Ce dernier, avec la fonction encore centrale

---

<sup>9</sup> « Rhodes, c'est ici, saute donc », dit un homme au vantard, qui, dans une fable du Grec Esope traduite en latin, se vantait d'avoir effectué un saut extraordinaire à Rhodes. Expression reprise par Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, empruntée à la préface par Hegel de ses *Principes de la philosophie du droit*, que tous eux traduisirent par « *C'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser !* », confondant *Rhodos* (l'île) et *rhodon* (la rose). Sens : « C'est le moment de montrer ce dont tu es capable ». [NdE]

de l'État, les divisions rigides qu'il impose (frontières, intérêts nationaux, logiques souveraines) loin de favoriser, bloque le développement du marché mondial. D'où sa nécessaire remise en cause.

L'Empire est une machine globale, transnationale, non souveraine, qui prend en charge l'ordre mondial à partir des années 1970. Sa gouvernance, supplantant les gouvernements nationaux des États impérialistes, « est irréductible à une gestion fondée sur l'unité du commandement et sur la légitimation d'un seul centre de pouvoir ». L'Empire, comme la machine de guerre, crée un espace et un monde « lisses », toujours ouverts, où les vieilles frontières impérialistes « s'effondrent » et où les États-nations « entrent en crise » (« l'État politique dépérit », disent DG). Au lieu de représenter des limites, les frontières constituent des occasions de liberté parce que, au moment même où elles se créent, l'Empire se charge de les dépasser. C'est une forme de pouvoir pluraliste, fondamentalement pacifique (« l'idée de la paix est à la base de son développement et de son expansion », non pas dans le sens qu'il n'y a plus de guerres, mais parce que l'Empire est capable d'éviter les grands affrontements entre impérialismes de l'ordre mondial antérieur), flexible et fluide, qui s'adapte rapidement au changement des situations économiques et politiques.

La gouvernance est négociée entre « acteurs étatiques et non étatiques » pour construire de nouveaux dispositifs de pouvoir capables d'innover, de manière consensuelle, les

formes de la décision politique. Le pouvoir souverain est remplacé par une « pluralité de pôles » et un courant continu d'activités transnationales, visant à la construction et à l'expérimentation de nouvelles normes, pratiques de régulation, procédures de gestion.

NH semblent fascinés par un monde qui semble régi par le capital, enveloppé dans ses longues chaînes de valeur, parcouru par ses flux financiers libres, avec un État qui, plus que réguler, semble accompagner de manière subordonnée ces mouvements. Ils tombent dans l'illusion de la « belle époque » qui semble coïncider avec tout le cycle économique, à l'exclusion des guerres qui le fondent et qui l'enterreront par la suite.

Cette idée d'Empire, démentie, disons-le tout de suite, par l'affrontement entre impérialismes en Ukraine, est fondée sur l'opposition du concept de « capital » et du concept d'« État », sur l'incompatibilité entre l'immanence du pouvoir du premier et la transcendance du pouvoir du second. Le pouvoir transcendant du « souverain » serait progressivement remplacé par l'« axiomatique » du capital, c'est-à-dire de la machine de production et de mesure du profit.

L'Empire renvoie à bien des égards à la machine de guerre de DG, et, comme celle-ci, se subordonne les États comme ses propres parties. L'incompatibilité entre l'État et le capital aurait été résolue par la victoire de la mondialisation du capital

qui impose ses lois et ses intérêts à des États qui, récalcitrants, ne veulent pas perdre leurs pouvoirs et leurs prérogatives.

Pour justifier la volonté opiniâtre des USA de s'imposer comme centre de pouvoir unilatéral sur l'échiquier mondial, NH voient se produire un « coup d'État » contre l'Empire, dirigé par les partisans du projet pour « un nouveau siècle américain » (les néoconservateurs). Ce coup d'État aurait non seulement existé, mais aussi échoué. En réalité, ceux qui n'ont pas réussi à imposer le siècle américain se sont engagés, comme il est naturel pour une force impérialiste, à préparer avec le Pentagone, l'administration et les diverses oligarchies (de la production d'armes, de la finance, de l'immobilier), les guerres contre la Russie, la Chine et tous ceux qui ne veulent pas se soumettre à la puissance américaine. Ensemble, les néoconservateurs, les démocrates et les républicains ont compris qu'il n'y avait plus d'autre solution pour imposer leur suprématie et la guerre est arrivée à point nommé. Contrairement à ce qui se passe depuis des années, NH s'obstinent à penser qu'après la prétendue défaite des impérialistes au sein de l'administration américaine, incident de parcours dans la construction de la gouvernance mondiale, la mondialisation « continue à avancer » et l'Empire reste la seule solution viable.

La volonté de justifier l'existence et la nécessité de la machine de guerre impériale non souveraine imposent à NH des théories maladroitement sur la guerre et le capitalisme. La guerre et l'impérialisme sont des options que le capital serait réticent

à employer parce qu'ils ne favorisent pas et même bloquent la production du profit. Il y a deux façons principales de « garder le contrôle » capitaliste sur la mondialisation et le profit : « la guerre et la finance ». La solution militaire « a été adoptée et a largement échoué » (en Irak, en Afghanistan, dans la guerre contre le terrorisme, etc.). Une « société en état de guerre [peut] peut-être fonctionner à court terme, mais à long terme elle mine la productivité surtout dans une économie biopolitique où la liberté, la communication et les interactions sociales sont absolument nécessaires ». L'« aristocratie globale », l'actuel « capitaliste collectif », qui a « contribué à mettre fin à l'unilatéralisme » des impérialismes, choisit « l'option financière, beaucoup plus efficace que la guerre ».

Ces lignes, écrites en 2009, sont surprenantes, car c'est exactement le contraire qui s'est produit. La finance, vecteur le plus important de la mondialisation, forme hégémonique du capital dans la mondialisation, la « seule capable de suivre les changements soudains » des réseaux globaux de la valeur, la « seule capable d'imposer la flexibilité, la mobilité et la précarité à la force de travail biopolitique » (NH), s'est effondrée en 2008. Le capitalisme a été sauvé par l'intervention des États qui, bien qu'ils aient inondé les entreprises de liquidités, n'ont pas réussi à relancer l'économie, alors que la guerre se présente, depuis, comme l'option la plus probable. Semblable succession d'événements s'était déjà produite dans la grande mondialisation précédente : la financiarisation qui échoue, la

mondialisation qui perd de la vitesse et commence à se fermer, à se diviser selon des logiques plus politiques qu'économiques, la guerre entre les impérialismes qui explose. Rosa Luxemburg l'avait même écrit : « Le capital, ayant tendance à devenir une forme mondiale, se brise contre sa propre incapacité à être cette forme mondiale de la production ».

Pourquoi le capital ne peut-il pas devenir un marché mondial accompli ? Parce qu'il ne peut pas se séparer de l'État, parce qu'un État mondial est une contradiction dans les termes et c'est pourquoi il est dans l'impossibilité de créer une *seule grande machine de guerre* ou de devenir *Empire*. Il a besoin du pouvoir « souverain », au début, à la fin et même au milieu du cycle d'accumulation. L'État est irremplaçable, surtout dans les périodes de transition, où l'affrontement entre classes et entre États s'affirme avec toute sa violence. Ce n'est pas le capital qui peut organiser le bombardement du Palais de la Moneda ou garantir des milliers d'arrestations, de tortures, d'assassinats pendant les guerres civiles sud-américaines. Ce n'est pas le capital qui peut déclarer l'inconvertibilité du dollar en or, car l'origine de la monnaie n'est pas économique mais souveraine et étroitement liée à la guerre. L'impérialisme américain était déjà contenu dans la déclaration qui disait : « le dollar est notre monnaie et votre problème », adressée au reste du monde pour que les choses soient claires dès le début : nous commandons, vous obéissez !

La monnaie dominante nous signale immédiatement l'impossibilité de la création de l'Empire comme dispositif transnational du capital : le dollar est la monnaie nationale des USA et fonctionne simultanément comme monnaie internationale, créant une énorme asymétrie de pouvoir entre l'Amérique et le reste du monde, toute en faveur de la première. Ce qui serait nécessaire au fonctionnement de la machine globale du capital, s'il était possible, c'est le *bancor* proposé par Keynes en 1941, monnaie non souveraine qui n'aurait favorisé aucun pays au détriment des autres. Ce sont précisément les USA qui ont refusé la proposition et ont imposé le dollar à sa place, en en faisant une monnaie ouvertement « impérialiste » (indexer la dette et la monnaie des États les plus faibles sur le dollar est une politique de guerre évidente contre le prolétariat de ces pays !).

Les USA ne se souciaient pas de la construction de la machine globale mais de la commander et de l'utiliser pour exploiter le prolétariat mondial à leur propre et exclusive faveur, pour battre leurs concurrents économiques et politiques. Ils ne construisaient pas le capital cosmopolite, mais faisaient les intérêts du capitalisme et de l'État américains.

Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale du président Carter, ne laisse aucun doute sur les agences, institutions, organes administratifs ou politiques qui devraient constituer l'épine dorsale de l'Empire :

« Même le réseau international d'agences techniques, notamment financières, peut désormais être considéré

comme faisant partie intégrante du système américain. Le FMI et la Banque mondiale, tout en représentant des intérêts globaux, sont en réalité fortement influencés par les USA ».

Quand s'effondre le dollar, monnaie politique, devenue finance/dette pour lutter contre le déclin des USA par le pillage du reste du monde, le capital n'a pas d'autre choix que de s'adresser à l'État, qui à son tour est obligé de transformer sa politique : celle-ci n'a jamais été l'universalité du marché mondial, mais toujours la concurrence d'une puissance « territoriale » (même si le territoire est celui d'un continent) à l'intérieur de la mondialisation, en concurrence armée. Ce que les critiques contemporains ne veulent pas voir, c'était l'évidence même pour des révolutionnaires comme Rosa Luxemburg.

Pour NH, en revanche, la guerre n'est pas une condition « ontologique » de l'existence du capital, indispensable à son accumulation. Elle apparaît de manière conjoncturelle, puis disparaît et réapparaît si la guerre se manifeste de manière évidente. En 1980, Negri écrivait judicieusement : « l'effondrement du marché détermine une situation de guerre », « la guerre est la situation ontologique à laquelle conduit la rupture du marché ». Par la suite, la guerre s'évanouit, pour réapparaître seulement après les attentats de 2001, pour disparaître à nouveau en 2009, car elle n'est pas considérée comme une condition structurelle du capitalisme, mais une simple option à laquelle la finance est

préférée, plus performante et moins sanglante (en réalité sanglante différemment).

## L'impérialisme et sa nécessité

Aussi bien DG (la machine de guerre globale) que HN (l'Empire) pensent que le capital n'a plus besoin de l'impérialisme et de ses guerres destructrices, le reléguant parmi les formes politiques que le capitalisme aurait progressivement abandonnées. La réalité de l'accumulation et de l'affrontement mondial qui en découle semble cependant en avoir décidé autrement.

Même un simple regard phénoménologique sur la guerre en Ukraine semble confirmer le point de vue d'un intellectuel du Sud, Samir Amin, selon lequel la chute du mur de Berlin aurait fait émerger un impérialisme qu'il appelle « collectif ». Composé de la triade USA-Europe-Japon, dirigée par le premier, l'impérialisme collectif gère ses querelles internes en vue du partage de la rente, tandis qu'il mène d'impitoyables guerres sociales contre les populations du Nord pour les dépouiller de ce qu'il avait été contraint d'accorder au cours du XX<sup>e</sup> siècle, et organise des conflits armés contre les populations du Sud pour contrôler les matières premières et se procurer de la main d'œuvre à bas coût. C'est cet impérialisme collectif qui est engagé dans la guerre actuelle contre des impérialismes régionaux (la Russie) et un impérialisme qui travaille à devenir mondial (la Chine).

L'affrontement ne sera pas entre États comme il y a un siècle, mais entre grandes concentrations de territoires et de pouvoir : le capitalisme collectif USA-Europe-Japon, l'alliance Chine-Russie contrainte par la guerre, le Sud du monde qui hésite encore entre neutralité et hostilité ouverte à l'impérialisme collectif.

Du point de vue théorique, la réalité de la globalisation semble confirmer l'analyse de Rosa Luxemburg, produite au cœur de l'accumulation mondiale précédente. L'impérialisme et ses guerres sont une nécessité structurelle parce que le capitalisme « tend à s'étendre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune à ses côtés. Et pourtant, en même temps, c'est *la première forme économique incapable de subsister seule, avec la seule aide de son environnement* ». Pour exister et se reproduire, il doit nécessairement s'appropriier des entités économicopolitiques non capitalistes et ne peut le faire que par le vol, l'expropriation, c'est-à-dire par des dispositifs extra-économiques. C'est cette appropriation extra-économique qui le préserve de la chute du taux de profit.

L'affirmation de Luxemburg semble être contredite par la mondialisation parce que, si la production s'élargit en s'implantant sur toute la planète, alors il n'y a plus de dehors à s'appropriier et donc l'impérialisme semblerait un anachronisme. En réalité, alors que dans le Sud global sévit le pillage à travers la financiarisation et le néocolonialisme « extractiviste », dans le Nord se produit une « colonisation »

interne. Quand le capital a fini de coloniser la planète, il commence à coloniser son propre centre, en créant les conditions du vieux Sud qui impliquent la dévalorisation du travail, de la protection sociale, des conditions de vie du prolétariat, en contraignant au travail gratuit ou sous-payé des milliards de personnes, c'est-à-dire en faisant surgir un nouveau « dehors » duquel s'approprier. Le point de vue de Luxemburg sur l'impérialisme est confirmé selon de nouvelles règles (non plus un *dehors* précapitaliste duquel s'approprier, mais un *dehors* créé par le capitalisme lui-même).

La force et la violence de cette *colonisation interne* sont visibles dans la situation du plus puissant des impérialismes, les USA, où sévit une guerre civile rampante qui est toujours sur le point de devenir une guerre civile ouverte. L'extraction de la valeur auprès de ses populations par la machine État-capital se réalise à travers des dispositifs économiques et extra-économiques, créant les conditions du conflit interne (la révolte contre l'exécution de George Floyd est une protestation contre les conditions de la colonisation *interne qui*, après avoir été réservée pendant des siècles aux Noirs, a également été étendue aux Blancs), du nouveau fascisme (Trump), mais aussi de la guerre entre grands États (Biden). Non seulement l'économie et la guerre sont les deux faces de la même médaille de l'accumulation qui fonctionnent ensemble, mais l'accumulation mondiale du capital, à partir de la Première Guerre Mondiale, de destruction relative, est devenue destruction absolue.

Le capitalisme décrit par Rosa Luxemburg détruit les entités extérieures à sa domination pour les intégrer, le capitalisme contemporain, lui, vit de la ruine du monde entier sans pouvoir intégrer cette destruction dans un nouveau cycle d'accumulation (l'impossibilité de l'*économie verte*). L'accumulation détruit aussi les conditions biologiques et environnementales de la vie sur cette planète, à moins de croire, comme le faisaient malheureusement les révolutionnaires, à une fonction progressive du capital (je cite Lénine) : « Nous savons que les *trusts* et le travail des femmes dans les usines représentent le progrès. Ne veuillons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme pré-monopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, au moyen des *trusts*, etc., plus loin, vers le socialisme ! »

La vision « progressive » de la mondialisation fait partie des héritages du socialisme que les mouvements féministes et les mouvements des colonisés ont contestés parce que pour eux le capital n'a jamais été progressiste et s'est toujours manifesté comme fin du monde (de leur monde, de leur culture). Il ne les a pas fait entrer dans les « fastes » du travail salarié, mais les a condamnés à la servitude du travail gratuit, dévalorisé ou sous-payé. Aujourd'hui comme hier.

## La mondialisation, ou l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale

La gestion d'une paix « terrifiante » à la fois par la machine de guerre et par l'Empire est fondée sur l'hypothèse de la subordination de l'État au capital globalisé, même s'il existe des différences significatives entre l'Empire et la machine de guerre. DG ne pensent pas, contrairement à NH, que l'axiomatique, la machine de production de mesure, distribution de la valeur puisse se passer de l'État : « il semblerait qu'il n'y ait plus besoin de l'État, de domination juridique et politique séparée », mais dépasser l'État par le marché mondial ne veut pas dire que le capital puisse fonctionner sans lui.

En réalité, le rôle de l'État va bien au-delà de la simple fonction que DG lui attribuent, c'est-à-dire de modérateur de la déterritorialisation supérieure du capital et de simple détenteur de la force et du droit dont le capital a toujours besoin pour s'affirmer. Ce n'est ni l'axiomatique de DG ni le capital globalisé de NH qui peuvent décider d'un changement de phase comme celui de la guerre. La machine globale peut solliciter, inciter, induire à la guerre à travers son ébranlement ponctuel, son enrayage récurrent (d'abord financier, le blocage suinte ensuite dans l'économie et dans la société), mais ce n'est pas elle qui prend les décisions stratégiques. D'ailleurs, la mondialisation avait commencé de la même manière. Ce n'est pas une machine capitaliste

(fordiste) impersonnelle qui a poussé à une nouvelle globalisation, ce sont des subjectivités transversales à l'entreprise, à l'administration, au Pentagone, aux partis politiques américains qui ont décidé, sous la direction de l'État, de rompre avec l'organisation du marché mondial précédente et de se lancer dans la nouvelle mondialisation, tirée par la finance et fondée sur leur monnaie, contre d'autres États, contre leurs monnaies et leurs économies. La financiarisation est une guerre globale lancée par l'État pour arrêter le déclin relatif des USA en faisant affluer vers l'Amérique des capitaux et des ressources pour maintenir une puissance militaire extérieure et un « way of life » interne, dont les coûts puissent retomber sur le monde entier.

Contrairement à la plupart des pays du monde, les USA produisent moins qu'ils ne consomment, ils ont un niveau de vie qui n'est pas justifié par leur capacité productive, c'est-à-dire qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens, avec une balance des paiements constamment dans le rouge. Ils sont le pays le plus endetté du monde. Les politiques de crédit/dette ont été imposées parce qu'elles étaient les seules capables de garantir que leur revenu médian soit six fois supérieur à celui d'un Chinois sans que cela corresponde à quelque chose dans la réalité productive des deux pays. C'est l'imposition du dollar comme monnaie internationale des échanges qui permet à la Fed de financer l'« American way of life », c'est-à-dire le plus

grand gaspillage de l'histoire de l'humanité, en trouvant des acquéreurs de la dette qui continue de croître.

Le dollar et la dette ne sont pas garantis par la capacité de production, mais par la suprématie militaire. La primauté du dollar fonde la primauté des États-Unis, et la force du dollar est garantie par la primauté militaire. Il ne s'agit même plus ici de keynésianisme militaire, mais de simple abus de pouvoir armé sur le reste du monde. Plus il tombe de bombes, plus on massacre de gens, plus on construit d'armes, plus la valeur du dollar reste élevée ou monte, et plus ils peuvent émettre des dollars en grande quantité et attirer des capitaux qu'ils soustraient aux pays pauvres et en voie de développement. L'énorme diffusion des armes à l'intérieur du pays légitime et participe de cette logique armée. La guerre et l'armement sont un élément vital pour les États-Unis, non seulement pour l'hégémonie mondiale, mais aussi pour le maintien de niveaux de consommation et de production. C'est pourquoi leur impérialisme est beaucoup plus dangereux que celui de la Chine, de la Russie ou de tout autre pays, qui n'ont pas encore les moyens militaires et financiers de piller le monde comme le font les Américains.

Ce qui est extraordinaire avec les gouvernements et l'administration américains, c'est que, malgré cette « taxe » imposée au monde entier, ils ont réussi, en créant d'énormes différences de revenus et de patrimoine, à déclencher une guerre civile interne. Ce qui les rend doublement dangereux. Lorsqu'un pays du Sud producteur de matières premières

décide de les échanger contre une monnaie autre que le dollar, les USA interviennent immédiatement (voir le sort de Saddam Hussein et de Kadhafi). En réalité, les USA sont encore plus dangereux, parce que les politiques de crédit/dette utilisées pour compenser leur déclin sont à l'origine de la crise financière qui a été l'antichambre de la guerre.

Les pays du Sud ont toutes les raisons du monde de ne pas soutenir la coalition anglo-américaine en Ukraine. C'est ce que l'Europe devrait faire si elle avait un minimum de capacité politique, mais elle est en train de se suicider pour la deuxième fois en un siècle.

## L'utopie de l'autonomie du capital mondialisé et la réalité de l'impérialisme

DG expliquent l'origine de l'autonomie et de l'hégémonie de la machine de guerre, qui coïncide pratiquement avec le mouvement du capital sur le marché mondial, en se référant au troisième livre du *Capital* de Marx : le capital n'a pas de limites extérieures mais seulement des limites intrinsèques dues à sa nature même (la propriété privée, la division de classe, le profit, etc.), limites qu'il pose continuellement et qu'il dépasse continuellement, pour les créer à nouveau et les dépasser encore. Ce mouvement autonome et immanent est encore plus accentué dans NH, qui en font le pivot de la mondialisation : celle-ci est conçue comme la combinaison

de deux sphères superposées qui parcourent la planète, l'une concernant les réseaux de la communication et de la logistique, les chaînes de valeur, les circuits financiers, etc., l'autre le commandement, séparant encore, comme si c'était possible, la puissance immanente du capital et le pouvoir transcendant de l'État.

Ce mouvement immanent et infini du capital est démenti par toute son histoire et, encore une fois, par la guerre en Ukraine. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne soit pas réel, au contraire il crée une instabilité, une incertitude, un changement continu. La crise, au lieu d'annoncer son « effondrement », est la forme même de son existence, qui produit continuellement des moments de blocage, des obstacles à son développement. Contrairement à ce qu'affirment les pages du troisième livre du *Capital* de Marx que DG paraphrasent, le capital n'est en mesure de lever aucun des obstacles qu'il pose lui-même sans que l'État intervienne dans toutes ses crises. Cela est encore plus évident lors du passage d'une forme d'accumulation à une autre. Le déplacement des limites qui empêchent la « nouvelle » forme d'émerger et l'« ancienne » de mourir ne se produit pas par la force du capital, mais par l'irruption de la guerre entre impérialismes et des guerres civiles.

Pour passer du capital du XIX<sup>e</sup> à celui du XX<sup>e</sup> siècle, il a fallu trente ans d'immenses destructions de toutes sortes et de tous genres (guerres mondiales, guerres civiles européennes, guerre civile mondiale, bombes nucléaires), avec les États tenant fermement les commandes de la catastrophe. La situation n'était

pas encore apaisée à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La guerre civile qui faisait rage dans le Sud a engagé les armées et les États du Nord jusqu'aux années 1970 (Corée, Vietnam, Indonésie, Algérie, etc.).

On peut dire la même chose du passage, théorisé par Giovanni Arrighi, d'une hégémonie impérialiste à une autre. Comme l'hégémonie américaine a remplacé l'hégémonie anglaise après les guerres catastrophiques de la première moitié du siècle, une éventuelle hégémonie chinoise ne pourra s'instaurer qu'après des guerres dont, peut-être, la guerre en Ukraine n'est que le début.

Nous nous trouvons maintenant dans une situation semblable à celle de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque les empires d'Europe centrale et les empires coloniaux s'égorgeaient mutuellement. L'Empire et la machine globale, s'ils ont jamais existé, sont hors-jeu. La guerre entre impérialismes nous impose un tout autre rapport État-capital.

La guerre en Ukraine nous montre une réalité qui structure depuis toujours la mondialisation : État, guerre et capital sont étroitement imbriqués, mais dans des machines de guerre différentes qui s'opposent stratégiquement comme au début de la mondialisation. Au lieu qu'il n'y ait *qu'une seule* machine de guerre globale ou *un* Empire, il y a une multiplicité de machines de guerre État -capital (en tension permanente entre elles) qui, après une période de « coopération » (la « belle époque ») fracturent, fragmentent,

divisent la mondialisation parce qu'en concurrence avec d'autres machines économicopolitiques, dans un seul « marché ». Pendant les « Trente Glorieuses » se produisaient aussi des fractures révolutionnaires, aujourd'hui seulement impérialistes, conduites par de grands États qui sont bien autre chose que de simples moyens et parties de la grande machine de la mondialisation. Cette dernière ne produit pas seulement des différences de classe, mais aussi des disparités entre les différentes machines État-capital (« déclin » US, croissance de la Chine et du Sud) qui se traduisent par un plus ou moins de pouvoir/profit sur l'échiquier mondial et conduisent à la situation de guerre actuelle.

Beaucoup de camarades sont attachés à la mondialisation, qu'ils jugent plus ou moins irréversible. Je serais un peu plus prudent : dans un débat au Parlement français deux ans avant le déclenchement du conflit de 1914, les députés étaient certains que la guerre était impossible, étant donné les interdépendances, étant donné le dense entrecroisement des échanges économiques, financiers et commerciaux entre les nations qui n'avaient jamais été aussi solidement intégrées auparavant. Nous connaissons la suite de cette belle illusion « libérale » qui est apparemment encore attrayante et contre laquelle ont dû se battre les révolutionnaires justement avant le déclenchement de la Grande Guerre : là où il y a l'économie, il n'y a pas la guerre, le « doux commerce » éloigne les armes.

De même, on croit à l'impossibilité d'une forte concentration du pouvoir, tant économique que politique, face à la multiplicité et à la complexité croissantes des centres de pouvoir et des réseaux de valeur qui traversent la planète. Le néolibéralisme, contrairement à l'idéologie de la libre concurrence gérée par l'impersonnalité du marché, naît déjà avec une forte concentration du pouvoir économique (aux USA, au début des années 1970, les monopoles et les oligopoles dépassent de loin ceux qui avaient conduit à la Première Guerre mondiale) et de la centralisation du pouvoir politique de l'État (en particulier dans son pouvoir exécutif). Ce double processus, qui a commencé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, puis s'est consolidé et renforcé pendant la Première Guerre Mondiale, ne sera jamais remis en cause par le néolibéralisme, ni par celui des années 1930 en Allemagne, ni par le néolibéralisme des années 1970. La multiplicité, la décentralisation, la libre concurrence ont toujours été une illusion parce que ce n'est que l'autre face d'une concentration qui a progressivement augmenté (avec une grande accélération en 2008, et un autre seuil dépassé pendant la pandémie) jusqu'à arriver à la guerre, où le pouvoir de concentration atteint son apogée (militarisation de l'économie, du budget de l'État, de la communication).

## État et capital

Le problème de fond n'est pas le retour de l'État, mais plutôt le fait qu'il n'est pas possible de séparer le capital de l'État :

non plus dans les tout petits États européens, mais dans les grands États – Chine, USA, Russie, Inde – dont la souveraineté s'exerce sur de grands espaces. Ceux-ci, ensemble, constituent une machine de guerre qui ne peut cependant jamais devenir *Empire* ou *une seule machine de guerre* globale car elle se trouve en face d'autres machines de guerre, toutes armées jusqu'aux dents qui, en organisant le rapport entre le capital et l'État d'une manière différente, visent, en concurrence entre elles, à l'hégémonie mondiale.

La Chine est un exemple récent et éclatant de la façon dont se construit la relation entre le capital et l'État. La lutte de classe qui s'est développée au cours de la révolution culturelle (toujours sur le point de basculer dans la guerre civile) se termine par la victoire des « réformistes » qui lancent le « marché socialiste », confirmant une fois de plus que la lutte de classe et/ou la guerre civile précède la production. L'État chinois établit dès le début un rapport dialectique avec les capitalistes : selon la conjoncture, il leur laisse « la liberté » de faire et de s'enrichir, mais il peut aussi les réprimer très sévèrement s'ils mettent des bâtons dans les roues de l'État et du Parti communiste (de grands entrepreneurs, favorables à l'introduction de pratiques financières occidentales, ont disparu ou ont été condamnés à mort). C'est l'État qui dicte les temps et les méthodes, qui privilégie tel ou tel secteur, qui contrôle la monnaie et la technologie.

Cependant, même si le rôle de l'État (et du travail) est accentué par la formation marxiste des Chinois, le capitalisme est une machine bicéphale : capital et État, économie et politique, *production et guerre*, qui, à partir de la formation du marché mondial, agissent de concert, même s'ils connaissent des tensions et des oppositions, parce que la logique du profit n'est pas identique à la logique de la puissance. L'État est territorial, le capital tend continuellement à sortir du territoire mais ne peut se globaliser sans l'État, alors que ce dernier a besoin du capital pour vivre dans la mondialisation. Sans capital, sa souveraineté est vide, sans salaires ni revenus, sans travail et sans protection sociale, sa légitimité est faible, sa force interne et externe dépend de la production.

L'intégration capital-État se met en place progressivement, sans jamais se fondre dans un tout organique, avec une accélération à partir de la Première Guerre Mondiale. Des noces de l'État et du capital célébrées entre 1914 et 1918, après des fiançailles de plusieurs siècles, naît une machine de guerre qui réorganise à la fois l'État et le capital.

L'État voit se modifier la souveraineté, l'indépendance, l'autonomie qu'il avait détenues jusqu'à la Révolution française. L'État ne peut pas « rester », c'est-à-dire qu'il ne peut pas simplement se limiter à freiner les mouvements qui minent l'ordre, parce qu'il est associé au capital qui est le contraire de l'être, c'est un mouvement continu. Il doit devenir ce même stimulant économique, scientifique, politique, acteur du changement qu'il doit anticiper et

produire. Le capital, pour sa part, n'est plus la puissance immanente et autonome décrite par Marx. Il n'est plus vrai que « dans le laboratoire secret de la production, il est écrit : *No admittance except on business* », parce que l'État y entre d'une manière prépotente pour essayer de calmer la lutte de classe que le capitalisme a suscitée mais qu'il ne parvient pas à contenir. Ensemble, l'État et le capital induisent des crises, des catastrophes, des guerres. C'est certainement l'État qui pousse vers ces dernières, même si c'est ensemble qu'ils expriment l'identité de production et de destruction.

Dans les années trente, Schmitt définit cet État comme « total » ou « économique » parce qu'il « dispose d'un droit étendu du travail, d'une fixation des prix et d'un arbitrage des pouvoirs publics en cas de conflit sur les salaires, par lesquels il exerce une influence déterminante sur les salaires ; il assure des subventions gigantesques aux différents secteurs de l'économie ; c'est un État de protection et de prévoyance sociales, un État fiscal et qui dépense ». Tous les secteurs de la société sont impliqués dans ce processus : déjà en 1928, dit Schmitt, 53% du revenu national est contrôlé par les pouvoirs publics. L'État intervient dans une matière qui était précédemment définie comme non politique et la production se politise comme lieu privilégié de la lutte de classe.

Cette perte relative d'autonomie des deux est largement compensée par l'acquisition, à travers leur intégration, d'une

force de production/destruction inouïe qui contient toutes les catastrophes à venir.

Il n'y a jamais eu de « phobie de l'État » comme le croit Foucault, ni de la part des ordolibéraux<sup>10</sup>, ni de la part des néolibéraux. La seule phobie qu'ils ont eue ensemble est celle de la « révolte des masses » qui, par la lutte, arrachent à l'État des conquêtes de toute sorte, l'obligent au compromis, le réduisant à un « marché du bétail » et à perdre une partie de sa souveraineté politique si indispensable au capital si elle est utilisée contre la révolution.

Le projet de Schmitt, ainsi que des ordolibéraux dans les années 1930 (« économie libre, État fort » dit Rüstow en 1932, rappelant un texte antérieur de Carl Schmitt, *État fort et économie saine*) et des néolibéraux contemporains, ne fut jamais celui d'un État faible mais d'un État fort, capable de neutraliser toutes les « demandes » ouvrières et prolétariennes qui l'assaillent et d'investir au contraire toute sa force et ses fonctions dans le développement de la

---

<sup>10</sup> "Ordolibéralisme" est l'appellation donnée a posteriori à « l'école de Fribourg » née en 1933 autour de Walter Eucken, Franz Böhm et Hans Grossmann-Doerth, pour lesquels "un système économique n'advient pas naturellement, il est le produit d'un processus de décision politique et juridique". Partisans d'une "constitution économique" permettant à l'État de garantir la concurrence et d'appliquer les lois du marché à toute l'économie, les ordolibéraux eurent un rôle décisif dans la "reconstruction" allemande de l'après-guerre. Un de leurs adeptes, le chancelier Ludwig Erhard, écrivait en 1959 : « De même que l'arbitre ne prend pas part au jeu, l'État se trouve exclu de l'arène. Dans tout bon match de football, il y a une constante : ce sont les règles précises qui ont présidé à ce jeu. Ce que vise ma politique libérale, c'est justement de créer les règles du jeu ». Lire [ici](#) [NdE]

machine État-capital. Rüstow, l'un des fondateurs dans les années 1930 du néo-libéralisme, annonce à sa manière le projet d'une machine État-capital intégrant leurs différences :

« un État fort dans l'intérêt d'une politique économique libérale et une politique économique libérale dans l'intérêt d'un État fort – parce que les deux exigences se conditionnent mutuellement ». L'intégration de l'État et du capital est poussée à sa limite lorsque les ordolibéraux demandent d'inscrire les principes de la production du profit dans la Constitution (ce qui a été fait en Europe pendant la dernière crise de la dette).

Cette intégration sans identification produit un « capitalisme politique » (mais, politique, il l'a toujours été) dans lequel la bureaucratie administrative, militaire et politique ne se distingue pas des capitalistes : ensemble, ils constituent la subjectivation du pouvoir qui, par la volonté, « fixe » la position du « sujet » collectif. Les bureaucrates et les capitalistes occupent des fonctions différentes à l'intérieur de la même machine politico-économique, en constituant le point de vue subjectif qui instaure et réglemente le rapport entre guerre de conquête et production, entre violence de la colonisation et organisation démocratique, entre organisation scientifique du travail (abstrait) et pillage des natures humaine et non humaine.

Lénine avait vu juste : il faut abolir l'État, parce qu'il est inséparable du capitalisme. La thèse est démontrée par l'échec

même de la Révolution soviétique qui, après la prise du pouvoir, en reconstruisant l'État, a aussi reconstruit le capitalisme. On peut dire la même chose de la Chine et de la fonction du travail dans les deux révolutions. Si le capital est une relation, capital/travail, le maintien et la glorification de l'un des deux termes, le travail, ne détruisent pas la relation, mais la reconstruisent.

## Le rapport entre l'État et le capital chez les historiens

La relation entre l'État et le capital a une longue tradition derrière elle. Les historiens, plus à l'aise dans l'analyse du rapport entre l'État et le capital que les économistes, nous disent qu'il est illusoire et impossible de séparer les deux termes, c'est-à-dire de penser soit à l'existence autonome de l'État, soit au capital comme une force immanente et indépendante. Pour Fernand Braudel, « [...] l'État moderne, qui n'a pas fait le capitalisme mais en a hérité, tantôt le favorise et tantôt le défavorise ; tantôt il le laisse s'étendre, tantôt il en brise les ressorts. Le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie avec l'État, qu'il est l'État. [...] Ainsi l'État est favorable ou hostile au monde de l'argent selon son propre équilibre et sa propre force de résistance. » (*La dynamique du capitalisme*, Flammarion, 1985)

Ce rapport nous est décrit par [Otto Hintze](#) comme une intégration progressive qui ne peut cependant jamais aboutir à leur identification. *L'hégémonie de l'un sur l'autre change en*

*fonction des conjonctures, mais de telle sorte qu'il est impossible d'en faire deux pouvoirs séparés ou qui deviennent un.*

Dans une première phase, le développement du capitalisme a été favorisé par l'État qui y a vu un instrument indispensable à sa politique de puissance. Dans un second temps, la relation se transforme jusqu'à s'inverser. Le capitalisme renforcé, qui dispose d'un marché national, surmonte les obstacles que l'État lui oppose, mais sans jamais s'en détacher.

Les guerres totales de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, avec l'appropriation de l'économie par la guerre, l'énorme destruction causée par les guerres et la crise de 1929, le développement des politiques sociales à la suite des conflits mondiaux et de la Révolution soviétique, « ont fortement réduit l'activité et l'autonomie antérieures du capitalisme. » La guerre froide n'apporte « aucune preuve d'une évolution autonome du capital », car elle se déroule sous le contrôle et les conditions imposées par les USA et l'Union soviétique.

Cette affirmation de Hintze est également valable aujourd'hui. A partir des années quatre-vingt, le capital semble, selon l'idéologie libérale, devenir autonome et avoir finalement reconquis la « liberté » qu'il semblait avoir perdue pendant les guerres totales et la Guerre froide, d'où l'illusion de l'Empire. Mais cela est vrai si nous faisons abstraction de la phase initiale du cycle, entièrement politique (formation des classes), mais aussi de la phase de démarrage de la « belle époque » néolibérale, parce que c'est l'État qui libère les flux

financiers, qui active des politiques fiscales, qui réoriente le marché du travail, et de la phase finale où il reprend sa souveraineté.

Quand, comme en 2008, se profile l'effondrement « systémique », le capital a absolument besoin de l'État, soit comme prêteur de dernière instance, soit comme souverain, capable d'exercer, si nécessaire, la force pour imposer des politiques d'austérité : politique et économie « sont liées entre elles de manière indissoluble [...] c'est-à-dire qu'elles ne sont que deux aspects ou côtés particuliers d'un même développement historique ».

La monnaie, avant d'être une institution économique, est une institution de l'État. L'affirmation de DG, « l'énorme masse monétaire sans patrie qui circule à travers les changes et les frontières, échappant au contrôle de l'État, formant une organisation œcuménique de fait supranationale, insensible aux décisions des gouvernements », n'est que partiellement vraie. Quand l'État a voulu contrôler la finance parce qu'elle était considérée comme l'une des causes de la catastrophe de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il l'a fait et avec succès. La conjoncture politico-économique ayant changé, c'est l'État lui-même qui, pour lancer le néolibéralisme, a promulgué des lois permettant aux flux financiers d'échapper à son contrôle. Et de toute façon, cette organisation financière supranationale se serait tout simplement dissoute en 2007 si l'État ne l'avait pas sauvée à nos dépens.

Peut-être est-il nécessaire de revenir sur l'affirmation de DG selon laquelle la machine de guerre s'automatise et devient autonome une première fois avec le fascisme et ensuite avec la Guerre froide. L'expérience fasciste est intéressante parce qu'elle démontre comment l'État et le capital peuvent, dans un premier temps, fonctionner ensemble, en produisant une machine de guerre monstrueuse qui les intègre sans les identifier et, à partir d'un certain point, être tous deux subordonnés à un mouvement suicidaire et autodestructeur. L'existence de la machine à deux têtes, le pouvoir souverain et le pouvoir du capital, est confirmée même dans les périodes généralement considérées comme dominées par le pouvoir exclusif de la souveraineté. La machine de guerre du fascisme devient autonome dans la dernière phase, quand elle devient guerre déployée, quand elle court vers l'autodestruction. Avant ce saut dans le vide, elle est encore liée à la puissance du capital, dont elle parvient à résoudre certaines contradictions autrement explosives pour lui.

Le nazisme n'a pas seulement introduit et rendu permanent l'état d'exception, comme semble le croire Agamben, qui a complètement négligé la force et le rôle que le capitalisme a joué dans cette période de l'ascension d'Hitler. À côté de l'État d'exception, de l'État discrétionnaire, a continué à fonctionner ce qu'Ernst Fraenkel appelle l'« État normatif », l'État de droit, selon sa théorie de « l'État dual

(ou double)<sup>11</sup> ». L'action de l'État normatif, malgré le désir nazi de privatiser ses fonctions en les déléguant à des agents et agences non étatiques (anticipant ainsi les projets néolibéraux), est confinée dans un espace défini, quoique très large. L'action administrative est nécessaire au « système économique capitaliste », dont la prospérité dépend d'un ordre juridique capable de garantir la sécurité et la prévisibilité à moyen et long terme. Seul un ordre des lois, un ordre des normes juridiques, peut assurer la stabilité de la propriété, de l'entreprise, des contrats et de la domination sur la classe ouvrière. La survie du « capitalisme allemand exige un double État, arbitraire, discrétionnaire dans sa dimension politique, et rationnel dans sa dimension économique ». L'État normatif garantit la continuation des profits, tandis que la classe ouvrière est « soumise à l'intervention illimitée de l'État policier ».

L'autonomisation progressive de l'État d'exception nazi est le résultat du risque que les capitalistes ont pris en soutenant explicitement l'ascension au pouvoir des nazis. Avec la Seconde Guerre Mondiale, l'État d'exception en Allemagne se transformera en un mouvement suicidaire, autodestructeur, qui rompt avec l'État administratif et aussi avec le capitalisme, qui a longtemps été fasciné par les possibilités de contrôle de

---

<sup>11</sup> Ernest Fraenkel, [The Dual State, A contribution to the theory of dictatorship](#), Oxford University Press, 1941. Traduit en allemand et en espagnol, inédit en français [NdE]

classe que permettait le fascisme. Dans l'après-guerre, il préférera un compromis/affrontement avec le stalinisme.

Le fascisme est l'une des options de destruction et d'autodestruction à la disposition de la machine État-capital, avec la guerre nucléaire entre puissances impérialistes, l'extinction écologique et les guerres civiles plus ou moins rampantes qui existent déjà (USA) et celles que la militarisation de l'économie ne tardera pas à produire. Ces options sont en cours d'intégration dans la guerre en Ukraine qui comprend, comme toutes les guerres mondiales, la guerre contre les femmes, la guerre contre les racisés et contre les travailleurs.

Il est étonnant que, même sous la pression de la guerre, qui présente une escalade continue, on ne revienne pas de façon critique sur ces théories héritées de 1968 (et contemporaines) qui, comme on le disait dans l'ouverture, font simultanément un pas en avant et deux pas en arrière.

Le point de vue de NH est intéressant parce qu'il cherche à résoudre l'*impasse* de la théorie comme de la pratique par un escamotage : transformer la défaite politique en victoire ontologique, en substituant à la séparation réelle produite par la guerre (de conquête, civile, entre États), par l'exploitation et la domination, une innocente ségrégation ontologique. Même si les rapports de force sont complètement en sa défaveur, la multitude est « de plus en plus autonome » et indépendante d'un capital qui, lui, est de plus en plus parasitaire, réduit à un simple commandement.

La multitude est la production, le capital et l'État sont le commandement. Toute la puissance créatrice et productive est dans la multitude, tout le pouvoir est dans l'État et dans le capital. Un « dualisme de pouvoir » qui ne correspond pas à un rapport de force réel. Le « travail biopolitique démontre son autonomie » dans la capacité d'« organiser des réseaux et des formes de coopération », de plus en plus en mesure d'« autogérer la production ». Les ouvriers sont contraints d'autoorganiser leur temps de travail parce que « la temporalité en vigueur à l'usine – les manières de gérer le temps, les chronométrages [...] – ne trouve plus d'application ». Même le slogan maoïste « un se divise en deux », qui voulait exprimer la lutte de classe et s'opposer radicalement à son contraire, « deux se fondent en un » (slogan sorti vainqueur de la révolution culturelle et à la base du capitalisme à la chinoise), est transformé en une division ontologique qui voudrait être plus radicale que la division de classe, mais qui exprime en réalité une impuissance politique.

*La seule séparation en acte est la séparation politique opérée par le capital*, obtenue en renforçant la subordination économique, raciale et sexuelle, résultat d'un renversement historique des rapports de force, qui est pourtant en train de le conduire à la catastrophe économique, guerrière, écologique. Le prolétariat n'a jamais été aussi soumis, aussi impuissant, aussi aphone (du moins en Europe) face à la lutte de classe que la machine État-capital a menée dans les cinquante

dernières années, et aujourd'hui face à la guerre impérialiste. Il faut substituer à la division ontologique la division de classe, parce que l'autonomie et l'indépendance ne sont pas déjà données, mais comme toujours il faut les conquérir par la lutte, l'organisation, la stratégie.

Dans les théories que nous avons analysées, la guerre disparaît ou perd sa dimension de violence de classe, parce que ces théories cherchent toutes à résoudre un problème réel. La révolution du XX<sup>e</sup> siècle fondée sur l'hégémonie du rapport capital/travail a été vaincue. Mais la défaite de la classe ouvrière en tant que sujet politique n'implique pas la disparition de la lutte de classe. C'est exactement le contraire qui est vrai. La lutte de classe fait rage unilatéralement parce que la machine État -capital trouve peu d'opposition organisée, en réalité aucun ennemi.

## Apostille (30 juin 2022)

L'évolution de l'OTAN, d'alliance militaire de l'Atlantique Nord à « OTAN globale », manifeste la volonté de guerre mondiale des Anglo-Américains. Le projet de faire plier quiconque ne se soumet pas au pouvoir américain se précise et commence par le feu vert donné au massacre des Kurdes, vendus à Erdogan avec les valeurs occidentales tant proclamées. L'Argentine et l'Iran demandent à entrer dans les BRICS, saisissant le sens de la guerre en Ukraine : l'Occident ne veut pas se résigner à son déclin et est, comme toujours, prêt à tout.



## Postface

### Les impasses de la *French Theory*, la pensée critique occidentale

Ce texte, écrit à la fin du « cycle » de trois livres sur la guerre (« Guerre ou révolution » - 2023, « Guerre et monnaie » - 2023 et « Guerre civile mondiale ? » - 2024), visa à clarifier un certain nombre de concepts, notamment ceux d'impérialisme, de monopole et de guerre, traités rapidement dans ces trois volumes sous la pression de l'actualité.

« En ce moment, la possibilité d'une troisième guerre mondiale est discutée dans le monde entier. Nous devons nous préparer psychologiquement à cette éventualité et l'envisager de manière analytique. Nous sommes résolument pour la paix et contre la guerre. Mais si les impérialistes insistent pour déclencher une nouvelle guerre, nous ne devons pas en avoir peur. Notre attitude face à ce problème est la même que face à tous les désordres : premièrement, nous sommes contre, deuxièmement, nous n'avons pas peur. La Première Guerre mondiale a été suivie de la naissance de l'Union soviétique, avec une population de 200 millions d'habitants. La deuxième guerre mondiale a été suivie de la formation du camp socialiste, avec une population de 900 millions d'habitants. Il est certain que si les impérialistes persistent à déclencher une troisième guerre mondiale, des centaines de millions de personnes passeront du côté du socialisme et il ne restera plus beaucoup de

place sur terre pour les impérialistes ; il est même possible que le système impérialiste s'effondre complètement ».

Mao Zedong, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, *Quotidien du peuple*, 19 juin 1957

« On peut juger du manque de tact que montre le *Rabotchéré Diélo*<sup>12</sup> lorsqu'il sort d'un air triomphant cette définition de Marx : "Tout pas réel du mouvement pratique importe plus qu'une douzaine de programmes." Répéter ces mots en cette époque de débandade théorique équivalait à clamer à la vue d'un cortège funèbre : "Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter !" »

Lénine, *Que faire ?*, 1902

Cette déclaration de Mao semble avoir été écrite pour notre époque. Mais nous ne sommes psychologiquement pas du tout préparés à la réalité de la guerre, et encore moins à considérer de façon analytique ses causes, ses raisons et les possibilités qu'elle ouvre. Les affects et les concepts pour le faire nous manquent. La pensée critique occidentale (Foucault, Negri-Hardt, Agamben, Esposito, Rancière, Deleuze et Guattari, Badiou, pour ne citer que les plus significatifs) nous a désarmés, nous laissant sans défense face à l'affrontement des classes et à la guerre entre États, qu'elle n'a pas su anticiper parce qu'elle n'a pas construit les concepts et les affects, ni pour les analyser, ni, encore moins, pour y intervenir. La « débandade théorique » produite au cours des cinquante dernières années est grande. Il

---

<sup>12</sup> *La Cause ouvrière*, journal socialiste russe (1899-1902), organe de la tendance de droite de la social-démocratie, connue sous le nom d'"économistes", qui a rejoint les mencheviks au congrès de 1903.

ne s'agit pas de surestimer la théorie, mais sans elle « il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire ».

Il est très difficile dans un article de développer une critique d'ensemble de l'échec d'un projet qui se voulait un dépassement des limites du marxisme. Nous nous contenterons d'analyser les dommages profonds produits par l'absence de trois mots clés, *impérialisme, monopole et guerre*, dont la suppression nous empêche de comprendre ce que sont devenus le capital, l'État, leurs relations et l'action politique.

## Impérialisme

Le concept d'impérialisme a été pratiquement évacué de toutes ces théories, de manière plus ou moins explicite. Negri et Hardt, au tournant du millénaire, se sont bien attachés à donner une consistance théorique à cette suppression, en décrétant : « L'impérialisme est terminé. Aucune nation ne sera un leader mondial comme l'ont été les nations européennes modernes. Ni les États-Unis ni aucun État-nation ne constitue actuellement le centre d'un projet impérialiste ».

L'« Empire » s'impose comme une alternative à la souveraineté moderne, en dessinant un nouvel ordre mondial qui fait sauter la relation centre-périphérie à partir de laquelle le capitalisme était né et s'était développé. S'il n'y a plus de centre, il n'y a plus de périphérie non plus, « les divisions entre premier, deuxième et troisième monde deviennent floues ».

Dans la nouvelle souveraineté supranationale, « les conflits et les rivalités entre les différentes puissances impérialistes ont été

remplacés à bien des égards par l'idée d'une puissance unique qui les domine toutes, les organise en une structure unitaire » et par un droit commun « post-impérialiste et post-colonial ». Le « déclin définitif de l'État-nation » mettrait fin à « l'ère des grands conflits (...) L'histoire des guerres impérialistes, inter-impérialistes et anti-impérialistes est terminée ». Une gouvernance mondiale et supra-étatique apporte avec elle la « paix », de sorte que les guerres sont réduites à de simples opérations de police. On retrouve une idée semblable chez Deleuze et Guattari, pour qui la guerre mondiale entre États aurait produit une machine globale dont les États sont aujourd'hui une partie subordonnée. Là encore, le résultat est la « paix absolue de la survie ». Ni pour les uns, ni pour les autres, la paix n'est le contraire de la guerre, c'est une paix terrible, une paix « sécuritaire » imposée par la machine globale, mais la « guerre civile mondiale » de Schmitt et Arendt n'est plus d'actualité.

« L'expansion impériale n'a rien à voir avec l'impérialisme, ni avec l'initiative des formes étatiques vouées à la conquête, au pillage, au génocide, à la colonisation et à l'esclavage. Contre cet impérialisme, l'Empire étend et consolide le modèle du réseau de pouvoirs » qui sera décrit, dans sa multiplicité horizontale (ontologie plate, pour reprendre un terme à la mode il y a quelques années) par la théorie du « biopouvoir » et de la « société de contrôle ».

Les États-Unis ne sont ni la puissance mondiale hégémonique sur le marché mondial, ni une vieille force impérialiste. Au

contraire, ils auront pour tâche de conduire le monde vers ce nouveau système au-dessus des États qui intègre les différences au lieu de les exclure, car la constitution américaine est déjà impériale, « fondée sur l'exode, sur des valeurs affirmatives et non dialectiques, sur le pluralisme et la liberté ».

Le marché mondial est construit à partir d'un « régime monétaire universel », dans lequel toutes les monnaies nationales « tendent à perdre tout titre de souveraineté ». La monnaie « est l'arbitre impérial, mais ne possède aucune localisation précise, aucun statut transcendant », ce qui signifie que l'Empire annule le pouvoir du dollar en tant que monnaie internationale.

La Multitude est l'autre visage de l'Empire, composée par le prolétariat contemporain, devenu « autonome et indépendant ». « La coopération sociale n'est plus le résultat de l'investissement capitaliste, mais le patrimoine du pouvoir autonome » de la Multitude. « C'est nous les maîtres du monde », car la Multitude, « par son propre travail, produit et reproduit de façon autonome l'ensemble du monde de la vie ».

Pour Machiavel, le projet de construire une nouvelle société par le bas nécessite des « armes » et de « l'argent ». « Spinoza répond : mais ne les possédons-nous pas déjà ? Les armes dont nous avons besoin ne sont-elles pas déjà au pouvoir de la puissance créatrice et prophétique de la Multitude, de sa productivité ? ».

La critique de ces concepts a déjà été faite par la réalité de l'impérialisme, du génocide, des monopoles financiarisés, de la

guerre et des guerres civiles ; par l'impuissance des nouveaux mouvements qui, sans « armes » « argent » et « autonomie », perdent un à un tous, mais vraiment tous, les droits sociaux et politiques conquis en deux siècles de luttes et de révolutions ; la multiplicité des mouvements se révèle aphasique, incohérente, désorientée du fait du déclenchement de la guerre, une éventualité non envisagée dans leurs théories et leurs programmes.

Le point de vue d'un marxiste du Sud, pour qui « l'impérialisme est une étape permanente du capitalisme », est peut-être plus intéressant que la critique. Partant de la continuité séculaire de la « dépossession » des périphéries par le centre, Samir Amin, dès 1978, anticipe de manière surprenante le développement de la situation politique actuelle. Après 1945, la configuration de l'impérialisme change profondément. Un « impérialisme collectif » se construit, comprenant les États-Unis, l'Europe et le Japon, animé par une coopération/compétition hiérarchique au *centre* de laquelle se trouvent les États-Unis. L'impérialisme collectif ne développe plus de conflits inter-impérialistes entre les États du Nord, *mais est au contraire en guerre permanente avec le Sud*, parce que le « développement du sous-développement », le « lumpen-développement » imposé aux pays du Sud, est encore et toujours une condition de l'accumulation du Nord. *Dans le capitalisme mondial, l'espace ne peut jamais être « lisse », il est toujours nécessairement polarisé.*

La théorie de l'impérialisme collectif se perfectionne au fil des événements, et après la chute du mur de Berlin, elle annonce,

prédiction également confirmée, que l'impérialisme américain a défini les principaux ennemis de sa volonté farouche d'hégémonie unilatérale : d'abord la Russie<sup>13</sup>, ensuite la Chine et enfin l'Europe. Clairvoyance d'un marxisme non occidental : non seulement la guerre au Sud est devenue une réalité, mais l'Europe et le Japon se sont docilement transformés en colonies dont les économies ont été mises à genoux par l'allié américain. La faillite des États-Unis est sauvée par leur pillage garanti par le *monopole public* de la monnaie, le dollar, et par les *monopoles privés* des fonds d'investissement qui les dépossèdent de leurs richesses et de leur épargne pour financer l'énorme déficit de l'« American way of life ».

La théorie de l'impérialisme collectif repose sur une autre hypothèse stratégique : la contradiction principale se situe entre le centre et la périphérie. La hiérarchie impérialiste, au lieu de disparaître dans la confusion entre premier, deuxième et troisième monde, se polarise radicalement. Cette hypothèse aussi semble se confirmer : opposition économicopolitique entre le G7 et les BRICS, confrontation militaire en cours entre le centre (capitalisme collectif) et la périphérie (Sud global). Les

---

13 Depuis la présidence Clinton (années 1990), l'élargissement de l'OTAN contre la Russie a été décidé, poursuivi par tous les présidents (Obama, dans l'interrègne précédant l'investiture de Trump, a installé des missiles en Pologne), contre l'avis d'une cinquantaine de hauts fonctionnaires qui avaient conçu et organisé l'endiguement de l'Union soviétique. Il y a trente ans, dans une lettre à Clinton, ils préconisaient l'abandon de l'élargissement de l'OTAN car ils prévoyaient ce que nous avons sous les yeux, la guerre en Europe.

points de confrontation se situent tous entre l'OTAN, les Etats-Unis et Israël et le Sud global (Russie, Moyen-Orient, Chine).

Samir Amin estime que le terme d'« Empire » produit une identification regrettable entre impérialisme et colonialisme, qui induit en erreur Negri et Hardt, pour lesquels la fin du second déterminerait la fin du premier. L'économiste franco-égyptien affirme de manière provocatrice que la Suisse est un pays impérialiste parce qu'elle participe au « développement du sous-développement », véritable définition de l'impérialisme, même sans avoir une seule colonie.

## Monopole

Deleuze et Guattari ne se contentent pas de rejeter le concept d'impérialisme, ils suppriment une autre catégorie fondamentale de l'œuvre de Samir Amin, pourtant largement utilisé, le monopole. Ils semblent ignorer l'enseignement de Fernand Braudel, selon lequel le capitalisme a toujours été dominé par les monopoles, depuis qu'il était un monopole mercantile. Le processus de centralisation n'a fait que s'intensifier, s'accélégrant encore depuis les années 1970, atteignant un paroxysme inattendu dans ses dimensions (financières et non plus industrielles) dans ces mêmes années.

A lire Foucault, Deleuze et Guattari, Negri, etc., il semble qu'après 68, le processus de centralisation ait été stoppé, voire inversé. L'accent est mis sur l'horizontalité du pouvoir, sur sa dispersion et sa diffusion locale, micropolitique : pour Deleuze, « le capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle est pour la concentration » alors

qu'il est aujourd'hui « essentiellement dispersif » Les dispositifs de l'école, de l'hôpital, de l'usine, qui étaient fermés, se sont ouverts, dessinant un « espace lisse » qui est le pendant interne de l'espace lisse du marché mondial. Ils ne convergent plus vers un « propriétaire, État ou puissance privée ». Le « pouvoir a pour caractéristique l'immanence de son champ, sans unification transcendante, sans centralisation globale ».

Mais c'est certainement Foucault qui efface radicalement, dans ses cours « *Naissance de la biopolitique* », les processus de centralisation capitaliste, d'unification transcendante, de centralisation globale, « coupant la tête du roi » et produisant ainsi un contre-sens politique radical et néfaste.

Les catégories de biopouvoir et de société de contrôle voudraient introduire une nouvelle conception du pouvoir, capable de critiquer toutes les formes de souveraineté, d'« excès de pouvoir ». La gouvernementalité biopolitique a pour science de son exercice l'économie politique, que Foucault définit comme une « discipline athée, sans Dieu, sans totalité, sans Souverain ». Elle manifesterait « non seulement la futilité, mais l'impossibilité d'un point de vue souverain », et affirmerait l'existence d'une « multiplicité non totalisable ». Le souverain est éliminé par l'organisation du marché qui forme les prix sans l'intervention d'aucune autorité, mais uniquement par l'impersonnalité de la concurrence.

Il n'est pas important de savoir si Foucault avait des sympathies pour le libéralisme, mais d'être conscients que la conception du fonctionnement de l'économie basée sur le marché et la

concurrence comme dispositif impersonnel capable de déterminer les prix en court-circuitant toute concentration monopolistique du pouvoir, est cohérente avec sa vision du pouvoir.

La théorie de la biopolitique et de la société de contrôle (catégories complètement assumées par Negri et Hardt), ne voient que le mouvement de la diffusion horizontale, micropolitique, de l'accumulation du profit et du pouvoir, et ne saisissent pas l'autre dynamique, celle, centralisatrice, qui commande, décide et organise la dispersion horizontale des rapports de domination et d'exploitation. *La diffusion est au service du monopole*. Les deux mouvements ont toujours existé ensemble, Marx les décrit déjà dans son *18 Brumaire*, mais c'est la centralisation qui exerce le pouvoir et le commandement sur la décentralisation. La guerre est un puissant instrument de *vérité*, parce qu'elle nous fait toucher du doigt la dynamique que la pensée critique a écartée.

Samir Amin insiste sur le changement dans la continuité. De même que l'impérialisme a une nouvelle configuration, de même, à partir de 1973-1975, le monopole a changé. À cet égard, il parle de « monopole généralisé », car tous les éléments productifs diffusés sur le territoire et la planète sont commandés et capturés par les monopoles. Il n'y a plus de place pour la moindre entreprise autonome et indépendante. Prenons l'exemple de l'agriculture : les agriculteurs « indépendants » sont en fait dépendants des monopoles en aval et en amont de leur production. En amont, ils dépendent des monopoles pour les

semences, le crédit, les types de production, etc. En aval, la vente du produit est entre les mains des monopoles de la grande distribution qui décident des prix. Contrairement à ce que croit la biopolitique, le marché ne produit pas les prix de manière immanente. Pour chaque secteur - énergie, alimentation, actifs financiers, etc. - ils sont fixés par un petit nombre d'entreprises qui, tout de suite après la pandémie, ont déclenché une inflation des profits à l'échelle mondiale. Les prix ne sont pas fonction de « l'offre et de la demande », mais de la spéculation pour la rente.

Samir Amin reconstruit ainsi une nouvelle étape dans le développement de la centralisation de la production. Mais depuis la crise de 2008, une nouvelle centralisation monopolistique inimaginable pour le monopole industriel s'est développée. Un très petit nombre de fonds de pension et d'investissement, qui collectent l'épargne américaine, européenne et mondiale et l'investissent dans la dette américaine ou dans des actifs financiers (également américains), détiennent la somme astronomique de 55 000 milliards de dollars, masse dont nous verrons bientôt le sens et le fonctionnement.

Alors que le pouvoir souverain exerce le droit de « faire mourir et laisser vivre », l'éviction du souverain ouvre sur une gestion *positive* du pouvoir qui exerce un nouveau droit, celui de « faire vivre et laisser mourir », une technique de « gestion de la vie » capable de la faire « proliférer ». Cette nouvelle dimension du pouvoir nous fait dans un certain sens sortir du capitalisme, du moins des effets qu'il produisait au XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle. Notre problème ne serait plus la

production du profit qui crée simultanément la richesse de quelques-uns et la misère du plus grand nombre. *Aujourd'hui, plus que le profit, le problème est le « trop de pouvoir » exercé sur les corps, l'excès de domination sur la subjectivité.* Ce contre quoi nous devons nous défendre, « ce sont les effets du pouvoir en tant que tel. Par exemple, le reproche fait à la profession médicale n'est pas principalement d'être une entreprise à but lucratif, mais d'exercer un pouvoir incontrôlé sur le corps des gens, leur santé, leur vie et leur mort ».

C'est précisément à partir de la médecine en tant qu'action biopolitique par excellence que l'on peut constater l'inadéquation des nouvelles catégories du philosophe français. Récemment, Luigi Mangione a abattu Brian Thompson, PDG de UnitedHealthcare (UHC), remettant au centre du débat l'assurance privée, cheval de bataille contre l'État-providence, en France aussi, d'un proche collaborateur de Foucault, François Ewald. Le biopouvoir de ces dispositifs, en prenant en charge les forces de vie, viserait à « les faire croître et à les ordonner, au lieu de se consacrer à les bloquer, à les faire plier ou à les détruire ». Au lieu de cela, aux États-Unis, les compagnies d'assurance maladie ont pour seul et unique objectif le *profit qu'elles réalisent littéralement sur la peau des assurés auxquels elles refusent les soins nécessaires.* En effet, en 2023, UnitedHealthcare a réalisé 22 milliards de dollars de bénéfices extorqués aux patients, aux médecins et aux infirmières, et transférés dans les poches des milliardaires. Mangione est devenu un héros national (on collecte de l'argent pour sa défense, on se mobilise devant le

tribunal, on le défend sur les médias sociaux) parce que le citoyen américain, s'il a de l'argent, paie cher pour un service de très mauvaise qualité. S'il n'a pas d'argent, il ne se soigne tout simplement pas. Les États-Unis se classent au 46<sup>e</sup> rang en termes d'espérance de vie, avec des dépenses de santé deux fois supérieures à celles de l'Europe, dont la totalité est transformée en revenus/bénéfices. Mais l'élément décisif est le rôle joué par le monopole financier des fonds de pension, qui possèdent entre 20 et 25 % des dix premières compagnies d'assurance. Les principaux actionnaires de UnitedHealth sont le géant de la gestion d'actifs Vanguard, qui détient 9 % du capital, suivi de BlackRock (8 %) et de Fidelity (5,2 %).

Ce sont les fonds qui *fixent les prix et non le marché*. De même qu'ils décident des politiques de couverture à partir de leur position de monopole afin de distribuer des dividendes à leurs investisseurs. La description que fait Deleuze de l'hôpital qui, de structure fermée, devient ouverte et par conséquent change sa façon de soigner (« sectorisation, hôpital de jour, soins à domicile »), ne saisit pas l'aspect financier du problème, qui est le seul et véritable problème qui intéresse la cupidité des capitalistes, qui est même la finalité de cette nouvelle façon de soigner.

Alors que Foucault décrivait sa biopolitique (1978-1979) et les nouveaux modes d'exercice du pouvoir sur la subjectivité, le capitalisme et l'État américain et britannique se réorganisaient depuis plus d'une décennie, pour remettre au centre de leur politique, encore et toujours, *le vieux profit*, garanti, toujours et de

toute façon, par le *monopole économique*, le *monopole du pouvoir exécutif*, le *monopole de l'usage de la force militaire*, certainement pas par le *marché des ordo-libéraux* ou des *néo-libéraux*.

L'annulation de l'action « souveraine » du monopole, la négation de la centralisation et de la verticalité du pouvoir, ont des conséquences pernicieuses également sur le concept de pouvoir parce qu'il est radicalement pacifié. Foucault écrit : « Une relation de pouvoir est un mode d'action qui n'agit pas directement et immédiatement sur les autres, mais qui agit sur sa propre action. Une action sur l'action, sur les actions possibles, présentes, futures ou actuelles » alors qu'« une relation de violence agit sur un corps, sur des choses : elle contraint, plie, brise, détruit ». Il est très dangereux et irresponsable de réduire le pouvoir à de l'affect, au « pouvoir d'affecter » et d'« être affecté » (Deleuze). De cette façon est éliminée la violence physique, la *destruction des choses et des personnes, qui est au contraire en train de proliférer comme une métastase mortelle à travers la planète*. Le monopole de la violence physique trouve dans le génocide en cours la plus haute expression du « droit de faire mourir », qui n'a jamais été entamé par le biopouvoir du « faire vivre ». Foucault en admet encore la possibilité, mais pas pour les bonnes raisons : « Si le génocide est le rêve des puissances modernes, ce n'est pas aujourd'hui par un retour de l'ancien pouvoir de tuer ; c'est parce que le pouvoir se situe et s'exerce au niveau de la vie, de l'espèce, de la race et de phénomènes massifs de la population ». Le fondement de la guerre, de la guerre civile, de la prédation, de la domination et

du génocide, des guerres raciales contemporaines, repose, aujourd'hui comme hier, sur la *soif de profit* et la *volonté de puissance de l'impérialisme collectif*. La vérité du pouvoir est donnée par le régime de guerre qui détruit l'État-providence, le privatise et oriente ses dépenses vers l'armement pour le bien-être des actionnaires et de l'Occident.

Une dernière remarque sur le concept de monopole. On parle sans cesse de financiarisation, mais si on n'entend pas par là la « financiarisation des monopoles », si on ne se concentre pas sur sa différence avec le monopole industriel, on ne comprendra pas grand-chose à l'apocalypse qui s'annonce.

## Qui est souverain ? Profit et stratégie

Le concept d'« impérialisme collectif » nous permet d'analyser la nature de l'État contemporain et sa relation avec le capitalisme (monopole financiarisé). Le nouvel impérialisme produit une différenciation entre les États. Alors que certains renforcent leur souveraineté, leur puissance économique et militaire, dominant de « grands espaces » (États-Unis, Russie, Chine), d'autres, comme les États européens, ont une souveraineté plus que limitée, subordonnée à tous égards à la Commission européenne jamais élue, qui à son tour est aux ordres directs du centre, les États-Unis. Deleuze et Guattari, bien qu'ils utilisent abondamment la théorie de l'échange inégal et de la dépendance, en particulier dans la version de Samir Amin, sans jamais utiliser le concept d'impérialisme collectif, différencient toujours les États sur la base du concept d'État-nation, d'où la faiblesse de

l'ensemble du cadre théorique. Negri et Hardt déclarent au contraire la fin de ce dernier, mais proclament une autre grande faiblesse théorique, une souveraineté impériale qui n'a jamais existé. Ce qui a existé et existe depuis la chute du mur de Berlin, c'est la souveraineté unilatérale des États-Unis sur des États à souveraineté limitée.

La limite de la conception de l'État que nous trouvons chez Deleuze et Guattari, chez Negri et Hardt (Foucault a « coupé la tête du roi ») réside dans leur concept du capital en tant que force cosmopolite qui tend constamment à dépasser ses propres limites et qui échappe constamment aux frontières de l'État-nation. Le capital est « une force qui ne connaît que des limites immanentes », mais il suffit que la guerre (une décision politique) sabote un gazoduc comme Nord Stream 2 pour que toute une économie (européenne) commence à vaciller. Il suffit que l'impérialisme collectif impose des sanctions ou des droits de douane (autre décision politique) pour qu'une population entière souffre de la faim ou meure (Irak, Cuba, Syrie, etc., la liste est sans fin). Il suffit que le gouvernement américain décide que certaines technologies ne doivent pas être transmises à la Chine pour que la logique immanente du capital soit réduite au silence. *Le marché mondial montre que les limites du capital ne sont pas immanentes à son « mode de production », mais sont toutes politiques.* L'État chinois semble pouvoir contrôler politiquement la forme la plus déterritorialisée et la plus abstraite du capital, la finance, en empêchant les capitaux étrangers d'entrer dans le pays et de le piller. Mais déjà pendant les Trente Glorieuses, le pouvoir

« cosmopolite » de la finance avait été soumis au pouvoir politique des États-nations. Si elle s'est libérée de ces contraintes, c'est par une volonté toute politique qui l'a replacée au centre de l'économie et non par son essence propre, non par sa vocation intrinsèque à dépasser toutes les limites.

La séparation « ontologique » de l'État et du capital est exaspérée par Negri et Hardt, pour qui l'impérialisme et l'État entravent le développement du capital, d'où la nécessité de l'Empire : la « transcendance de la souveraineté moderne est en conflit avec l'immanence du capital ». Tous deux, bien que de manière différente, semblent opposer l'*espace lisse* de la production et du commerce à l'*espace strié* des souverainetés étatiques. En réalité, la dynamique du capital n'est pas concevable sans l'État, tous deux ne s'opposent pas en tant que transcendance et immanence, le « doux commerce » n'élimine pas la guerre, l'échange et le marché ne peuvent fonctionner sans le droit. Il n'existe pas un « mode de production » avec ses lois économiques, la souveraineté intervenant ensuite de manière instrumentale, pour favoriser ou bloquer une accumulation autonome. État et capital ont toujours constitué une machine commune dont la coordination/concurrence s'est approfondie depuis la première guerre mondiale.

Si l'économie n'a pas « coupé la tête du roi », comme le croit Foucault, il faut alors se demander qui est Souverain aujourd'hui. Tentons d'explorer la relation qui s'établit entre État et Capital en interrogeant la théorie de l'Homo Sacer d'Agamben, qui voudrait combiner le discours biopolitique de

Foucault avec la théorie de l'État d'exception de Schmitt (l'immanence avec la transcendance). S'il est vrai que le souverain est celui qui décide de l'état d'exception, il faut problématiser la définition du *souverain* et de l'*état d'exception* qui, depuis la première guerre mondiale, ne semblent plus correspondre aux réalités conceptualisées par Schmitt et Agamben.

L'état d'exception ne peut plus se limiter à la définition qu'en donne Agamben : une situation dans laquelle le souverain suspend la norme juridique afin de reconfigurer le système de droit. Déjà dans la République de Weimar, l'état d'exception ne pouvait qu'inclure et avoir pour cause le développement capitaliste, l'irruption des masses dans la politique et la possibilité de révolution qu'elles introduisaient, la division internationale du travail, les forces impérialistes de pillage colonial, le problème des classes sociales et la façon dont elles reconfigureraient l'État : l'état d'exception concerne la suspension de toutes les normes (productives, juridiques, politiques) comme condition nécessaire à la définition d'un Nouvel Ordre Mondial et non pas des cas d'« urgence » comme la pandémie. La décision doit porter sur une réalité à la fois politique, étatique, économique et militaire, qui va bien au-delà des compétences et des fonctions de l'État dont Schmitt déplore la mort, l'État au-dessus des partis, l'État séparé de la « société », l'État indépendant de l'économie, l'État comme arbitre des luttes de classes. L'État n'est qu'un des acteurs de cette nouvelle

dimension de la souveraineté. Cela est devenu de plus en plus clair au fil du siècle.

Le Nomos de la terre est plus apte à saisir la réalité contemporaine de l'état d'exception parce qu'il envisage la dimension mondiale et la division centre/périphérie qui est le fondement de la domination capitaliste, situation très différente de l'état d'urgence au sein des États-nations. Le triptyque que Schmitt place à l'origine de tout ordre est peut-être encore plus précis : *prendre, diviser, produire*. Le « prendre » (la guerre, la guerre de conquête, la guerre de soumission et le système d'État militaire qui les rend possibles), le « diviser » (le droit, la propriété privée) et le « produire » (la force économique) sont étroitement imbriqués et ne sont pas hiérarchisés. D'un point de vue marxiste, nous pouvons qualifier l'état d'exception d'« accumulation originelle ».

Le souverain de Schmitt, repris par Agamben, à travers l'état d'exception, « prépare la situation dont le droit a besoin pour sa propre validité ». La situation d'état d'exception dans laquelle nous nous trouvons a été préparée depuis longtemps par l'impérialisme américain pour fonder un nouvel ordre dans lequel son hégémonie puisse se reproduire, mais le souverain ne ressemble pas, même de loin, à celui qui produit le corps biopolitique de la théorie d'Agamben, et le but n'est pas le droit, mais un nouvel ordre mondial.

Pour être encore plus clair, qui est le souverain qui décide de la situation de guerre dans laquelle nous sommes plongés, indispensable à la reconfiguration d'un nouveau et chimérique

siècle américain ? Certainement pas l'État schmittien ou agambien ! Le « souverain » est constitué d'une série de centres de pouvoir qui, en se coordonnant, en s'affrontant, voire en s'opposant, prennent les décisions « existentielles » (de vie ou de mort) pour les USA : l'État fédéral où les élus comptent juste autant que les fonctionnaires de l'État profond ; la Réserve fédérale qui contrôle le dollar, la plus importante « production » de l'impérialisme yankee ; les monopoles industriels et financiers américains qui gèrent d'impressionnantes liquidités (avec la guerre, on découvre que la finance, comme la monnaie, a une nationalité !) ; le Pentagone, sans la force duquel il n'y a aucun ordre politique et monétaire ; Wall Street, qui tient les cordons de la bourse, c'est-à-dire de la prédation ; les différentes fondations, plus réactionnaires les unes que les autres ; les lobbys de l'armement, de l'immobilier, de la finance, parmi lesquels le lobby juif est indispensable à la déstabilisation continue du Moyen-Orient. Ce n'est que dans ce choc/coordination que peut émerger la « décision », qui n'est plus le monopole exclusif de l'État. L'État regretté par Schmitt, repêché par Agamben, n'existe plus depuis au moins la Première Guerre mondiale.

Qui décide de la fin de la guerre avec la Russie ? Le « souverain ». C'est précisément à cette occasion que l'on peut saisir la multiplicité qui le constitue. Une bataille politique féroce fait rage entre les différents centres de pouvoir pour choisir la meilleure solution capable de répondre aux différentes stratégies poursuivies par les différents blocs d'intérêts qui s'affrontent

jusqu'au sein de l'Etat, la finance, le Pentagone, la Réserve Fédérale.

Le souverain, toujours selon Schmitt, repris par Agamben, non seulement crée et garantit l'état d'exception, mais aussi « décide définitivement de la normalité », c'est-à-dire du moment où la situation peut être considérée comme suffisamment normalisée, condition pour l'établissement de nouvelles normes, de nouvelles relations de pouvoir, d'un nouvel Ordre mondial. Le souverain américain, lui, n'a pas à décider d'une quelconque « normalité », parce que sa stratégie est la déstabilisation permanente, le chaos qui sème les graines de la division, condition *sine qua non* de son règne. La situation normale est devenue l'alimentation continue de la guerre civile mondiale. Le Moyen-Orient est le terrain d'essai de la normalité déstabilisatrice yankee (Irak, Libye, Afghanistan, Syrie) que la guerre contre la Russie a également implantée en Europe.

Plus généralement, on peut affirmer qu'on ne peut pas concevoir un « mode de production » séparé de l'Etat. Le capital n'existe pas sans l'État, sa dimension souveraine et militaire est constitutive de la production. D'autre part, la nouvelle souveraineté post-schmittienne n'existe pas sans le capital : comment l'accumulation capitaliste américaine, avec son déficit abyssal, peut-elle se reproduire sans le pouvoir de l'Etat sur le dollar et sans l'exercice du monopole de la violence qui le garantit ? À son tour, l'État peut-il survivre sans la capacité de la finance à capturer de la valeur dans le monde entier ? Sinon, comment assurer le financement de l'armée et des 800 bases

militaires qui contrôlent le monde, financer les djihadistes, les coups d'État (Ukraine) et corrompre les élites « compradores » ?

Deleuze et Guattari définissent la dynamique immanente du capital comme une axiomatique. Je pense qu'il serait juste de *penser le profit et la rente comme le résultat d'une stratégie* dans laquelle interviennent des forces subjectives (politiques, économiques, militaires, étatiques, sociales, religieuses, etc.). La guerre actuelle et ses rapports avec l'économie nous montrent, pour qui veut bien la voir, la réalité de cette stratégie. *La guerre, et non le marché (Foucault), constitue le principe de vérité de notre actualité.* Le souverain, pour adapter la définition de Schmitt, est celui qui décide de la stratégie, dont la guerre et l'état d'exception sont des moments.

## Guerre et guerre civile

La naissance ou le développement du capitalisme est inséparable de la guerre, de la guerre civile, de l'usage de la force et de la violence physique sur les choses et les personnes. La pensée critique a pris la mauvaise habitude de séparer le politique du militaire, l'économique de la guerre. La philosophie et la politique de Rancière sont exemplaires à cet égard, car il n'y a aucune trace de l'usage de la force, de la guerre civile, ni d'un côté ni de l'autre de la barricade. Chez Rancière aussi, on ne trouve que la « police », mais jamais la guerre ni la guerre civile. On pourrait en dire autant de toute la pensée critique.

Mais peut-on concevoir la puissance des États-Unis qui commandent et perturbent les relations mondiales sans le

Pentagone, sans l'armée la plus puissante de l'histoire de l'humanité ? Leur puissance économique et politique implique immédiatement la guerre, qu'ils mènent sans interruption depuis 1945. Le président Mao affirmait qu'il n'y a pas de muraille de Chine infranchissable entre le civil et le militaire, le passage de l'un à l'autre est toujours possible et peut se faire très brutalement : la rapidité avec laquelle les classes dirigeantes, les médias, les hommes politiques d'une Europe fondée sur la paix sont passés à la guerre nous indique seulement que la guerre est contemporaine de la politique, bien que de manière différente au centre de l'impérialisme collectif et chez ses vassaux.

À partir du XX<sup>e</sup> siècle, la guerre n'est pas seulement le moyen de résoudre les conflits entre États et entre classes. Elle a aussi une fonction directement économique car elle joue le même rôle que les grandes inventions (machines à vapeur, chemins de fer, automobiles). Les dépenses d'armement sont devenues un élément permanent de la stimulation et du contrôle du cycle économique (Kalecki). Les États-Unis ne sont sortis de la crise de 1929 que grâce à la guerre mondiale. Et les taux de croissance et de profit exceptionnels de l'après-guerre sont le résultat de la reconstruction de l'Europe après les énormes destructions des deux guerres mondiales.

La demande réelle ne peut être réduite aux seules dépenses sociales, alors que la composante politiquement importante est la dépense militaire. C'est pourquoi James O'Connor, dans les années 1970, ne parlait pas de welfare, mais de warfare/welfare.

« Les dépenses sociales aussi bien que militaires ont un double caractère : les dépenses sociales servent non seulement à contrôler politiquement la population excédentaire, mais aussi à étendre la demande intérieure et les marchés. L'appareil militaire ne se contente pas de tenir en échec les rivaux étrangers et d'entraver la révolution mondiale (en maintenant les matières premières et les marchés dans le giron capitaliste), mais il contribue également à prévenir la stagnation économique intérieure. On peut donc qualifier le gouvernement national d' "*État providence de guerre*" ».

Le concept sur lequel construire les autres pour rendre compte des événements actuels semble être celui de « warfare / welfare », qui nous permet de comprendre la simultanéité et la réversibilité du civil et du militaire.

L'armée n'a pas seulement des fonctions militaires, mais aussi des fonctions « civiles », le passage d'une dimension à l'autre ne présente aucun problème. Depuis la seconde guerre mondiale, elle a organisé la « big science » et est au cœur de la recherche et de l'invention technologique et scientifique bien au-delà des GAFAM. Toutes nos technologies ont une origine militaire, en particulier les réseaux numériques.

Il s'agirait alors de remettre en cause la célèbre phrase de Clausewitz (« La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens »), mais aussi son inversion, opérée par Foucault et Deleuze et Guattari (« La politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens »), dans lequel guerre et politique, guerre et économie se succèdent

chronologiquement. Politique et guerre sont inséparables, la séparation des deux concepts, comme la séparation de la paix, était vraie à l'époque où écrivait le général prussien, le XIX<sup>e</sup> siècle, mais ne l'est plus aujourd'hui.

Si la pensée critique traite la guerre de manière conjoncturelle, ne la considérant donc jamais comme une condition structurelle du capitalisme, elle ignore en revanche totalement la guerre civile. L'exception est Foucault qui, pendant quelques années, entre 1971 et 1975, tente d'en faire le modèle des relations de pouvoir. Non seulement il abandonnera rapidement ce projet au profit de la gouvernementalité du biopouvoir et plus tard des processus de subjectivation, mais on n'a jamais compris de quelle guerre civile il parlait.

Dans le livre où il introduit le concept de guerre civile, *La société punitive* de 1973, Foucault dit que les cours qui le constituent se concentrent sur la société française entre 1823 et 1848. Curieusement (ou de façon cohérente), il ne dira pas un mot de la véritable guerre civile européenne qui éclata en 1848. Il semble ignorer que, précisément dans cette période, entre 1830 et 1848, tout se déchaîne en Europe, comme le notera au contraire Schmitt, tant sur le plan politique (les masses - le « lion prolétarien », dira Tronti - font irruption dans la lutte mondiale et ne la quitteront plus jamais) que sur le plan théorique. En Allemagne, après la mort de Hegel en 1831, la critique (Feuerbach, la gauche hégélienne, Stirner, etc.) des fondements de l'Occident (le capitalisme, l'État, le christianisme, la philosophie) s'enflamme ; de là naîtra le marxisme, qui guidera

les révolutions victorieuses du XX<sup>e</sup> siècle. Foucault évite de prendre en compte non seulement la guerre civile la plus importante du XIX<sup>e</sup> siècle, la Commune de Paris, mais aussi les *guerres civiles européennes* qui ont caractérisé les deux guerres mondiales, tout comme il semble ignorer les *guerres civiles mondiales* déclenchées par la révolution soviétique, qui ont complètement reconfiguré le globe sur le plan politique, économique et militaire. De quelle guerre civile parle-t-il donc entre 1971 et 1975 ? Entre qui et qui ? Impossible de le savoir. En fait, il abandonne le concept.

La relation d'inclusion excluante exercée par le pouvoir souverain d'Agamben fonctionne sur le même principe que celui avec lequel Foucault pense la relation raison/déraison, normal/anormal. Des relations de pouvoir, radicalement différentes de la relation ami-ennemi propre à la lutte des classes, sur lesquelles il est impossible de fonder quelque rupture radicale que ce soit avec le présent.

L'affirmation de Deleuze et Guattari selon laquelle, si la dimension *micropolitique* ne passe pas dans la *macropolitique*, elle n'« existe » pas, au sens où elle n'a aucune effectivité, se réalise pleinement avec la guerre et concerne leur propre théorie car ni la macropolitique ni le passage n'ont jamais été définis. Dans le régime macropolitique du *capitalisme, caractérisé par la lutte des classes, plus ou moins ouverte*, le « et...et » n'est en aucun cas praticable.

Alain Badiou pense que les limites des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle sont à chercher dans les conditions qui les ont produites, les

guerres. C'est la guerre qui impose la forme de la politique et de l'organisation. Donc, il disqualifie la guerre et la guerre civile qui imposent aussi l'action militaire ; cependant, il n'a jamais expliqué avec quelles stratégies on aurait pu poursuivre les mêmes objectifs des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle.

La situation contemporaine, au-delà de la pensée critique, se présente à nouveau comme un moment léniniste possible. C'est toujours la guerre qui agit comme un « accélérateur vigoureux » des conflits et des ruptures éventuelles. Mais la confiance de Mao dans l'issue révolutionnaire des guerres mondiales que les impérialistes s'obstinent à déclencher selon leur stratégie est incompréhensible pour la pensée critique occidentale, qui n'a pas la même « lucidité », ni la même obstination, ni la même détermination, ni la même haine de classe que l'ennemi et est dépourvue de toute stratégie.

## Les artisan·es de ce livre

Maurizio Lazzarato (1955), exilé en France suite à la répression déclenchée le 7 avril 1979 contre le mouvement de l'Autonomie ouvrière, dans lequel il militait à l'Université de Padoue, est un sociologue et philosophe indépendant italien résidant à Paris. Auteur de nombreux livres et articles sur le travail immatériel, le capitalisme cognitif, la biopolitique et la bioéconomie, la dette, la guerre et ce qu'il appelle la machine Capital-État.



Ouvrages en français : [L'intolérable du présent, l'urgence de la révolution : Minorités et classes](#), Eterotopia, 2022 ; [Le Capital déteste tout le monde: Fascisme ou Révolution](#), Amsterdam, 2019 ; [La fabrique de l'homme endetté : Essai sur la condition néolibérale](#), Amsterdam, 2011

### ♦ [Bibliographie en français](#)



**Rosa Llorens** est professeure de latin et grec retraitée, critique de cinéma et traductrice, membre du réseau Tlaxcala.



**Fausto Giudice** ((Rome, 1949) est journaliste, écrivain et traducteur, coordinateur des éditions The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal et cofondateur du réseau international de traducteurs [Tlaxcala \(bio-bibliographie\)](#)



## The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal

*Une initiative commune de...*

éditions workshop19, Tunis ♦ **Tlaxcala, le réseau international de traducteur-trices pour la diversité linguistique** ♦ **Promosaik – dialogue entre cultures et religions** ♦ **La Pluma**, site ouèbe non-aligné  
*...et de nombreux individus associés*

**Tous nos livres en français**

**<https://glocalworkshop.com/fr/>**



**[contact\[at\]glocalworkshop\[dot\]com](mailto:contact[at]glocalworkshop[dot]com) ou [wglocal\[at\]gmail\[dot\]com](mailto:wglocal[at]gmail[dot]com)**

**Nos Ebooks sont gratuits. Toute contribution est la bienvenue**

**Faire un don**



## COLLECTION « ERGA OMNES »

La collection « erga omnes » est ainsi intitulée en l'honneur des esclaves révoltés de la Rome antique, guidés par Spartacus, dont c'était la devise, qui signifie en latin « pour tou·tes »

[Livres dans la même collection](#)

**Original de ce livre :** [Guerra o rivoluzione. Perché la pace non è un'alternativa](#) (DeriveApprodi, 2022)

**Classification Dewey:** 300 - 320 – 321 – 324 – 327 -330-331 - 333-336-337-341 - 355-801-844-854-901-940-950-960-970

**Mots-clé :** Capitalisme, Guerres, Révolutions, Capital-État, Lénine, Rosa Luxemburg, Michel Foucault, Toni Negri, Michael Hardt, J.-F. Lyotard, Ernst Fraenkel, Otto Hitze, Nietzsche, Tiers-Monde, Luttés de libération, Révoltes logiques, Fernand Braudel, Karl Marx, Marxisme

**Image de couverture :** « Cavaliers rouges d'Abd-El-Kader », gravure sur acier d'après les frères Rouargue illustrant le livre *L'Algérie ancienne et moderne depuis les premiers établissements des Carthaginois jusqu'à la prise de la Smalah d'Abd-el-Kader*, de Léon Galibert, Paris, 1843

